



CGIP

Rapport annuel 2001

Sommaire

1	Message du Président
2	Conseil d'administration - Direction générale
3	Étapes de développement
	Panorama du Groupe
4-5	Chiffres-clé
6	Organigramme simplifié
7	Rapport de gestion
8	 Cap Gemini Ernst & Young
10	 Valeo
12	 Trader.com
14	 Bureau Veritas
16	 bioMérieux Pierre Fabre
18	 Wheelabrator Allevar
20	 Orange-Nassau
22	Placements
23	Structure juridique
24	Gouvernement d'entreprise
26	Questions diverses
27	Éléments postérieurs à la clôture de l'exercice
28	Analyse des comptes consolidés
31	Analyse des comptes individuels
	Comptes 2001
34	Comptes consolidés
54	Comptes individuels
84	Complément d'information
85	Renseignements généraux sur CGIP et son capital
102	Organes d'administration et de direction
105	Responsable du document
108	Table de correspondance



CGIP - Compagnie Générale d'Industrie et de Participations

Société anonyme au capital de 652 422 287 euros – Siège social : 89, rue Taitbout, 75009 Paris

Téléphone : 01 42 85 30 00 – Télécopie : 01 42 80 68 67 - 308 389 519 R.C.S. Paris

Contact : Christine Dutreil – Téléphone : 01 42 85 30 00 - Numéro Vert : 0 800 89 70 67 – E-mail : communication@cgip.fr

Toutes les informations sur le rapport annuel CGIP 2001 sont disponibles en ligne sur le site : www.cgip.fr



Message du Président

Je vous présente le dernier rapport annuel de la CGIP.

Notre société va en effet se fondre avec sa société mère Marine-Wendel le 13 juin prochain. Vous recevrez donc en échange de chaque action CGIP que vous détenez une action de la société qui résultera de cette fusion et qui s'appellera Wendel Investissement.

Je n'épiloguerai pas sur les quelques 25 années d'existence de la CGIP. Sachez simplement que nous sommes fiers d'avoir rempli tout au long de ces années notre double mission : favoriser le développement et la réussite de leaders dans l'industrie et les services et accroître le patrimoine de nos actionnaires : la progression de celui-ci depuis l'origine a été en moyenne de 24 % par an.

Je ne chercherai pas pour autant à atténuer les déceptions rencontrées lors de ce dernier exercice, dont nous vous rendons compte aujourd'hui. Nos deux principales filiales cotées, Cap Gemini Ernst & Young et Valeo, ont connu une année difficile et la baisse de leur rentabilité s'est traduite dans leurs cours, et donc dans les nôtres. Nous en avons enregistré les effets dans notre consolidation et tiré les conséquences comptables, si bien que notre résultat annuel est très négatif.

L'une et l'autre de ces sociétés ont rapidement et fortement réagi et nous leur conservons toute notre confiance pour redresser rapidement leur situation et profiter pleinement de la reprise économique, notamment aux États-Unis, aussitôt que celle-ci se produira.

Les autres sociétés de notre Groupe ont accru leur résultat et démontré leur capacité de résistance. Bureau Veritas, notamment, dont le chiffre d'affaires et le résultat ont beaucoup progressé, s'affirme de plus en plus comme un leader potentiel de son marché.

Trader.com, après avoir connu les désillusions de l'Internet, est en rapide rétablissement. bioMérieux n'a pas trouvé avec Pierre Fabre un cadre favorable, mais a réussi, en s'appropriant Organon Teknika, une belle expansion stratégique : la société centrée à nouveau sur le diagnostic devrait être présentée au marché d'ici 2004. Wheelabrator-Allevar a bien résisté et Orange-Nassau a tiré parti d'une bonne conjoncture pétrolière. Nous avons donc de solides atouts pour l'avenir, et proposons, pour cette raison un dividende global de 2 euros, en incluant l'acompte de 1 euro versé en janvier.

Pour succéder à CGIP, Wendel Investissement, dont j'aurai l'honneur d'assurer la Présidence, bénéficiera d'une structure simplifiée et d'une équipe reconstituée et rajeunie autour de son nouveau Directeur Général, Jean-Bernard Lafonta. Pour relancer notre action et nous en donner les moyens, nous avons d'ores et déjà cédé une partie de nos actions Valeo, société à laquelle nous resterons toutefois associés pour les prochaines années. Nous disposons donc de plus d'1 milliard d'euros pour de nouvelles initiatives.

Notre actionnaire principal, la vaste famille Wendel, et à ses côtés un nombreux public d'actionnaires privés et institutionnels, continue de nous apporter leur confiance. Ainsi notre Groupe, fondé en 1704, et depuis lors dans la continuité de son actionariat, est prêt à saisir de nouvelles opportunités. Il le fait avec l'esprit d'entreprise et les traditions qui lui sont propres, pour le succès de ses filiales et la prospérité de ses actionnaires, dans le respect de tous.

Ernest-Antoine Seillière

Conseil d'administration

Président	Ernest-Antoine Seillière
Administrateurs	Didier Cherpitel
	Hubert Leclerc de Hauteclocque
	Alain Mérieux
	Henri de Mitry
	Didier Pineau-Valencienne
	Société de Gérance de Valeurs Mobilières représentée par Louis-Amédée de Moustier

Présidents d'Honneur	Pierre Celier
	Jean Droulers

Direction générale

Comité exécutif

Ernest-Antoine Seillière	Président
Jean-Bernard Lafonta	Directeur Général
Jean-Marc Janodet	Affaires Financières
Arnaud Fayet	Industrie et Services
Bernard Renard	Industrie et Services
Jean-Yves Hémerly	Affaires Fiscales
Arnaud Desclèves	Affaires Juridiques
Christine Dutreil	Communication et Relations Extérieures

Direction

Gérard Lamy	Études et Communication Financière
Pierre Lebouteiller	Personnel
Yves Moutran	Projets de Développement
Jean-Michel Ropert	Services Comptables et Financiers

Étapes de développement

- | | | | | | |
|-------------|---|--|-------------|---|---|
| 1977 | ■ | Création de CGIP qui rassemble les actifs non sidérurgiques du Groupe Wendel. La capitalisation boursière est de 56 millions d'euros. | 1996 | ■ | Achat de 20 % de Valeo. |
| 1978 | ■ | Constitution du groupe cimentier Cedest. | 1997 | ■ | Renforcement de CGIP dans les services de haute technologie : Cap Gemini (30 %) et Bureau Veritas (34 %). |
| 1982 | ■ | Entrée dans le groupe Cap Gemini Sogeti. | 1998 | ■ | Cession de Crown Cork and Seal. Achat de 29 % de Trader.com. |
| 1983 | ■ | Sortie de Creusot-Loire. | 1999 | ■ | Offre publique d'échange de 5 actions CGIP contre 2 actions Cap Gemini. |
| 1986 | ■ | Entrée dans Valeo. | 2000 | ■ | Fusion de Cap Gemini avec Ernst & Young, création d'un des premiers groupes mondiaux de conseil en management et de services informatiques. |
| 1988 | ■ | Fusion de Carnaud avec Metalbox pour donner naissance à CMB Packaging, numéro un européen de l'emballage. | 2001 | ■ | Préparation de l'avenir du Groupe : annonce de la simplification des structures, mise en place d'une nouvelle équipe. |
| 1989 | ■ | Association avec la famille Mérieux pour créer bioMérieux Alliance. | 2002 | ■ | Janvier : Offres publiques d'achat de 11,5 millions d'actions CGIP à 44 euros.

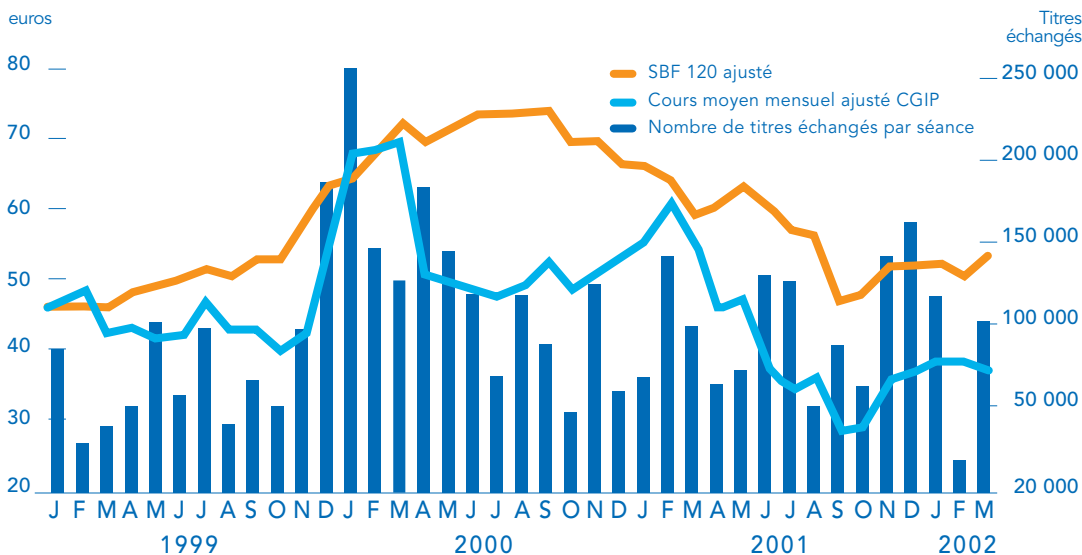
Juin : proposition à l'Assemblée générale extraordinaire de voter la fusion de Marine-Wendel et CGIP. |
| 1994 | ■ | Cession de Cedest et rachat de 100 % de Wheelabrator Allevard. | | | |
| 1995 | ■ | Entrée dans Bureau Veritas, à hauteur de 20 %. Fusion de CarnaudMetalbox avec Crown Cork and Seal pour donner naissance au numéro un mondial de l'emballage. | | | |

Chiffres-clé

L'action CGIP

(en euros par action)	1999	2000	2001
Capitaux propres consolidés part CGIP	31,8	45,7	32,8
Résultat net consolidé part CGIP	4,8	14,8	- 8,1
Résultat net social	4,9	0,4	1,3
Dividende net	0,9	1,0	2,0
Cours de l'action			
plus haut	65,0	80,0	64,7
plus bas	37,6	42,6	22,7
dernier cours de l'année	65,0	50,5	37,5
(en millions d'euros)			
Capitalisation boursière en fin d'année	4 411	3 430	2 523
Nombre d'actions			
émises au 31 décembre	67 862 745	67 910 945	67 272 311
échangées dans l'année	18 892 504	31 053 498	24 747 360
échangées en % des actions émises	28 %	46 %	37 %
Moyenne des échanges par séance	74 380	122 740	97 810

Tous les chiffres ci-dessus ont été ajustés pour tenir compte de l'attribution d'une action gratuite pour dix anciennes de décembre 1999.



Le groupe CGIP

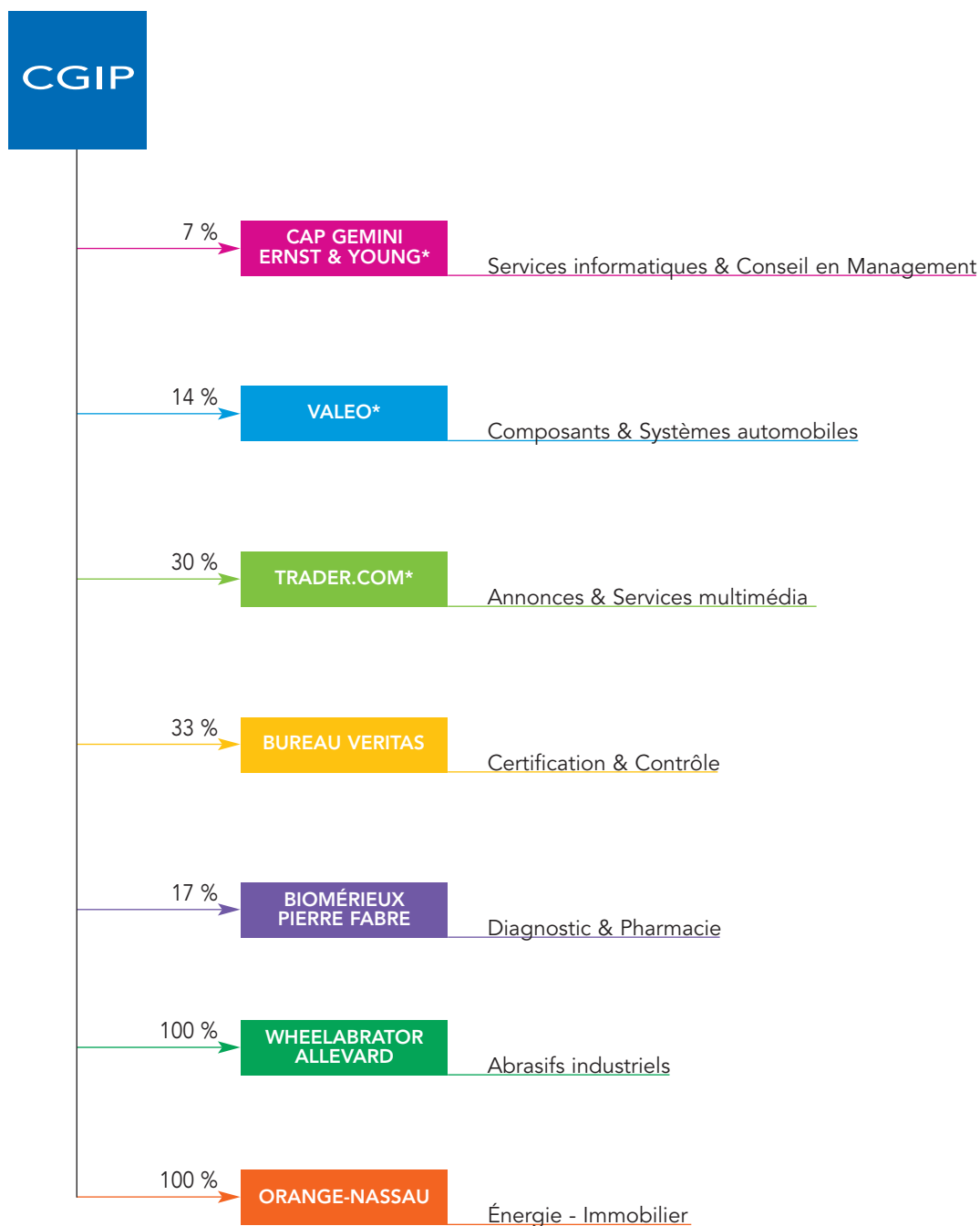
(en millions d'euros)	1999	2000	2001
Résultat revenant aux actionnaires CGIP	340	993	- 542
Investissements	115	278	77
Désinvestissements	325	145	67
Marge brute autofinancement	107	72	300
Capitaux propres part CGIP	2 158	3 069	2 171
Effectif moyen des sociétés intégrées	1 308	1 385	1 432

Contribution des participations au résultat net consolidé

(en millions d'euros)	1999	2000	2001
Part revenant aux actionnaires CGIP			
Cap Gemini Ernst & Young	14	841	- 391
Valeo	101	63	- 272
Trader.com	- 16	- 37	- 27
Bureau Veritas	9	15	18
bioMérieux Pierre Fabre	3	19	29
Wheelabrator Allevar	14	17	17
Orange-Nassau	18	38	38
CGIP	197	37	46
Total	340	993	- 542

Organigramme

au 31 mars 2002



* Filiales cotées.

Les pourcentages de détention de Cap Gemini Ernst & Young et de Valeo tiennent compte des ventes à réméré mises en place en janvier 2002.

Rapport de gestion

En 2001, CGIP n'a pas échappé aux conséquences du ralentissement général de l'activité économique et son résultat net consolidé est une perte de 542 millions d'euros.

- Les groupes **Cap Gemini Ernst & Young** et **Valeo** génèrent une perte de 663 millions d'euros. Les contributions de ces deux groupes au résultat consolidé sont respectivement de 7 et de - 118 millions d'euros. La forte baisse de leur rentabilité résulte, pour une large part, des restructurations nécessaires pour diminuer leurs coûts d'exploitation et améliorer leur compétitivité.

Cette perte résulte aussi de charges exceptionnelles, comptabilisées par CGIP, qui s'élèvent à 552 millions d'euros ; elles correspondent à des amortissements d'écarts d'acquisition et à des dépréciations d'immobilisations incorporelles, suite à la baisse de la valeur économique et boursière de ces participations. Ces charges exceptionnelles n'ont entraîné aucune sortie de trésorerie pour CGIP ; elles traduisent la rigueur de gestion et la prudence financière dont la Compagnie ne s'est jamais départie.

Trader.com, Bureau Veritas, bioMérieux Pierre Fabre ont tous enregistré une croissance de leur chiffre d'affaires supérieure à 10 % et une amélioration de leur résultat.

- Le chiffre d'affaires de **Trader.com** progresse de + 12 % et le résultat net se redresse vivement. Ce Groupe a poursuivi sa politique de croissance externe et réalisé une importante acquisition en Australie.
- Dans un environnement porteur, **Bureau Veritas** a, de nouveau, réalisé un exercice en forte croissance. La progression du chiffre d'affaires, + 19 %, s'explique pour moitié par la croissance interne et, pour l'autre, par la croissance externe. Le résultat net, en progression de 12 %, atteint 62 millions d'euros.
- Le chiffre d'affaires du Groupe résultant du rapprochement de **bioMérieux** et de **Pierre Fabre** dépasse 2 milliards d'euros ; il est en progression de 15 % par rapport à celui pro forma établi pour l'année 2000, et découle pour une large part de la forte progression, + 28 %, de l'activité diagnostic qui reste l'une des branches les plus prometteuses de cet ensemble très diversifié.

- Le chiffre d'affaires et le résultat net de **Wheelabrator Alleverd** se maintiennent au niveau élevé atteint en 2000. Les amples mouvements de réduction de stocks initiés par les clients ont pesé sur l'activité du Groupe qui, grâce à des progrès de productivité, a su maintenir sa rentabilité. Le rachat puis l'intégration réussie du troisième producteur américain de grenailles confirment ce Groupe dans son leadership mondial.

- Par rapport à l'exercice précédent, le résultat des activités opérationnelles d'**Orange-Nassau**, immobilier et énergie, progresse ; l'absence de plus-values exceptionnelles, contrairement à l'exercice 2000, explique le recul du résultat net.

Trader.com, Bureau Veritas, bioMérieux Pierre Fabre et les activités directes de CGIP contribuent pour 121 millions d'euros au résultat net du Groupe.

- Au début du mois de janvier 2002, les actionnaires réunis en Assemblée générale ont approuvé le rachat par CGIP de ses propres actions, étape préalable à la simplification des structures du Groupe. En lançant simultanément deux offres publiques, CGIP a acheté 11,5 millions d'actions à ses actionnaires pour un montant total de 505 millions d'euros. Pour réaliser cette opération, CGIP a conclu avec BNP Paribas un contrat de financement de 900 millions d'euros, d'une durée de cinq ans, adossé pour deux tiers à des actions Cap Gemini et pour un tiers à des actions Valeo, dont la première tranche de 600 millions d'euros a été mise en place immédiatement. Ce financement présente trois spécificités importantes :
 - il transfère à BNP Paribas la propriété de 4,9 millions d'actions Valeo et de 5,4 millions d'actions Cap Gemini ; dans ce groupe de services informatiques, CGIP a réduit sa détention en capital à 7,3 %, ce qui a conduit à déconsolider cette participation fin 2001 ;
 - il laisse à CGIP l'intégralité des plus ou moins-values liées à ces actions. La Compagnie pourra, à sa convenance, réaliser la valeur de tout ou partie de ces actions, soit à l'échéance des cinq années, soit pendant la durée du financement ;
 - il ouvre à CGIP la possibilité d'utiliser une deuxième tranche de 300 millions d'euros pour financer ses investissements futurs.

Suite à la mobilisation de sa participation dans Valeo réalisée le 24 avril, les actions Valeo objet de ce réméré ont été rachetées puis remplacées par des actions Cap Gemini (voir éléments postérieurs à la clôture de l'exercice, p. 27).



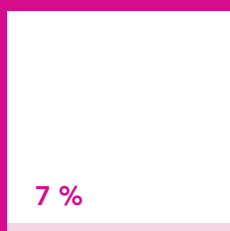
Créé en 1967, Cap Gemini Ernst & Young est l'un des premiers groupes mondiaux de conseil en management et de services informatiques. Le Groupe est aujourd'hui présent dans 32 pays et emploie, à fin décembre 2001, 56 500 personnes.

La gamme des métiers du Groupe s'étend du conseil en management à la gestion quotidienne des infrastructures, et comprend la mise en œuvre de solutions technologiques complexes.

Le Groupe offre à ses clients :

- d'aider à orienter et gérer leurs activités ;
- d'apporter souplesse et adaptabilité à l'entreprise, à ses processus et à ses systèmes ;
- de mobiliser les énergies pour faire évoluer les structures et accompagner le changement ;
- de les conseiller sur le choix et leur fournir, voire gérer pour leur compte, les systèmes d'informations dont ils ont besoin.

Cap Gemini Ernst & Young



Millions d'euros	1999	2000	2001
Chiffre d'affaires	4 310	6 930	8 416
Marge brute d'autofinancement (résultat net + amortissements)	355	621	351
Résultat net	266	431	152

Après une année 2000 marquée par l'acquisition des activités conseil d'Ernst & Young puis la fusion permettant d'intégrer et de combiner les forces respectives d'Ernst & Young Consulting et de Cap Gemini, le Groupe avait abordé l'année 2001 avec la volonté de tirer profit de ce rapprochement créateur de valeur.

La nouvelle organisation avait été conçue pour profiter d'un marché porteur. De fait, dans un début d'exercice déjà marqué par les premiers effets de la crise touchant les secteurs des télécommunications et de la haute technologie, le Groupe a enregistré au premier trimestre une croissance pro forma de 7,6 %, à taux de change et périmètre constants. Mais ce résultat traduisait sans doute le prolongement de la croissance du second semestre de l'année 2000 et ne marquait pas le début d'une reprise. Au contraire, une décélération continue est survenue résultant pour partie du processus de rapprochement des équipes opérationnelles et de la mobilisation interne qu'il impose, mais, pour l'essentiel, du ralentissement aggravé de l'activité économique.

Le Groupe a ainsi dû faire face en mai et juin, à un nombre important et inattendu de reports, d'étalements ou même d'annulations de projets déjà signés ou en cours de production. Le Groupe a immédiatement réagi : un premier ensemble de mesures de redressement a été pris, comprenant près de 2 900 licenciements, destiné à pallier un ralentissement localisé à certains pays (États-Unis, Grande-Bretagne, pays nordiques) et à certains secteurs (télécommunications, secteur bancaire, high-tech).

Face aux différents chocs économiques qui se sont succédé pendant le deuxième semestre, le Groupe a lancé de nouveaux plans de réduction de coûts et d'adaptation de ses capacités, portant le nombre des licenciements de l'année à 5 400. L'analyse des principaux chiffres montre une dégradation progressive de la situation et aussi de l'existence de disparités géographiques et sectorielles significatives.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève pour l'année à 8,4 milliards d'euros ; à taux de change et périmètre constants, il est stable par rapport au chiffre d'affaires pro forma du Groupe en 2000. Si toutes les zones géographiques ont connu un ralentissement entre le premier semestre et le deuxième, les taux de croissance annuels sont très différents : l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique ont connu un recul sensible de leur activité de respectivement - 6 % et - 7 %, tandis que les activités du Groupe en Europe, 64 % de l'ensemble, progressaient de 4 %. Tous secteurs confondus, les activités projets et conseils ont le plus souffert du ralentissement économique et des décisions prises par ses clients de retarder ou d'arrêter certains

investissements. En revanche, les activités d'infogérance, en particulier la maintenance applicative, ont continué à se développer : elles progressent de 9 % sur l'année et représentent 22 % du chiffre d'affaires du Groupe ; l'infogérance, souvent associée à des prestations de conseil et d'intégration de systèmes, constitue une source de revenu dynamique et récurrent qui devrait représenter 30 % du chiffre d'affaires du Groupe avant 2005.

Le résultat d'exploitation est de 423 millions d'euros, en forte réduction par rapport à celui enregistré au 31 décembre 2000 puisqu'il représente 5 % du chiffre d'affaires contre 10,1 % en 2000. Cette marge s'est d'ailleurs encore tassée entre le premier semestre, 6,1 %, et le second, 3,9 %, sous la double pression d'un taux d'utilisation trop faible et de prix plus serrés. Les réductions de coûts, qu'il s'agisse de la variabilité des rémunérations, de la réduction des frais généraux n'ont pu qu'amortir cette baisse des marges du Groupe.

Le résultat net s'établit à 152 millions d'euros, soit 1,8 % du chiffre d'affaires ; il est fortement grevé par les charges de restructuration (181 millions d'euros sur l'année), qu'il s'agisse des coûts de licenciement ou de l'arrêt de différentes opérations non rentables. Au total, le Groupe a maintenu une situation bénéficiaire en 2001 dans un environnement très difficile et en conduisant des restructurations qui permettent d'aborder l'exercice 2002 dans de meilleures dispositions.

Le redémarrage de l'activité se fait lentement ; le chiffre d'affaires du premier trimestre sera en conséquence en recul significatif, tant par rapport au premier trimestre 2001 que par rapport au quatrième trimestre 2001.

Après une période consacrée à l'ajustement des coûts, le Groupe concentre ses efforts sur l'amélioration de ses performances commerciales. De nombreux clients qui avaient différé leurs projets, ont commencé à les relancer sur la base des nouveaux budgets approuvés pour 2002. De plus, certains secteurs d'activité restent très dynamiques (services publics, énergie, santé, industrie pharmaceutique...) et devraient compenser le ralentissement temporaire de la demande en provenance des télécommunications et des services financiers. L'infogérance progresse rapidement et le lancement de Sogeti va permettre de gagner des parts de marché dans l'activité d'assistance technique.

Le Groupe dispose maintenant du potentiel nécessaire pour tirer parti de toute amélioration du marché et pour revenir progressivement à une marge d'exploitation du niveau de celles atteintes les années précédentes.



Valeo conçoit, produit et commercialise des composants, des systèmes intégrés et des modules pour les automobiles et les poids lourds.

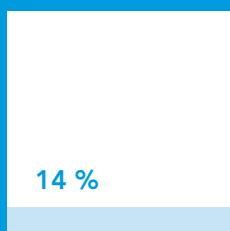
Groupe international, Valeo se classe parmi les dix premiers équipementiers mondiaux et compte parmi ses clients les plus grands constructeurs d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie.

Valeo est présent sur les principaux marchés de l'automobile avec quatre activités :

- transmissions : embrayages, transmissions et matériaux de friction ;
- thermique : thermique moteur et thermique habitacle ;
- électrique et électronique : éclairage, signalisation, systèmes électriques, système d'essuyage, sécurité habitacle, électronique et systèmes de liaison ;
- distribution : vente de toute la gamme des produits de la marque Valeo et des autres marques du Groupe : Cibié, Marchal pour les marchés de la distribution et de la réparation indépendante.

Valeo

Sur les marchés des moteurs et actionneurs, des commutateurs sous volant, des alternateurs et des démarreurs, Valeo figure parmi les trois premiers producteurs mondiaux ; ce Groupe est aussi le leader mondial de la thermique moteur, des systèmes d'essuyage, des antivols et des serrures.



Millions d'euros	1999	2000	2001
Chiffre d'affaires	7 717	9 120	10 234
Marge brute d'autofinancement (résultat net + amortissements)	1 140	569	326
Résultat net	563	368	- 591

L'année 2001 a été marquée par une moindre progression du marché mondial de l'automobile avec une évolution de la production automobile voisine de 3 % en volume.

Le chiffre d'affaires de 10,2 milliards d'euros en 2001 marque une croissance de 12,2 % par rapport à 2000 dont 13,7 % résultent des variations de périmètre ; à périmètre constant, les ventes marquent un recul de 1,8 %.

- En Europe, la production a baissé au deuxième semestre et marque un recul estimé à 1 % sur l'année ; à périmètre et taux de change constants, la performance commerciale a permis de développer les ventes de 4 % ;
- en Amérique du Nord, la politique de déstockage des constructeurs a fait chuter la production d'environ 10 % ; à périmètre et taux de change constants, les ventes sont en retrait de 14 % ;
- en Asie, les ventes, en retrait de 1 % à périmètre et taux de change constants, ont reflété la tendance du marché ;
- en Amérique du Sud, le marché a crû de 6 % au Brésil en dépit d'un fléchissement au cours du second semestre. En Argentine, la crise économique a engendré un recul de la production estimé à 44 %. Les ventes de Valeo reflètent l'évolution de ces marchés.

Le premier trimestre 2001 a marqué le point bas en matière de résultats opérationnels avec une chute sensible du niveau de marge d'exploitation qui, à 2 % du chiffre d'affaires, enregistrait une baisse de 4,5 points à période comparable. La tendance a depuis lors été inversée : la marge d'exploitation s'est redressée et a atteint 4,6 % du chiffre d'affaires au quatrième trimestre.

Cette amélioration résulte de la mise en place, dès le deuxième trimestre, d'un programme de rétablissement de la rentabilité en quatre points :

- la rationalisation de la production du Groupe avec la fermeture de 12 sites ;
- le recentrage des ressources avec un désengagement progressif des activités périphériques et la cession de 17 sites ;
- la rationalisation des activités acquises en 2000, par des regroupements de sites et des transferts de production ;
- la diminution des coûts d'achats par une réduction de plus de 900 du nombre de fournisseurs.

Ces actions ont permis de maintenir la marge brute à 16,4 %, niveau voisin de celui de l'année 2000 et de limiter le recul du résultat d'exploitation : il est de 388 millions d'euros, soit 3,8 % du chiffre d'affaires.

En décembre 2001, en raison de l'ampleur des pertes attendues dans un contexte de marché très défavorable, la filiale nord-américaine de Valeo Inc. s'est placée sous la protection du Chapitre 11 de la loi des États-Unis en vue d'une réorganisation volontaire. VESI a indiqué que ce recours visait à protéger ses activités et à permettre la mise en œuvre d'une réorganisation ; depuis lors, l'entité poursuit son activité et met tout en œuvre pour rechercher les conditions d'exploitation adéquates pour s'assurer un avenir solide.

Les actions de restructuration engagées ont eu pour conséquence l'enregistrement dans le compte de résultat de 2001 d'éléments exceptionnels pour un total de 738 millions d'euros dont 526 millions afférents à VESI. Ces mesures énergiques, destinées à faire face à l'évolution du marché automobile, expliquent les pertes comptables de 591 millions pour l'exercice écoulé.

Valeo poursuit activement un programme d'innovations, développe son expertise technologique dans plusieurs domaines porteurs et fait fonctionner en synergie ses branches industrielles. En 2001, Valeo a protégé par des brevets près de 500 développements. Ce Groupe démontre sa capacité à transformer les projets technologiques en offres commerciales réussies avec une importante commande dans le domaine de l'aide au stationnement à ultrasons et des systèmes d'éclairage intelligent qui améliorent la visibilité en courbe.

Pour 2002, les perspectives du marché automobile demeurent orientées à la baisse. En conséquence, Valeo anticipe une baisse de la production en Europe et en Amérique du Nord et intensifie donc sa politique d'ajustement industriel. Cet effort continu d'adaptation comportera la poursuite des actions entamées en matière d'optimisation des achats et la mise en œuvre d'un plan de réduction des effectifs mondiaux de 5 000 personnes au cours des prochains 18 mois.

Grâce aux mesures de restructuration en cours, Valeo sortira renforcé de la période de ralentissement actuelle et pourra alors tirer pleinement profit de sa compétitivité industrielle et des avancées technologiques pour continuer de faire progresser sa rentabilité.

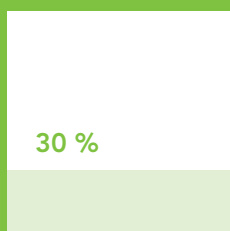


Trader.com est spécialisée dans la diffusion d'annonces d'achat et de vente de biens et de services par des particuliers et des professionnels, ainsi que dans l'offre de services liés à ces transactions.

Trader.com distribue ses produits à travers près de 300 publications et 60 sites Internet dans 20 pays. Ces 300 publications représentent une diffusion cumulée de l'ordre de 165 millions d'exemplaires et sont disponibles dans un grand nombre des principales zones urbaines mondiales : Vancouver, Montréal, Toronto, Madrid, Milan, Paris, Amsterdam, Stockholm, Moscou, Budapest, Taipei, Melbourne, Sydney... Chaque mois, 210 millions de pages sont vues sur les 60 sites Internet.

Ces publications et ces sites Internet ont publié un nombre d'annonces classées se rapportant à environ 23 millions de biens vendus dont environ 40 % de véhicules et 20 % de biens immobiliers ; les autres 40 % sont constitués par les offres d'emplois, par les annonces de matériels informatiques et de divers.

Trader.com



Millions d'euros	1999	2000	2001
Chiffre d'affaires	283	373	419
EBITDA*	59	- 10	62
Résultat net	- 48	- 135	- 91

* Résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et provisions, frais financiers et impôts, et retraité des charges liées aux options d'achats d'actions.

Trader.com a réalisé en 2001 un chiffre d'affaires total de 419 millions d'euros en croissance de +12 % par rapport à l'exercice précédent.

Cette forte croissance, dans un contexte économique mondial difficile, s'explique par une croissance organique soutenue, + 6 % à périmètre et taux de change constants, et par l'effet des nouvelles acquisitions.

La répartition du CA par zone géographique est équilibrée : les pays de l'Union européenne représentent 33 %, l'Amérique du Nord 26 % et le reste du monde 41 %, dont la Russie 16 % et l'Australie 11 %.

L'activité est également bien répartie entre les différentes sources de revenus : les annonces classées entre particuliers représentent 15 % du chiffre d'affaires, les annonces classées "professionnelles" 14 %, la publicité représente 39 %, la diffusion représente 25 %, enfin 7 % pour les autres activités.

L'année 2001 a été marquée par le recentrage de l'activité sur les segments prioritaires que sont l'automobile et l'immobilier. Les développements Internet non stratégiques ou ne se rapportant pas directement au métier principal ont été stoppés.

Le chiffre d'affaires des Publications a progressé de + 11 % en 2001 dont 4 % à périmètre et taux constants. La croissance a été particulièrement forte sur les annonces classées privées et professionnelles ; la publicité a continué de progresser dans un marché globalement en baisse. Enfin, la diffusion des journaux est restée stable, démontrant la bonne résistance des publications face à la montée en puissance de l'Internet.

Le chiffre d'affaires Internet a progressé de + 48 % en 2001, croissance essentiellement organique. Cette forte croissance s'explique par le fort développement des annonces classées en lignes. Le Groupe a lancé en début d'année 2001 un système de lignes payantes sur Internet qui permet à l'acheteur d'accéder aux coordonnées du vendeur ou aux annonces récentes (mises sur site depuis moins de 48 heures) par le biais d'un service de ligne téléphonique payante. Cette nouvelle source de revenus apparaît déjà très prometteuse et est actuellement déployée sur l'ensemble des sites du Groupe.

Grâce à ses marques locales leaders, présentes à la fois sur les deux canaux de distribution, publications et Internet, Trader.com a fortement renforcé l'efficacité de ses services. Les structures Publications et Internet ont été regroupées tant dans les pays qu'au niveau du siège, permettant une baisse des coûts de fonctionnement et une réduction de l'effectif d'environ 500 personnes, soit 10 % de l'effectif total du Groupe.

Le résultat d'exploitation consolidé avant dotation aux amortissements et provisions (EBITDA), qui était négatif en 2000, est en forte progression, pour atteindre 62 millions d'euros, soit 15 % du chiffre d'affaires. Celle-ci s'explique d'une part par l'amélioration des marges des publications, d'autre part par le double effet de la forte croissance du chiffre d'affaires et de la réduction significative des coûts de l'activité Internet (activité qui approche en fin d'année 2001 de l'équilibre d'exploitation), et enfin par la forte baisse des frais de siège.

Le résultat net du Groupe en 2001, en fort redressement par rapport à 2000, reste néanmoins encore déficitaire, compte tenu principalement des importants amortissements de survalueur liés aux acquisitions.

En 2001, Trader.com a poursuivi sa stratégie de croissance externe. Le Groupe a réalisé une acquisition majeure à Sydney et étend ainsi sa couverture à l'ensemble de l'Australie à travers une marque unique, Trading Post, qui jouit d'une excellente notoriété et possède un fort potentiel de développement. Cette acquisition, compte tenu de sa taille, s'est faite par paiement en actions de sociétés qu'elle contrôle dans ce pays.

Pour 2002, le Groupe prévoit une nouvelle année de croissance solide ainsi qu'une nouvelle amélioration forte de son résultat d'exploitation (EBITDA) et de son résultat net. Il prévoit de poursuivre une stratégie d'acquisition sélective, en ciblant des sociétés, avec des marques locales fortes, permettant de renforcer les positions actuelles du Groupe.



Bureau Veritas est une société internationale de services, qui a pour objet de prévenir les risques, d'améliorer la qualité et de renforcer la sécurité des personnes et des biens. Elle propose à ses clients des prestations de classification, de certification, d'inspection et de contrôle, de conseil et assistance technique, et de formation.

Le Groupe figure parmi les trois premiers mondiaux dans les secteurs de l'inspection, de l'analyse, de la certification des biens et des services ; il est présent dans 140 pays, au service de plus de 200 000 clients, avec un effectif de 12 500 personnes réparti dans près de 530 centres d'intervention. Son métier s'exerce dans les secteurs majeurs de l'économie : l'industrie, le bâtiment, la marine et l'offshore, le commerce international, l'aéronautique et l'espace, et les biens de consommation.

Bureau Veritas

33 %

Millions d'euros	1999	2000	2001
Chiffre d'affaires	722	850	1 012
Marge brute d'autofinancement (résultat net + amortissements)	51	79	115
Résultat net	36	53	62

Millions d'euros					
Actif	31.12.2000	31.12.2001	Passif	31.12.2000	31.12.2001
Immobilisations corporelles	56	64	Capitaux propres	197	250
Immobilisations incorporelles et financières	30	203	Provisions	96	104
Besoin en fonds de roulement	94	80			
Trésorerie nette	113	7			
	293	354		293	354

Dans un environnement toujours porteur, Bureau Veritas a connu à nouveau une très bonne année ; le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 19 % pour s'établir à 1 012 millions d'euros.

La division Industrie, la plus importante du Groupe, avec un chiffre d'affaires de 306 millions d'euros, enregistre en 2001 une croissance de 22 %. Hors acquisition du Laboratoire Central des Industries Électriques, la croissance organique n'est toutefois que de 11 %. Cette performance moyenne s'explique notamment par la conjoncture difficile du marché de la logistique ainsi que par une performance décevante des activités d'inspections au Royaume-Uni, en Argentine, aux États-Unis et en Belgique.

L'activité de **la division Construction** a augmenté de 11 % à 170 millions d'euros grâce à l'excellente conjoncture des marchés français et espagnol. En France, la part des prestations volontaires, à plus forte contribution, continue à croître plus rapidement que les prestations réglementaires et obligatoires.

2001 a été une excellente année pour **la division Marine** avec une croissance organique de 13 % ; son chiffre d'affaires a atteint 157 millions d'euros. La part de Bureau Veritas sur le marché des navires en construction est passée de 7,2 % à 9,6 % ; l'activité du Groupe est en léger retrait par rapport à 2000 alors que, dans le même temps, le marché mondial s'est replié de 30 %.

L'activité Aéronautique, dont l'essentiel consiste en des prestations de surveillance des flottes aériennes par délégation des autorités publiques de l'aviation civile, a été regroupée au sein de la **division Contrats de Gouvernement**. Avec un chiffre d'affaires de 146 millions d'euros, cette activité a connu une faible croissance de 2 %.

L'année écoulée a été de nouveau une année de forte croissance pour **la division Certification de Systèmes** dont le chiffre d'affaires progresse de 13 % pour atteindre 125 millions d'euros. Si la demande de nouvelles certifications qualifié a tendance à ralentir dans les pays industrialisés, cette demande reste très dynamique dans les pays émergents. Par ailleurs, la croissance de la demande de certification environnement, sécurité et éthique sociale s'accélère partout dans le monde.

La division Biens de Consommation a connu une très forte croissance de 100 % en 2001, et a atteint 107 millions d'euros de chiffre d'affaires. Cette croissance est due pour 13 % à la croissance organique et pour 87 % à la croissance externe avec l'intégration du groupe MTL sur 8 mois.

Par zone géographique, l'activité a évolué comme suit :

En Europe, le chiffre d'affaires est de 194 millions d'euros en progression de 20 % : la croissance reste très soutenue en Espagne, + 42 % et en France, le chiffre d'affaires a progressé de 16 % pour atteindre 394 millions d'euros. En Amérique, Bureau Veritas a réalisé un chiffre d'affaires de 175 millions d'euros en progression de 10 % par rapport à 2000. La croissance a été forte au Brésil, + 28 %, au Mexique, + 31 % et aux États-Unis, dans les activités Biens de Consommation, avec la consolidation de l'activité MTL. Le chiffre d'affaires s'est une nouvelle fois contracté en Argentine du fait de la persistance de la crise économique et de l'arrêt du contrat de gouvernement. En Asie et au Moyen-Orient, Bureau Veritas a réalisé un chiffre d'affaires de 172 millions d'euros en progression de 43 % par rapport à 2000. Une part significative de cette progression, 31 %, résulte de la première consolidation des filiales asiatiques du Groupe MTL.

La marge d'exploitation progresse légèrement pour atteindre 10 % du chiffre d'affaires consolidé ; le résultat d'exploitation s'établit à 100 millions d'euros en hausse de 26 %. Le résultat net part du Groupe est de 62 millions d'euros en hausse de 16 %.

À taux de change et périmètre constants, l'exercice 2002 devrait enregistrer une nouvelle croissance équivalente à celle enregistrée en 2001 proche de 10 %. Les divisions Construction, Certification et Industrie doivent progresser plus rapidement que la moyenne du Groupe. Les divisions Marine et Services aux Gouvernements devraient voir leur activité se stabiliser autour du niveau atteint en 2001. Les variations de périmètre représenteront environ 5 % de croissance, ce qui doit permettre d'atteindre une croissance consolidée proche de 15 % pour l'ensemble du Groupe, à taux de change constant.

La marge d'exploitation devrait à nouveau progresser d'un point pour se situer au-dessus de 11 %, sous la double dynamique de l'évolution continue vers des services à plus forte valeur ajoutée et de l'amélioration de la productivité.



bioMérieux Pierre Fabre regroupe cinq activités : le diagnostic, la pharmacie, la dermo-cosmétique, la phytothérapie et la thérapie génique.

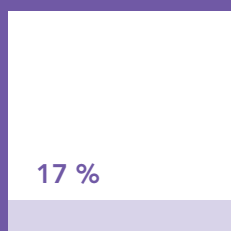
BioMérieux, spécialisé dans le diagnostic médical in vitro des maladies infectieuses, développe, produit et commercialise des réactifs et des systèmes automatisés destinés aux analyses médicales et aux contrôles de la qualité microbiologique des produits industriels. Ces produits permettent d'identifier la cause de la plupart des maladies d'origine infectieuse ou métabolique, puis d'aider à la définition du traitement, et enfin d'assurer le suivi clinique.

L'activité pharmacie comprend la pharmacie éthique, la santé familiale et la chimie.

L'activité dermo-cosmétique comporte le pôle dermatologique et le pôle dermo-pharmacie. Les Laboratoires Dolisos occupent la deuxième place sur le marché mondial de l'homéopathie.

Transgène, spécialisée dans la mise au point de vecteurs permettant le transfert de gènes, se situe parmi les toutes premières sociétés mondiales de thérapie génique.

bioMérieux Pierre Fabre



Millions d'euros (données non auditées)	2000 pro forma	2001 consolidé
Chiffre d'affaires	1 789	2 055
Marge brute d'autofinancement	144	166
Résultat net	49	24

Millions d'euros (données non auditées)					
Actif	31.12.2000	31.12.2001	Passif	31.12.2000	31.12.2001
Immobilisations corporelles	366	521	Capitaux propres	813	814
Immobilisations incorporelles et financières	552	672	Provisions pour risques et charges	100	107
Besoin en fonds de roulement	382	531	Endettement financier net	387	803
	1 300	1 724		1 300	1 724

Le groupe bioMérieux Pierre Fabre est issu de la fusion, en décembre 2000, des laboratoires Pierre Fabre et de bioMérieux Alliance. Cette fusion a donné naissance à un groupe de 1,8 milliard d'euros de chiffre d'affaires, pro forma 2000, réalisé pour plus de la moitié à l'international, par 11 500 collaborateurs.

Ce groupe détient des positions fortes et équilibrées en diagnostic, pharmacie et dermo-cosmétique. Il s'est donné pour objectif de mettre les atouts que lui donne une taille accrue au service du développement autonome de chacune de ses branches d'activités, en privilégiant le développement international et l'innovation.

Cette première année a été marquée par une croissance forte du chiffre d'affaires à 2,05 milliards d'euros, soit une croissance de 14,9 %. Celle-ci provient pour moitié, environ 7,2 %, des activités proprement dites, et pour l'autre moitié de l'opération stratégique de croissance externe conduite par bioMérieux SA par le rachat des activités diagnostic d'Organon Teknika au groupe Akzo-Nobel, activités intégrées à partir du 1^{er} juillet 2001. À périmètre comparable, la croissance du Groupe de 7,2 % par rapport à l'an 2000 se compose d'une croissance de 6,4 % pour la branche diagnostic, 5,4 % pour la branche pharmaceutique, 11,2 % pour la branche dermo-cosmétique et 4,3 % pour la branche homéopathie-phytothérapie.

Le résultat opérationnel s'accroît de 15,7 % à 170 millions d'euros, soit 8,8 % du chiffre d'affaires avant intégration d'Organon Teknika, et 175 millions d'euros et 8,5 % du chiffre d'affaires après cette intégration.

Par ailleurs, la société Transgène qui a été recapitalisée, a allégé sa structure de coûts de façon à se donner le temps nécessaire à l'obtention des résultats d'études cliniques en cours dans le domaine de la cancérologie ; leurs réussites détermineront les financements futurs.

L'année 2002 devrait encore connaître une croissance forte, supérieure à 12 %, du fait notamment de la croissance toujours élevée en dermo-cosmétique et de l'intégration sur une année pleine des activités d'Organon Teknika. Dans la branche diagnostic, la part du chiffre d'affaires réalisée hors de France sera supérieure à 80 % du chiffre d'affaires, ce qui renforcera encore la position internationale du Groupe.

Silliker bioMérieux constitue le premier réseau mondial de laboratoires d'analyses. Ce Groupe offre à l'ensemble des intervenants de la filière agroalimentaire, ainsi qu'à l'industrie pharmaceutique et cosmétique, un ensemble de services permettant d'assurer la qualité des produits. Son chiffre d'affaires, en progression de 12 % par rapport à l'exercice 2000, dépasse 100 millions d'euros. Les coûts des restructurations et l'amortissement des survaleurs pèsent sur la rentabilité qui reste négative.



Wheelabrator Allevard est le leader mondial de la grenaille abrasive. La grenaille est un abrasif industriel constitué de petites billes d'acier, utilisées principalement pour le nettoyage des pièces métalliques et la préparation de leur surface ainsi que pour le sciage en tranches du granit.

Wheelabrator Allevard est aussi producteur d'outils diamantés utilisés pour le sciage et le découpage du granit, du marbre et du béton.

Wheelabrator Allevard est un groupe international de 1 400 personnes qui, avec 16 sites de production, détient plus de 40 % du marché mondial. Sa présence industrielle s'étend à tous les continents et ses ventes s'effectuent dans plus de 100 pays.

Wheelabrator Allevard

100 %

Millions d'euros	1999	2000	2001
Chiffre d'affaires	249	284	286
Marge brute d'autofinancement (résultat net + amortissements)	34	35	36
Résultat net	18	17	16

Millions d'euros					
Actif	31.12.2000	31.12.2001	Passif	31.12.2000	31.12.2001
Immobilisations corporelles	93	94	Capitaux propres	137	147
Immobilisations incorporelles et financières	53	57	Provisions	13	14
Besoin en fonds de roulement	82	88	Endettement financier net	78	78
	228	239		228	239

Dans la principale activité des grenailles, après une année 2000 record, du fait de la bonne orientation des marchés de la construction et du bâtiment, les premiers mois de 2001 montrent un retournement de tendance qui s'amplifie au cours du second semestre et fait perdre au marché mondial plus de 4 %.

Les productions industrielles asiatiques et européennes montrent globalement une bonne résistance. En Asie, la faiblesse des marchés, taïwanais et japonais en mai et juin, annonçait déjà un second semestre difficile pour les volumes commercialisés et, en conséquence, pour les marges. Sur le marché japonais en recul, les efforts importants réalisés ont permis d'améliorer la rentabilité. En Grande-Bretagne, le marché reste plat et Metabrasive a pleinement bénéficié des effets de la restructuration menée à bien ces dernières années.

En Amérique du Nord, d'amples mouvements de réduction des stocks transforment le ralentissement amorcé au dernier trimestre 2000 en nette récession. Après les événements du 11 septembre, la tendance s'est brutalement amplifiée. Dans cet environnement peu porteur, l'intégration réussie de National Metal Abrasive, troisième producteur de grenailles américain, acheté en février 2001, permet au Groupe d'augmenter sa part de marché de 4 % et de garder un volume d'activité stable.

Les efforts importants de réduction des coûts entamés l'exercice précédent, la diminution de la consommation d'énergie et la meilleure productivité du personnel de production, ont permis de maintenir les prix de revient malgré la baisse du taux d'utilisation des capacités de production.

Dans cette conjoncture difficile, l'activité outils diamantés affiche une croissance de plus de 30 %. Cette performance tient en partie à l'activité fil diamanté, destiné à la découpe du granit, du béton et du marbre. L'activité outil diamanté représente maintenant près de 10 % du chiffre d'affaires consolidé avec un niveau de marge équivalent à la grenaille.

Ces réalisations permettent de maintenir le chiffre d'affaires à 286 millions d'euros et le résultat courant à un niveau voisin de 30 millions d'euros. Le résultat net consolidé part du Groupe s'établit à 16 millions d'euros, pratiquement inchangé par rapport à 2000. Ce Groupe confirme une fois de plus l'excellente résistance de ses résultats aux aléas défavorables rencontrés en 2001.

Le début de l'exercice 2002 est difficile ; toutefois, les efforts de productivité réalisés ou en cours devraient permettre à ce Groupe de tirer parti d'un retour à la croissance de ses différents marchés. Le Groupe va continuer cette politique de croissance externe menée avec succès, depuis plus de dix ans. Ainsi, au début de cette année, l'activité fil diamanté a repris un fonds de commerce en Allemagne, parfaitement complémentaire de l'organisation actuelle, tant techniquement par l'ajout d'une nouvelle compétence que géographiquement.

Dans les prochaines années, la croissance du marché des outils diamantés devrait rester forte ; l'emploi de nouveaux matériels et la recherche de nouvelles applications vont constituer des relais de croissance importants pour les prochaines années. Cette perspective sera confortée par des possibilités d'acquisitions judicieusement ciblées sur un marché encore largement atomisé.



Orange-Nassau est un groupe néerlandais, filiale à 100 % de la CGIP. Dans le domaine énergétique, Orange-Nassau investit activement dans l'exploitation et la production de pétrole et de gaz naturel en Europe de l'Ouest, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ses activités immobilières, concentrées dans le secteur des bureaux et locaux professionnels, se situent principalement aux Pays-Bas.

Orange-Nassau regroupe également plusieurs participations du groupe CGIP ainsi que divers investissements financiers réalisés directement. Chacun des trois secteurs d'activités (énergie, immobilier, participations financières) a obtenu des résultats satisfaisants et a contribué aux résultats d'ensemble du Groupe, tout en maintenant la qualité de ses actifs.

Orange-Nassau

100 %

Millions d'euros	1999	2000	2001
Chiffre d'affaires	121	165	147
Marge brute d'autofinancement (résultat net + amortissements)	84	109	99
Résultat net	43	59	51

Millions d'euros					
Actif	31.12.2000	31.12.2001	Passif	31.12.2000	31.12.2001
Immobilier	116	118	Capitaux propres	246	274
Énergie	219	218	Provisions	105	131
Participations	170	191	Dettes financières	113	122
			Autres dettes	41	
	505	527		505	527

Énergie

Le revenu net du secteur énergie, pétrole et gaz naturel, a progressé de 110,3 millions d'euros en 2000 à 112,5 millions d'euros en 2001, en dépit d'une baisse du prix moyen du baril de référence (Brent) qui est passé de 29 \$ par baril en 2000 à 24,75 \$ en 2001.

Cette amélioration résulte à la fois d'un niveau de production et de prix du gaz naturel plus élevés ainsi que d'une diminution des coûts.

En 2001, le Groupe a franchi des étapes importantes de son développement à l'occasion de la mise en production réussie des champs pétroliers et gaziers d'Elgin et de Franklin dans l'offshore britannique, ainsi que celle du puits F2a au large des Pays-Bas.

Trois sur quatre des forages exploratoires auxquels Orange-Nassau a participé ont conduit à des découvertes de réserves pétrolières commercialement exploitables, dont deux forages pourront être mis en production très rapidement car ils font partie d'un complexe de production déjà opérationnel dans cette région.

À fin 2001, du fait de la production de l'exercice, les réserves énergétiques prouvées du Groupe étaient de 41 millions de barils équivalent pétrole contre 45 millions fin 2000.

Immobilier

Le revenu net du secteur immobilier a augmenté durant l'exercice, passant de 9,7 millions d'euros en 2000 à 12,3 millions d'euros en 2001.

Les loyers perçus sont passés de 10,6 millions d'euros en 2000 à 11,5 millions d'euros en 2001 et le solde de l'amélioration du résultat provient de la plus-value réalisée lors de la vente d'un immeuble de bureaux.

Orange-Nassau a terminé la construction d'un nouvel immeuble de bureaux de 5 000 m² qui a été livré à ses nouveaux locataires aux conditions prévues.

Le pourcentage d'occupation des immeubles du Groupe, toujours très élevé, atteint 95 % en fin d'exercice.

Participations

Contrairement à l'année précédente, aucune cession n'a été réalisée durant l'exercice et le résultat net du secteur, qui n'enregistre aucune plus-value, a donc diminué, passant de 45,3 millions d'euros à 22,1 millions d'euros en 2001.

Durant l'année, le groupe CGIP a rassemblé dans Orange-Nassau l'ensemble des participations qu'elle détient dans Trader.com, société dont le siège social se situe à Amsterdam. En contrepartie, Orange-Nassau a procédé à une augmentation de capital.

Dans l'ensemble, le portefeuille de participations détenues par Orange-Nassau a bien performé durant l'année et devrait poursuivre à l'avenir sa contribution substantielle aux résultats du Groupe.

Le revenu consolidé des trois secteurs d'activité du Groupe s'est élevé à 146,9 millions d'euros. Les charges d'amortissement consolidées ont atteint 47,1 millions d'euros, montant légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent de 50,2 millions d'euros qui avait supporté un amortissement accéléré de certains actifs énergétiques.

Avec un résultat net, après impôts et provisions, qui s'établit à 51 millions d'euros contre 59 millions d'euros en 2000, le groupe Orange-Nassau a réalisé en 2001 sa seconde meilleure performance depuis sa création. Par rapport au résultat très élevé de l'exercice précédent, la diminution tient au fait que son portefeuille de participations financières n'a pas enregistré de plus-values résultant de désinvestissements.

En l'absence de nouveaux investissements dans le secteur énergétique, les investissements du Groupe ont été nettement inférieurs en 2001, atteignant 155 millions d'euros contre 260 en 2000 et 123 en 1999.

Avec des hypothèses de travail qui prévoient une nouvelle baisse des prix du pétrole en 2002 et aucun désinvestissement important du portefeuille de participations, le résultat net de l'année en cours devrait se situer à un niveau voisin de celui de 2001.

Autres sociétés Holding

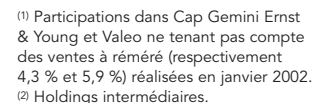
Ces sociétés, holdings intermédiaires, concourent notamment au financement et à la détention des participations du Groupe.

Millions d'euros	Participations détenues	Capitaux propres 31.12.2001	Total bilan 31.12.2001	Résultat net 2001	Dividende versé en 2002
FIGEMU*					
(CGIP 85 % ; Sofiservice 15 %)	13,3 % Valeo	480,7	480,8	- 160,8	–
TRIEF CORPORATION					
(CGIP 63,8 % ; Sofiservice 36,2 %)	2,7 % CGEY 100 % Sofisamc	300,2	364,6	172,1	7,5
GIP*					
(CGIP 100 %)	99,9 % Wheelabrator Allevard 10 % Bureau Veritas 50 % Sofu (qui détient 5,5 % de Bureau Veritas)	219,3	223,0	6,3	8,2
SOFISERVICE					
(CGIP 100 %)	15 % Figemu 36,2 % Trief Corporation 9,9 % Bureau Veritas	143,5	153,4	- 18,9	–
FIGEMA*					
(CGIP 100 %)	–	33,9	39,3	20,7	–
SOLFUR					
(CGIP 100 %)	13,5 % SNC Wendel Participations	17,7	17,8	2,9	2,9

* Sociétés absorbées en 2002.



au 31 décembre 2001



Gouvernement d'entreprise

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de CGIP comprend sept membres dont trois administrateurs indépendants.

Ses missions sont :

- l'approbation des orientations stratégiques de la Compagnie et de toutes acquisitions ou cessions de participations ;
- le choix des dirigeants ainsi que le suivi de la stratégie des principales filiales ;
- l'arrêté des comptes sociaux et consolidés, semestriels et annuels ;
- l'examen des sujets juridiques et financiers majeurs.

En 2001, le Conseil d'administration s'est réuni à huit reprises.

Afin d'améliorer son fonctionnement, le Conseil d'administration a créé, en mars 2000, deux Comités spécialisés permanents :

- un Comité d'audit composé de Messieurs Didier Cherpitel, Alain Mérieux et Henri de Mitry, et chargé de procéder à l'examen régulier et approfondi des comptes et de l'information financière, et de présenter au Conseil d'administration les observations qu'il jugera utiles ;
- un Comité des rémunérations composé de Messieurs Hubert Leclerc de Hautecloque, Louis-Amédée de Moustier et Didier Pineau-Valencienne, chargé de fixer les normes applicables à la rémunération du Président et des cadres dirigeants, et de préparer tout plan de souscription ou d'achat d'actions.

En 2001, le Comité d'audit s'est réuni à deux reprises ; le Comité des rémunérations s'est réuni une fois.

Rémunération des dirigeants

Rémunération du Président

Le Président a perçu en 2001, des sociétés du Groupe, une rémunération globale annuelle brute de 1 143 000 euros dont 200 000 euros de Marine-Wendel, société mère de CGIP. Cette rémunération brute comprend une rémunération fixe pour 977 000 euros et des jetons de présence pour 166 000 euros.

Elle lui a assuré un revenu net de 480 000 euros après prélèvements de 663 000 euros correspondant aux retenues au titre de la CSG, de la CRDS et à l'impôt sur le revenu.

Les options de souscription dont dispose le Président sont constituées de 349 861 actions CGIP et de 2 334 actions Wheelabrator Allevard au 31 décembre 2001. Le montant des plus-values latentes, calculé sur la base des cours de Bourse à cette même date, s'élève à 219 400 euros après prélèvement des retenues sociales et impôt sur le revenu d'un montant total de 221 400 euros.

Rémunération du Directeur Général

Depuis sa nomination en septembre 2001, le Directeur Général a perçu des sociétés du Groupe une rémunération globale brute de 178 000 euros, dont 34 000 euros de Marine-Wendel, société mère de CGIP. Cette rémunération ne comporte pas d'éléments variables.

Elle lui a assuré un revenu net de 74 800 euros après prélèvement de 103 200 euros correspondant aux retenues au titre de la CSG, de la CRDS, et à l'impôt sur le revenu.

Les options de souscription dont dispose le Directeur Général sont constituées de 75 000 actions CGIP. Le montant des plus-values latentes, calculé sur la base des cours de Bourse au 31 décembre 2001, s'élève à 233 400 euros après prélèvement des retenues sociales et impôt sur le revenu d'un montant total de 329 200 euros.

Rémunération versée aux mandataires sociaux au titre de CGIP

Le montant des rémunérations allouées aux mandataires sociaux de CGIP s'élève à 850 000 euros, dont 37 000 euros de jetons de présence.

Rémunération versée aux cinq personnes les mieux rémunérées

Les rémunérations versées au titre de CGIP et des participations liées, aux cinq personnes les mieux rémunérées, y compris le cas échéant, aux mandataires sociaux :

Rémunérations	2 573 400
Jetons de présence	264 500
Total	2 837 900

Options de souscription et options d'achat d'actions

La liste nominative des mandataires sociaux bénéficiaires d'options de souscription et d'options d'achat d'actions figure dans le complément d'information p. 101 de ce rapport.

Questions diverses

Compte rendu des actions menées par le Conseil d'administration dans le cadre des précédentes autorisations.

Autorisations financières

Le Conseil d'administration faisant usage des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée générale du 29 mai 2001 a, le 27 mars 2002, décidé d'augmenter le capital social de 533 800 053 euros par l'incorporation d'une somme d'un montant identique prélevé sur la réserve spéciale des plus-values à long terme pour le porter à 652 422 287 euros. En conséquence, le nominal de l'action a été élevé pour être porté à 11 euros.

Rachat d'actions

L'Assemblée générale du 29 mai 2001 a autorisé la mise en œuvre d'un programme de rachat de ses propres actions par CGIP. Dans le cadre de ce programme, CGIP a procédé, entre les mois de juin et octobre 2001, au rachat en Bourse de 1 091 000 actions au prix unitaire moyen de 32,96 euros.

Par ailleurs, CGIP a présenté une Offre publique d'achat simplifiée portant sur 5 477 500 actions CGIP au prix de 44 euros. La COB a apposé le visa n° 02-026 en date du 14 janvier 2002 sur la note qui présente et décrit cette offre. Au total, depuis juin 2001, 6 568 500 actions ont été acquises et le programme permettant d'acquérir 6 568 684 actions a été utilisé dans sa presque totalité.

Faisant usage de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale du 29 mai 2001, le Conseil d'administration a, le 1^{er} mars 2002 procédé à l'annulation de 8 000 000 actions CGIP acquises notamment dans le cadre de l'Offre publique de rachat d'actions de janvier 2002 et de ce programme.

Option de souscription ou d'achat d'actions

L'Assemblée du 30 mai 2000 a autorisé le Conseil d'administration à consentir des options permettant la souscription ou l'achat de 675 000 actions CGIP, pendant une période de cinq années, au profit des mandataires sociaux et des cadres salariés de CGIP et des sociétés qui lui sont liées.

En 2001, dans le cadre de cette autorisation, des options autorisant l'achat ou la souscription ultérieures de 278 800 actions ont été attribuées.

Plan d'épargne d'entreprise

L'Assemblée générale a, le 30 juin 1998, autorisé le Conseil d'administration à procéder à une augmentation de capital d'un montant maximum de 500 000 francs, jusqu'au 2 juin 2003, dans le cadre d'un Plan d'épargne d'entreprise au profit des salariés de CGIP et d'autres sociétés de son Groupe. À ce titre, le Conseil d'administration a émis 468 actions de 100 francs nominal au prix de 2 406 francs en 1998, 4 700 actions de 2 euros nominal au prix de 36,90 euros en 1999, 5 200 actions de 2 euros nominal au prix de 39,90 euros en 2000, 5 300 actions en juillet 2001 au prix de 38,40 euros, puis 9 701 actions en septembre 2001 au prix de 28,20 euros. Au 31 décembre 2001, le Conseil d'administration avait la possibilité de procéder à une augmentation de capital de 19 286 euros, soit 9 643 actions de 2 euros nominal au titre du Plan d'épargne d'entreprise en cours.

Bons d'acquisition d'actions

Cap Gemini Ernst & Young

L'Assemblée générale du 29 mai 2001 avait approuvé la distribution gratuite de bons d'acquisition d'actions Cap Gemini.

Après cette Assemblée, il a été remis à chaque actionnaire un bon par action CGIP possédée afin de pouvoir acheter, d'ici fin mars 2003, des actions Cap Gemini appartenant à CGIP au prix de 143 euros.

Cette opération, qui avait été lancée dans l'intérêt des actionnaires, était destinée à leur permettre d'acquérir des actions Cap Gemini. Malheureusement, la conjoncture dans les services informatiques s'est brutalement retournée, le cours de l'action Cap Gemini a chuté et l'opération proposée a perdu son attrait.

Ces bons sont considérés comme un dividende d'un montant de 2,7 euros correspondant à leur valeur réelle le 29 mai 2001. Pour compenser les effets de la baisse de la valeur du bon, un acompte exceptionnel de 1 euro a été versé le 4 janvier 2002. Il s'ajoute au dividende annuel de 1 euro qui sera versé à l'issue de l'Assemblée générale du 13 juin 2002.

Informations complémentaires

Plan de communication

CGIP communique avec ses actionnaires lors de l'envoi d'une "Lettre aux actionnaires de CGIP" faite à l'occasion de l'arrêté des comptes semestriels et annuels et lors d'événements importants pour la Compagnie. Cette lettre est diffusée à 35 000 personnes dont tous les actionnaires nominatifs.

Au cours des douze derniers mois, cinq lettres ont été adressées aux actionnaires de CGIP afin de les informer :

- en mai 2001, du projet d'attribution gratuite de bons d'acquisition d'actions CGEY ;
- en juin 2001, des modalités de cette attribution ;
- en septembre 2001, du résultat du premier semestre 2001 ;
- en janvier 2002, des offres de rachat d'actions CGIP et de la distribution d'un acompte exceptionnel de 1 euro ;
- en mars 2002, des résultats 2001 et du projet de fusion CGIP et Marine-Wendel.

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le 24 avril 2002, CGIP a mobilisé la participation qu'elle détient dans Valeo en réalisant une opération qui comporte deux volets :

- le placement sur le marché, au prix de 47,45 euros par action, de 7 217 391 actions Valeo, pouvant être porté à 8 300 000 actions par l'exercice de l'option de surallocation ;
- l'émission de 6 700 000 obligations échangeables en actions Valeo pouvant être portée à 7 300 000 obligations par l'exercice de l'option de surallocation.

Les principales caractéristiques de cette émission sont :

- prix d'émission : 56 euros,
- prix de remboursement : 56 euros,
- intérêt : 3,75 %, payable annuellement le 27 mai,
- durée : 3 ans,
- cotation : Luxembourg,
- remboursement anticipé : possibilité de rembourser l'obligation après 2 ans, si cours supérieur à 115 %, soit 64,40 euros, pendant 20 Bourses consécutives,
- remboursement à l'échéance : soit par livraison des actions, soit, si le cours de Bourse de l'action est inférieur au prix de remboursement, au choix de l'émetteur, par paiement du prix de remboursement ou par livraison des actions et versement en numéraire de la différence entre le prix de remboursement et 98 % du cours de l'action.

En prenant en compte les options de surallocations, la trésorerie reçue s'élèvera à 802 millions d'euros.

CGIP s'est engagée à conserver les actions Valeo :

- encore en sa possession à l'issue de cette opération, pendant 120 jours ;
- correspondant aux obligations échangeables émises, pendant leur durée de vie.

Analyse des comptes consolidés

Les comptes de CGIP consolident, selon les principes et méthodes qui figurent en annexe à ces comptes :

- par intégration globale, les filiales dont CGIP détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote ; ce sont les groupes Wheelabrator Allevard et Orange-Nassau, ainsi que les principales sociétés holdings ;
- par mise en équivalence, les sociétés dans lesquelles CGIP exerce une influence notable Valeo, Trader.com, Bureau Veritas, bioMérieux Pierre Fabre, BMA.

En octobre 2000, les groupes bioMérieux et Pierre Fabre ont fusionné et CGIP a reçu, en échange de sa participation dans bioMérieux, 16,7 % des actions composant le capital de bioMérieux Pierre Fabre. En 2001, CGIP a consolidé pour la première fois sa participation dans bioMérieux Pierre Fabre.

Pour Cap Gemini Ernst & Young, CGIP a comptabilisé la quote-part du résultat lui revenant en 2001. Fin décembre, CGIP a conclu un contrat qui a conduit à transférer la propriété de 4,29 % du capital de cette filiale au début janvier 2002. Cette opération qui a ramené la détention de CGIP dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young à 7,36 %, entraîne la déconsolidation de cette filiale au 31 décembre 2001.

Résultat

Ce tableau reprend les principaux éléments du compte de résultat consolidé :

Millions d'euros	2000	2001
Résultat courant des sociétés intégrées	73	83
Résultat exceptionnel	1 082	- 291
Impôt	- 256	68
Résultat net sociétés intégrées	899	- 140
Résultat des sociétés mises en équivalence	127	- 95
Amortissement des écarts d'acquisition	- 33	- 307
Résultat net part du Groupe	993	- 542

Il montre :

- la bonne progression du résultat courant des sociétés intégrées qui passe de 73 à 83 millions d'euros ; celle-ci résulte pour une large part de l'amélioration de la rentabilité d'Orange-Nassau ;
- un résultat exceptionnel de - 291 millions d'euros en 2001 qui intègre principalement la dépréciation des titres Cap Gemini Ernst & Young, la dépréciation des actifs incorporels Valeo et un profit lié à l'annulation des bons d'acquisition Cap Gemini Ernst & Young rachetés à Marine-Wendel en fin d'exercice. Le résultat exceptionnel de l'exercice 2000 intégrait le résultat de dilution dans Cap Gemini Ernst & Young ;
- une perte de 95 millions d'euros pour le résultat des sociétés mises en équivalence en 2001 contre un profit de 127 millions d'euros l'exercice précédent. Ce fort recul est lié aux moindres contributions de Cap Gemini Ernst & Young et de Valeo ;
- un amortissement des écarts d'acquisition de - 307 millions d'euros en 2001 qui intègre les amortissements exceptionnels des écarts d'acquisition Valeo et Cap Gemini Ernst & Young respectivement pour 58 millions d'euros et pour 204 millions d'euros.

Analyse des comptes consolidés (suite)

La contribution des différentes participations au résultat net de CGIP est la suivante :

Millions d'euros	2000			2001		
	Contribution au résultat	Exceptionnel	Total	Contribution au résultat	Exceptionnel	Total
Cap Gemini Ernst & Young	59	782		7	- 398	
Valeo	63			- 118		
				- 154		
Sous-total			904			- 663
Trader.com	- 37			- 27		
Bureau Veritas	15			18		
bioMérieux Pierre Fabre	19			29		
Wheelabrator Allevar	17			17		
Orange-Nassau	38			38		
Sous-total			52			75
CGIP			37			46
Résultat net part du Groupe			993			- 542

La contribution de **Cap Gemini Ernst & Young** au résultat consolidé de CGIP est de 7 millions d'euros contre 59 millions d'euros en 2000. Par ailleurs, CGIP a comptabilisé 398 millions d'euros de charges exceptionnelles, amortissement d'écart d'acquisition et dépréciation d'immobilisations incorporelles. La revalorisation comptable enregistrée en 2000 au moment du rapprochement de Cap Gemini et Ernst & Young se trouve de ce fait partiellement annulée. Cumulée pour les deux années, la contribution au résultat de cette participation s'élève à 450 millions d'euros et demeure largement positive pour CGIP.

Les charges de restructuration comptabilisées par **Valeo** ont pesé sur son résultat net. Sa contribution au résultat consolidé de CGIP est négative de 118 millions d'euros, à laquelle s'ajoute 154 millions d'euros de charges exceptionnelles, amortissement d'écart d'acquisition et dépréciations d'immobilisations incorporelles.

Ces deux participations engendrent une perte qui s'élève à - 663 millions d'euros pour CGIP.

Analyse des comptes consolidés (suite)

Les autres participations ont progressé portant leur contribution au résultat de CGIP à 75 millions d'euros en 2001 :

Bureau Veritas contribue au résultat net consolidé pour 18 millions d'euros en amélioration de 3 millions d'euros sur l'exercice précédent.

La contribution de **bioMérieux Pierre Fabre**, qui progresse de 19 à 29 millions d'euros, intègre le profit exceptionnel enregistré par CGIP à l'occasion de la fusion de bioMérieux et Pierre Fabre. Le résultat 2000 de ce Groupe intègre des plus-values de cession de titres Aventis pour un montant de 10 millions d'euros ; celui de 2001 intègre un profit exceptionnel de dilution d'un montant de 26 millions d'euros.

Dans un marché moins porteur, **Wheelabrator Allevard** affiche un résultat de 17 millions d'euros, identique au montant de l'exercice précédent.

La bonne rentabilité des activités énergie et immobilier d'**Orange-Nassau** explique le maintien du résultat à 38 millions d'euros, montant comparable à celui atteint en 2000, qui intégrait une plus-value de cession de 17 millions d'euros.

La contribution des activités directes de CGIP progresse de 37 à 46 millions d'euros.

Un résultat courant voisin de l'équilibre et un profit exceptionnel de 46 millions d'euros expliquent la plus forte contribution de la société au résultat du Groupe.

Bilan

En 2001, les dépréciations et amortissements comptabilisés sur les participations Cap Gemini Ernst & Young et Valeo ont entraîné une diminution de l'actif immobilisé de 550 millions d'euros. La valeur comptable a été ramenée à 74,50 euros pour l'action Cap Gemini Ernst & Young et à 41,60 euros pour l'action Valeo.

La déconsolidation de la participation Cap Gemini Ernst & Young le 31 décembre 2001 a eu pour conséquence le transfert des postes "écarts d'acquisition" pour 91 millions d'euros et "Titres mis en équivalence" pour 1 276 millions d'euros vers le poste "titres de participation".

Au 31 décembre 2001, les capitaux propres s'élèvent à 2 171 millions d'euros. Le résultat de l'exercice - 542 millions d'euros, les dividendes versés, précompte inclus, de 350 millions d'euros, expliquent l'essentiel de la variation entre les deux exercices.

Analyse des comptes individuels

Résultat

Millions d'euros

Le résultat courant s'élève à : + 71
contre 40 millions d'euros en 2000 : cette évolution
résulte principalement de l'augmentation des dividendes
perçus et de la plus-value enregistrée
lors de la cession des actions Société Générale.

Le résultat exceptionnel enregistre notamment :
en produits :

- les plus-values sur titres Cap Gemini	+ 124
- l'incidence de l'annulation de bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young achetés à Marine-Wendel	+ 79

en charges :

- la provision pour dépréciation des actions Figemu	- 136
- la variation des provisions pour impôts liées aux écritures d'intégration fiscale	- 27

+ 40

L'impôt s'élève à - 26

Le résultat net ressort ainsi à + 85

Affectation du résultat

Le bénéfice net de l'exercice de 85 millions d'euros, augmenté du report à nouveau antérieur de 82 millions d'euros, constitue un bénéfice disponible de 167 millions d'euros.

Ce bénéfice sera affecté à différents postes de réserves (réserve spéciale des plus-values à long terme et report à nouveau) pour 41 millions d'euros et au paiement d'un dividende de 2 euros par action dont 1 euro a été versé sous forme d'acompte dès le 4 janvier 2002.

Analyse des comptes individuels (suite)

Bilan

Mouvements du portefeuille

La valeur brute du poste "Titres de participation" augmente de 125 millions d'euros :

Valeo	
Achat de 5 620 867 actions à Trief Corporation et Figemu	+ 228
Orange-Nassau	
Souscription à l'augmentation de capital de cette filiale	+ 96
Cap Gemini Ernst & Young	
Cession 3 405 000 actions à Trief Corporation	- 169
Cession 600 000 actions hors Groupe	- 30
Variation du portefeuille	125

En fin d'exercice, l'analyse des différentes participations a conduit à enregistrer une provision pour dépréciation des titres Figemu pour un montant de 136 millions d'euros. La valeur nette du portefeuille s'établit au 31 décembre 2001 à 1 863 millions d'euros.

Trésorerie

La trésorerie du 31 décembre 2001 est de 118 millions d'euros, montant comparable à celui du 31 décembre 2000. Compte tenu notamment des opérations décrites ci-dessus relatives aux mouvements de portefeuille, de l'autofinancement de l'année, de la cession des actions Société Générale, de l'achat en Bourse d'actions CGIP et des dividendes versés, le montant des emplois a été sensiblement égal au montant des ressources.

Capitaux propres

Au 31 décembre 2000, la Compagnie détenait 831 960 actions CGIP et en a acquis 1 091 000 au cours de l'exercice 2001. 676 556 actions ont été annulées par décision du Conseil d'administration du 27 mars 2001. Sur le solde de 1 246 404 actions figurant au bilan au 31 décembre 2001, 209 170 actions sont la contrepartie d'options d'achat consenties à certains salariés. Au cours de l'exercice, 22 921 actions ont été créées par exercice d'options de souscription, et 15 001 actions ont été souscrites dans le cadre du Plan d'épargne d'entreprise (PEE).

Après les opérations enregistrées au cours de l'année 2001, le nombre d'actions composant le capital social est passé de 67 910 945 à 67 272 311.

L'évolution des capitaux propres a été la suivante :

- dividendes et précompte mobilier	- 351
- annulation d'actions décrites ci-dessus	- 33
- résultat de l'exercice 2001	+ 85
Variation des capitaux propres	- 299

Comptes consolidés

Sommaire

Bilan	34
Compte de résultat	36
Variation de trésorerie	37
Variation des capitaux propres	38
Annexe	39
■ Principes comptables	39
■ Évolution du périmètre de consolidation	42
■ Notes sur le bilan	47
■ Notes sur le résultat	56
■ Notes sur les variations de trésorerie	61
Liste des principales sociétés consolidées	63
Rapport des Commissaires aux comptes	64

Bilan

Actif

Milliers d'euros/milliers de francs	Notes	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999 pro forma	31.12.1999 publiés
Écarts d'acquisition nets	3	129 948	248 102	316 953	–
Immobilisations incorporelles nettes		11 948	12 267	12 658	695 143
Immobilisations corporelles nettes	4	435 361	431 690	304 560	304 560
Immobilisations financières	5	1 184 091	90 035	266 264	266 264
Titres mis en équivalence	6	1 111 467	2 925 403	1 632 154	1 266 622
		2 295 558	3 015 438	1 898 418	1 532 886
Total de l'actif immobilisé		2 872 815	3 707 497	2 532 589	2 532 589
		18 844 431	24 319 586	16 612 695	16 612 695
Actif circulant					
Stocks		50 461	48 055	45 141	45 141
Clients et comptes rattachés		98 417	95 406	85 658	85 658
Autres créances		33 056	22 234	16 221	16 221
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	7	276 531	369 584	455 190	455 190
		458 465	535 279	602 210	602 210
Total de l'actif		3 331 280	4 242 776	3 134 799	3 134 799
		21 851 764	27 830 786	20 562 933	20 562 933

Passif

Milliers d'euros/milliers de francs	Notes	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999 pro forma	31.12.1999 publiés
Capital		134 545	135 822	135 725	135 725
Primes		341 527	340 830	340 107	340 107
Réserves et résultat consolidé		1 694 510	2 591 998	1 682 076	1 682 076
Capitaux propres : part CGIP		2 170 582	3 068 650	2 157 908	2 157 908
		14 238 085	20 129 024	14 154 949	14 154 949
Intérêts minoritaires	8	3 162	3 101	50 912	50 912
Provisions	9	100 049	95 514	82 052	120 778
Dettes financières	10	647 799	699 304	635 921	635 921
Autres dettes					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		37 727	48 843	38 199	38 199
Autres créiteurs	11	371 961	327 364	169 807	131 081
		409 688	376 207	208 006	169 280
Total du passif		3 331 280	4 242 776	3 134 799	3 134 799
		21 851 764	27 830 786	20 562 933	20 562 933

Compte de résultat

Milliers d'euros/milliers de francs	Notes	2001	2000	1999
Produits d'exploitation	14	443 538	437 468	368 648
Charges d'exploitation	15	– 362 052	– 359 390	– 309 256
Résultat d'exploitation		81 486	78 078	59 392
Résultat financier net	16	1 705	– 4 416	21 807
Résultat courant des sociétés intégrées	17	83 191	73 662	81 199
		545 697	483 191	532 414
Net des plus et moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	18	6 064	1 083 432	413 920
Net des autres produits et charges exceptionnels	19	– 296 535	– 1 535	– 189 115
Impôts sur le résultat	20	67 826	– 255 809	– 115 180
Résultat net des sociétés intégrées		– 139 454	899 750	190 824
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	21	– 95 298	127 127	169 414
Amortissement des écarts d'acquisition	22	– 306 895	– 32 951	– 16 039
Résultat net total	23	– 541 647	993 926	344 199
dont part des minoritaires		316	392	4 250
Résultat net – Part CGIP	23	– 541 963	993 534	339 949
		– 3 555 044	6 517 156	2 229 919
Nombre moyen d'actions		66 765 160	67 368 765	70 796 526
Résultat net par action (en euros)		– 8,12	14,75	4,80
Résultat net par action (en francs)		– 53,25	96,74	31,50
Résultat net dilué par action (en euros)		– 8,01	14,47	4,77
Résultat net dilué par action (en francs)		– 52,54	94,92	31,28

Variation de trésorerie

Milliers d'euros	Notes	2001	2000	1999
Flux de trésorerie lié à l'exploitation				
Résultat net des sociétés intégrées		- 139 454	899 750	190 824
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie				
• Amortissements et provisions		445 114	53 343	247 027
• Résultat sur cessions d'actifs immobilisés		- 6 064	- 880 792	- 330 497
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		299 596	72 301	107 354
Dividendes nets reçus des sociétés mises en équivalence		50 387	50 148	36 697
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'exploitation		- 12 477	21 854	10 358
Flux net de trésorerie d'exploitation		337 506	144 303	154 409
Flux de trésorerie lié aux investissements				
Décaissements sur :				
• acquisitions et souscriptions de titres de participation	25	- 23 837	- 84 156	- 65 319
• acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	26	- 52 767	- 194 013	- 49 571
• prêts consentis	27	- 12 387	- 710	- 67 740
Encaissements (en prix de vente) de :				
• cessions de titres de participation	28	59 481	124 997	310 167
• cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		7 536	19 622	15 140
• prêts et créances		1 147	10 861	177
Variation des dettes fiscales liées aux plus-values de cession d'actifs		29 455	- 78 365	82 763
Trésorerie apportée par la consolidation par intégration globale d'Onepm				82 156
Flux net de trésorerie sur investissements		8 628	- 201 764	307 773
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement				
Augmentation de capital		1 516	819	10 417
Rachat d'actions CGIP		- 35 963	- 39 492	- 283 675
Dividendes versés	29	- 314 750	- 60 701	- 53 686
Précompte acquitté		- 35 403	-	-
Variation nette des emprunts et autres dettes financières	30	- 57 803	63 577	31 296
Flux net de trésorerie sur opérations financières		- 442 403	- 35 797	- 295 648
Effet des variations de change et des variations de périmètre		- 4 042	7 652	3 503
Variation de la trésorerie		- 100 311	- 85 606	170 037
Trésorerie au 1 ^{er} janvier		369 584	455 190	285 153
Trésorerie en fin de période		269 273	369 584	455 190
(disponibilités et valeurs mobilières de placement)				

Variation des capitaux propres consolidés

Milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Actions propres	Résultat net	Capitaux propres
Capitaux propres au 31.12.1998 avant répartition	67 204 020	102 452	331 458	1 353 464	- 66 858	-	338 768	2 059 284
Affectation du résultat 1998				338 768			- 338 768	-
Dividendes versés				- 53 686				- 53 686
Augmentation de capital :								-
• levées d'options de souscription	627 950	1 255	8 485	- 518				9 222
• exercice du plan d'épargne entreprise	4 700	9	164					173
• conversion du capital en euros		31 956		- 31 956				-
Rachat d'actions CGIP	- 6 109 718	- 12 219		- 271 456				- 283 675
Annulation d'actions CGIP autodétenues	- 25 300					- 1 112		- 1 112
Attribution d'actions gratuites	6 135 793	12 272		- 12 272				-
Variation nette de l'écart de conversion					87 753			87 753
Résultat de l'exercice 1999							339 949	339 949
Capitaux propres au 31.12.1999 avant répartition	67 837 445	135 725	340 107	1 322 344	20 895	- 1 112	339 949	2 157 908
Affectation du résultat 1999				339 949			- 339 949	-
Dividendes versés				- 60 701				- 60 701
Augmentation de capital :								-
• levées d'options de souscription	43 000	86	526					612
• exercice du plan d'épargne entreprise	5 200	11	197					208
Annulation d'actions CGIP autodétenues	- 801 660					- 39 247		- 39 247
Variation nette de l'écart de conversion					16 336			16 336
Résultat de l'exercice 2000							993 534	993 534
Capitaux propres au 31.12.2000 avant répartition	67 083 985	135 822	340 830	1 601 592	37 231	- 40 359	993 534	3 068 650
Affectation du résultat 2000				993 534			- 993 534	-
Dividendes versés				- 67 079				- 67 079
Distribution de bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young				- 181 131				- 181 131
Acompte sur dividende				- 66 235				- 66 235
Précompte mobilier				- 35 404				- 35 404
Augmentation de capital CGIP :								
• levées d'options de souscription	22 921	46	250					296
• exercice du plan d'épargne entreprise	15 001	30	447					477
676 556 actions CGIP annulées par décision du Conseil d'administration du 27 mars 2001		- 1 353		- 32 104		33 457		-
Annulation d'actions CGIP autodétenues	- 886 830			21		- 28 967		- 28 946
Autres variations				2 277				2 277
Variation nette de l'écart de conversion					19 640			19 640
Résultat de l'exercice 2001							- 541 963	- 541 963
Capitaux propres au 31.12.2001 avant répartition	66 235 077	134 545	341 527	2 215 471	56 871	- 35 869	- 541 963	2 170 582

Annexe aux comptes consolidés

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux principes et normes comptables français et notamment au règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

Dans ce cadre, CGIP n'a pas retraité les opérations d'acquisition réalisées avant le 1^{er} janvier 2000.

L'application de ce règlement n'a pas eu d'incidence sur les capitaux propres d'ouverture du Groupe et s'est traduite, pour les périodes présentées, par le reclassement :

- des écarts d'acquisition sous une rubrique spécifique,
- des écarts d'évaluation dans le poste "Titres mis en équivalence",
- des impôts différés actifs et passifs respectivement dans les postes "Autres créances" et "Autres dettes".

Le bilan pro forma présenté pour l'exercice clos le 31 décembre 1999 tient compte de ces reclassements.

Les comptes consolidés des exercices 1999, 2000 et 2001 sont présentés en euros. Au sein de ces comptes, certains montants et rubriques considérés comme représentatifs sont également évalués en francs français.

Note 1

Principes comptables

1.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles CGIP exerce un contrôle majoritaire sont consolidées par intégration globale. Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont mises en équivalence et, en général, leurs comptes ne font pas l'objet de retraitement particulier pour être consolidés dans ceux du Groupe.

La participation du Groupe CGIP dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young (11,65 %) a été consolidée par mise en équivalence jusqu'au 31 décembre 2001. Toutefois, tout en conservant l'exposition économique, CGIP a transféré début janvier 2002 à BNP Paribas 4,29 % du capital de Cap Gemini Ernst & Young. Du fait de cette opération, la CGIP ne disposant plus que de 7,36 % de droits de vote (seuil inférieur à celui qui avait été fixé en 2001), la participation Cap Gemini Ernst & Young a été déconsolidée le 31 décembre 2001.

La participation du Groupe CGIP de 16,74 % dans le capital de bioMérieux Pierre Fabre est consolidée par mise en équivalence dans la mesure où l'influence notable reste justifiée, notamment par sa participation aux décisions stratégiques et par la fonction de vice-Président de Monsieur Seillière au sein du Conseil de surveillance de la société.

Enfin, ne sont pas consolidées les sociétés françaises dont les capitaux propres en fin d'exercice sont inférieurs à 5 % de ceux de leur société mère et

dont le chiffre d'affaires de l'exercice est inférieur à 2 millions d'euros pour une société industrielle, ou 1 million d'euros pour une société financière ou de services.

Le résultat des filiales acquises est consolidé à partir de leur date d'acquisition, celui des filiales cédées l'est jusqu'à leur date de cession.

1.2 Comptes retenus pour la consolidation

- Pour Cap Gemini Ernst & Young, Valeo, Wheelabrator Allevard, Orange-Nassau, Bureau Veritas et Trader.com, leurs comptes consolidés au 31 décembre.
- Pour bioMérieux Pierre Fabre, en l'absence de comptes disponibles au moment de l'arrêt des comptes de CGIP, les comptes consolidés estimés au 31 décembre ont été utilisés.
- Pour BMA, les comptes individuels au 30 septembre et, pour Silliker bioMérieux, les comptes consolidés au 30 septembre.
- Pour les autres sociétés, leurs comptes individuels au 31 décembre.

1.3 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en euros aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour les postes du bilan, et aux taux de change moyens de l'exercice ou de la période de consolidation pour les postes du compte de résultat. L'écart résultant de l'application au résultat de ces taux de change est porté dans les réserves consolidées au poste "Écarts de conversion".

Principes comptables

1.4 Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les écarts de conversion sur les actifs immobilisés libellés en monnaies autres que celles de la société

consolidante sont inscrits dans le compte de résultat. Les taux de change retenus dans les comptes consolidés, exprimés par rapport à l'euro, sont les suivants :

	31.12.2001	Taux de clôture		2001	Taux moyens	
		31.12.2000	31.12.1999		2000	1999
Dollar	0,8813	0,9305	1,0046	0,8956	0,9236	1,0668
Franc suisse	1,4829	1,5232	1,6051	1,5105	1,5779	1,6004

1.5 Actifs incorporels

Lorsque l'acquisition de sociétés permet au Groupe CGIP d'obtenir des positions significatives sur des marchés déterminés (parts de marché), il est procédé, cas par cas, à l'affectation d'une partie de l'écart de première consolidation à un poste d'actifs incorporels.

En 1996, lors de la prise de participation de 20 % dans le capital de Valeo, CGIP avait décidé, conformément aux règles comptables, de bénéficier du délai d'un an pour procéder à une analyse approfondie sur la nature et la valeur des actifs incorporels existant dans cette filiale.

L'étude réalisée en 1997, par le cabinet Sorgem Évaluation, conduit à considérer que les actifs incorporels de Valeo, qui ne figurent pas à l'actif de son bilan, comprennent, d'une part, un savoir-faire technique et commercial qui repose sur des efforts importants consacrés à la recherche et au développement (6 % du chiffre d'affaires), ainsi que sur une forte productivité par salarié et, d'autre part, par une marque et des parts de marchés très significatives. Ces éléments particuliers qui se révèlent étroitement liés et homogènes sont en conséquence valorisés globalement.

La valeur des actifs incorporels, qui s'appuie sur les prévisions à long terme élaborées par un échantillon représentatif de sociétés de Bourse et de banques internationales, a été estimée en fonction du supplément de rentabilité dégagé par ces actifs par rapport à la rentabilité normalement attendue des capitaux investis dans la société. La part des actifs incorporels de CGIP dans Valeo a ainsi été évaluée à 335 millions d'euros.

Compte tenu de leur nature, ces actifs incorporels ne

sont pas amortis. Par contre, à la clôture de chaque exercice, ils sont valorisés selon les mêmes critères que ceux retenus à leur date d'acquisition. En cas de diminution de leur valeur, une provision pour dépréciation égale à cette diminution est dotée.

Suite à ces vérifications, une dépréciation des actifs incorporels de Valeo a été constatée à fin 2001 pour 96 millions d'euros.

1.6 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du groupe CGIP dans leur actif net à la date des prises de participation, après affectation le cas échéant, aux actifs corporels ou incorporels. Ils sont amortis, en fonction de leur secteur d'activité, sur les durées suivantes :

- 40 ans pour les activités de services informatiques et de consulting,
 - 20 ans pour les activités équipement automobile, grenaille abrasive, contrôle technique, pharmacie, diagnostic,
 - 15 ans pour les activités d'annonces classées multimédia,
 - 10 ans pour les activités d'exploitation pétrolière.
- Toutefois, ces écarts d'acquisition sont amortis dans l'exercice lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément respectées :
- l'écart considéré provient d'un achat de titres d'un montant inférieur à 6 millions d'euros dans l'année,
 - la variation du pourcentage d'intérêt ainsi obtenu ne dépasse pas 2 % du capital,
 - il n'y a pas de franchissement de seuils de contrôle.

Principes comptables

1.7 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition. Les terrains et constructions qui ont fait l'objet de réévaluation légale sont inscrits à l'actif du bilan pour leur montant réévalué.

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties selon le mode linéaire sur une période correspondant à leur durée prévisible d'utilisation.

Les durées habituellement retenues sont les suivantes :

Constructions	10 à 30 ans
Installations industrielles	6 à 8 ans
Matériel et outillage	3 à 10 ans

Les biens, dont le Groupe CGIP a la disposition dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou de location longue durée, sont traités comme s'ils avaient été acquis à crédit et sont amortis linéairement selon les durées décrites ci-dessus.

1.8 Évaluation des actifs pétroliers

Les investissements pétroliers du groupe Orange-Nassau sont évalués en dollars suivant la méthode dite des "Successful Efforts". Les dépenses d'exploration sont comptabilisées en charges jusqu'à la découverte du gisement exploitable, les dépenses ultérieures étant alors enregistrées au bilan dans les immobilisations incorporelles. Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie de chaque gisement et des quantités extraites par rapport aux réserves, réserves qui sont elles-mêmes périodiquement vérifiées par des experts indépendants.

À chaque arrêté de comptes, la valeur nette des immobilisations correspondantes doit être inférieure à la valeur actuelle estimée des réserves, déduction faite des dépenses futures de production. Un amortissement supplémentaire est constitué à hauteur de l'excédent éventuellement constaté.

1.9 Cessions d'actifs et apports à l'intérieur du Groupe

Les plus-values sur cessions ou apports de titres entre sociétés consolidées sont retirées des résultats, les titres étant maintenus à leur valeur d'origine chez la société cédante.

1.10 Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti). Les produits fabriqués et les en-cours sont valorisés au coût de production ou à la valeur nette de réalisation si elle est inférieure ; le coût de production comprend le coût des matières premières, de la main-d'œuvre ainsi que les frais généraux que l'on peut raisonnablement rattacher à la production.

1.11 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure.

1.12 Provisions pour retraite

La valeur actualisée des indemnités de fin de carrière et des compléments de retraite pour le personnel en activité ainsi que pour les anciens salariés, qui est calculée selon la méthode prospective, fait l'objet d'une provision pour risques et charges.

Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'âge, de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de la présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle qui s'applique à des hypothèses de rentabilité des placements à long terme.

1.13 Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges durant l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.14 Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour tenir compte du décalage entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales

Principes comptables

de certains actifs et passifs de chaque entité consolidée. L'impôt différé est donc calculé en tenant compte de l'évolution connue du taux de l'impôt en vigueur à la fin de l'exercice, soit, au titre des sociétés françaises, à 35,43 % pour les bénéfices à court terme, et à 20,20 % pour les opérations à long terme. L'effet des variations du taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement est enregistré en résultat.

L'existence de déficits fiscaux reportables entraînent l'inscription à l'actif du bilan de créances sur l'État lorsqu'il existe une forte probabilité de les utiliser par compensation avec les bénéfices futurs des exercices les plus proches.

Les impôts non récupérables afférents à certaines distributions prévues au titre des résultats de l'exercice entre les sociétés consolidées sont pris en charge dans les résultats du même exercice.

1.15 Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé selon deux méthodes :

- en divisant le bénéfice net, part du Groupe, par le nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice,
- en divisant le bénéfice net, part du Groupe, préalablement corrigé des incidences financières liées à la création potentielle d'actions, par le nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice, majoré de celui des actions à émettre au titre d'options de souscription d'actions consenties.

Note 2

Évolution du périmètre de consolidation

2001

Cap Gemini Ernst & Young

Les principaux mouvements de périmètre sont les suivants :

- le 28 avril 2001, Cap Gemini SA a acheté 5,6 % du capital de Cap Gemini NV pour un montant de 164 millions d'euros, portant sa participation dans cette filiale hollandaise à 99,8 %.

- en Allemagne, la société Synergis, détenue à 51 % et intégrée globalement, a fusionné le 1^{er} juillet 2001 avec une société tierce, Gedos. Le pourcentage de participation du Groupe Cap Gemini Ernst & Young dans la nouvelle entité nommée IS Énergie a ainsi été réduit à 25 % et la nouvelle société a été consolidée par intégration proportionnelle sur le 2^e semestre 2001.

– Au niveau du Groupe CGIP

Au cours de l'exercice 2001, le Groupe CGIP a cédé en Bourse 0,52 % du capital de Cap Gemini Ernst & Young pour un montant de 49 millions d'euros et a enregistré une moins-value nette de 20 millions d'euros.

Les autres variations du pourcentage de détention du Groupe CGIP dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young sont liées à l'émission d'actions Cap Gemini Ernst & Young au titre des options de souscription d'actions consenties à certains salariés de cette société.

Au 31 décembre 2001, suite à ces opérations, la participation du Groupe dans le capital de cette filiale s'établit à 11,65 % contre 12,26 % en début d'exercice. En fin d'exercice, le Groupe CGIP a enregistré, conformément à la position retenue par Cap Gemini Ernst & Young dans ses comptes individuels, un amortissement exceptionnel de 204 millions d'euros de l'écart d'acquisition sur les activités Ernst & Young reconstitué par CGIP (cet écart avait été imputé en 2000 par Cap Gemini Ernst & Young sur ses capitaux propres).

Compte tenu du contrat signé par le Groupe CGIP avec BNP Paribas le 21 décembre 2001, et mis en application le 7 janvier 2002, par lequel le Groupe CGIP a transféré la propriété de 5 369 127 actions Cap Gemini Ernst & Young, la participation du Groupe est passée à cette date de 11,65 % du capital de Cap Gemini Ernst & Young à 7,36 %. En conséquence, et conformément à ce qui avait été indiqué en 2001, la participation du Groupe a été déconsolidée le 31 décembre 2001.

Le prix de revient consolidé de cette participation a ensuite été déprécié de 280 millions d'euros, le ramenant à sa valeur de marché (74,50 euros par action).

Évolution du périmètre de consolidation

Valeo

Les principales variations de périmètre concernent :

- l'entrée au mois de mars 2001 de l'activité Ralentisseurs Telma, l'acquisition de 6,4 % du capital de Sylea (portant la participation du Groupe Valeo à 98,5 % de cette société), et la création d'une société commune avec Bosch Automotive Systems, FAW Zexel Climate Control System ;
- la cession de la société Filtrauto (filiale auparavant détenue à 100 %), la cession de l'activité de câblage non automobile et la cession de la société Valeo Transmission UK.

– Au niveau du Groupe CGIP

Au 31 décembre 2001, la participation du Groupe dans le capital de Valeo représente 20,09 % du capital de Valeo (28,16 % des droits de vote) contre 20,13 % en début d'exercice (la variation étant due à l'émission d'actions par Valeo dans le cadre des options de souscription d'actions consenties).

Comme à la fin de chaque exercice, une estimation de l'écart d'évaluation enregistré dans les comptes consolidés du Groupe CGIP a été effectuée. Celle-ci a été basée sur l'actualisation de surprofits futurs attendus, suivant les mêmes méthodes que celles qui avaient conduit en 1997 à le valoriser de 335 millions d'euros. Elle a conduit le Groupe à enregistrer une dépréciation exceptionnelle de 96 millions d'euros et un amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition résiduel pour un montant de 58 millions d'euros.

Trader.com

Au cours de l'exercice 2001, diverses acquisitions (Trading Post Group en Australie, Trajin en Espagne et Erbavoglio en Italie) et cessions sont venues modifier le périmètre de consolidation du Groupe Trader.com.

La participation du Groupe CGIP dans le capital de Trader.com s'établit au 31 décembre 2001 à 29,96 %.

Wheelabrator Allevard

Au cours de l'exercice, Wheelabrator Allevard a acquis 100 % de National Metal Abrasive, 3^e producteur de grenaille américain, et Thomas Abrasive a acquis 65 % de son distributeur taiwanais, Gojump

Enterprise. Depuis le 1^{er} janvier 2001, les sociétés AMP Grenailles (acquise en décembre 2000) et All Abrasives (jusqu'alors en sommeil) sont consolidées par Wheelabrator Allevard.

Le Groupe CGIP (par sa filiale GIP S.A.) s'est engagé à assurer la liquidité des actions Wheelabrator Allevard émises et (ou) à émettre au titre des options de souscription attribuées à certains salariés de Wheelabrator Allevard. Dans ce cadre, 5 724 actions Wheelabrator ont été émises puis achetées par le groupe CGIP, maintenant la participation du Groupe dans sa filiale à 100 %.

bioMérieux Pierre Fabre

En 2001, le Groupe bioMérieux Pierre Fabre a acquis la société Organon Teknica, spécialisée dans le diagnostic.

Au cours du 1^{er} semestre, bioMérieux Pierre Fabre a souscrit 95 % de l'augmentation de capital de sa filiale Transgène, portant ainsi sa participation de 53 % (résultant principalement de l'absorption de bioMérieux Alliance et des apports réalisés par Orange Nassau en décembre 2000) à 70 %. Cette souscription, d'un montant de 60 millions d'euros, a généré un écart d'acquisition de 10 millions d'euros. La fusion de Pierre Fabre avec bioMérieux Alliance, en décembre 2000, a eu pour conséquence dans les comptes consolidés au 31 décembre 2001, la constatation d'un profit comptable de dilution de 26 millions d'euros du fait de la diminution du pourcentage d'intérêt du Groupe CGIP dans bioMérieux Alliance, bioMérieux et Transgène, et l'enregistrement à l'actif du bilan d'un écart d'acquisition de 45 millions d'euros sur la société bioMérieux Pierre Fabre, amortissable sur 20 ans.

Bureau Veritas

Le groupe CGIP (par sa filiale Sofu) s'est engagé à assurer la liquidité des actions Bureau Veritas émises et (ou) à émettre au titre des options de souscription attribuées à certains salariés de Bureau Veritas. Dans ce cadre, 14 540 actions ont été acquises par le groupe CGIP. Au 31 décembre 2001, la participation du Groupe dans cette filiale est de 32,58 % contre 33,00 % au 31 décembre 2000.

Évolution du périmètre de consolidation

CGIP

Au cours de l'exercice 2001, CGIP a acquis en Bourse 1 091 000 de ses propres actions pour 35 millions d'euros, et détient en conséquence, au 31 décembre, compte tenu des titres détenus à la clôture de l'exercice précédent et compte tenu de l'annulation d'actions décidée par le Conseil d'administration du 27 mars 2001, 1 246 404 de ses actions pour 43 millions d'euros. Conformément à la réglementation comptable, un montant de 36 millions d'euros relatif à 1 037 234 de ces actions autodétenues a été imputé sur les capitaux propres et le solde, qui correspond à 209 170 actions affectées à des options d'achat d'actions consenties, a été maintenu à l'actif du bilan.

2000

Cap Gemini Ernst & Young

L'acquisition par Cap Gemini, le 23 mai 2000, des activités de services informatiques et de conseil d'Ernst & Young, a représenté un investissement total de 9 928 millions d'euros, financé à concurrence de 9 254 millions d'euros par une augmentation de capital, net de frais, et le solde en numéraire. De ce fait, il a été créé 42 737 107 actions nouvelles de 220 euros chacune, ce qui a entraîné une dilution de la participation de CGIP dans le capital de sa filiale qui a ainsi été ramenée de 20,2 % à 13 %.

Au plan comptable, cette opération s'est traduite de la façon suivante :

- Cap Gemini Ernst & Young a comptabilisé ce rapprochement en utilisant la méthode dérogatoire prévue à l'article 215 du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés, par laquelle les actifs et les passifs d'Ernst & Young Consulting ont été repris pour la valeur nette comptable qu'ils avaient dans le bilan de cette dernière.
- L'écart entre le prix de la transaction, égal à la somme de la rémunération des apports, et la valeur d'entrée des actifs et des passifs, soit 9 497 millions d'euros, a été retranché des capitaux propres consolidés.

CGIP, qui ne remplit pas les conditions requises, pour bénéficier de la méthode dérogatoire appli-

quée par sa filiale, a retraité l'imputation réalisée par Cap Gemini Ernst & Young sur ses capitaux propres et a reconstitué l'écart d'acquisition correspondant. Cette opération entraîne une augmentation du poste "Titres mis en équivalence" de 1 149 millions d'euros, équivalant à la part du groupe CGIP dans cet écart d'acquisition.

Par ailleurs, la dilution d'environ 7 % de la participation de CGIP dans le capital de Cap Gemini, comme rappelée ci-dessus, se traduit par la constatation d'un produit assimilable à une plus-value de cession de 961 millions d'euros, affectée d'une imposition différée à long terme de 200 millions d'euros.

Le 31 octobre 2000, Cisco Systems s'est associée avec Cap Gemini Ernst & Young en prenant une participation de 4,9 % dans le capital de Cap Gemini Telecom SA, société holding de l'ensemble des activités liées aux télécommunications, aux médias et aux réseaux, et en souscrivant à une augmentation de capital réservée de 698 millions d'euros. Cette dernière opération a entraîné une dilution de 0,32 % de la participation de CGIP dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young, la constatation d'un profit de dilution de 48 millions d'euros et une charge d'impôt différé à long terme de 10 millions d'euros.

À la fin du mois de décembre, le Groupe a cédé en Bourse 0,41 % du capital de Cap Gemini Ernst & Young pour 93 millions d'euros et a enregistré une plus-value nette de cession de 44 millions d'euros. Au 31 décembre, suite à ces différentes opérations la participation du groupe CGIP dans le capital de cette filiale a été ramenée de 20,20 % à 12,26 %.

Trader.com

L'introduction en Bourse de Trader.com, au Nasdaq à New York et au Règlement mensuel à Paris, le 31 mars 2000, s'est traduite par une augmentation des capitaux propres, nette de frais, de 348 millions d'euros répartie en 13 millions d'actions. Le groupe CGIP a poursuivi son programme de participation au financement des investissements externes pour un montant global de 25 millions d'euros, a converti ses créances détenues sur cette société en actions

Évolution du périmètre de consolidation

Trader.com et a porté ainsi sa participation dans le capital de cette société de 29,07 % à 29,97 % au 31 décembre 2000.

bioMérieux Pierre Fabre

Le 20 décembre 2000, les actionnaires de la société Pierre Fabre ont approuvé le traité de fusion avec la société bioMérieux Alliance ainsi que les apports réalisés par Orange-Nassau de ses participations de 4,14 % dans le capital de bioMérieux et de 24,79 % dans le capital de TSGH.

En rémunération de ces opérations, Orange-Nassau a reçu une participation de 16,68 % dans le capital de bioMérieux Pierre Fabre.

Au plan comptable, les comptes consolidés de bioMérieux Pierre Fabre n'étant pas disponibles à la date d'arrêté des comptes de CGIP, CGIP a retenu, dans les titres mis en équivalence, sa quote-part dans les capitaux propres consolidés de bioMérieux Alliance, de bioMérieux et de TSGH arrêtés au 30 septembre 2000, comme pour les exercices précédents, mais présentée globalement sous l'intitulé bioMérieux Pierre Fabre. Au compte de résultat, figure dans la "Part des résultats des sociétés mises en équivalence" la quote-part que détient le groupe CGIP dans les résultats de bioMérieux Alliance, de bioMérieux et de TSGH correspondant à la période de 12 mois close le 30 septembre 2000.

Enfin, simultanément aux opérations décrites précédemment, l'ensemble de l'activité "Contrôle de qualité agro-alimentaire" a été apporté le 20 décembre 2000 par bioMérieux Alliance à un nouveau holding intitulé BMA qui contrôle 80,3 % du capital de sa filiale SBI (Silliker bioMérieux).

Au 31 décembre, Orange-Nassau détient une participation de 34 % dans le capital de BMA.

Comme bioMérieux Alliance a déconsolidé sa participation dans SBI au début de son exercice, CGIP s'est substituée à son ancienne filiale et a intégré dans ses comptes consolidés, sous la forme d'une mise en équivalence, sa quote-part dans les comptes consolidés de SBI pour l'exercice de 12 mois clos le 30 septembre 2000.

Orange-Nassau

Au début de l'exercice, Orange-Nassau a porté sa participation de 60 % à 100 % dans le capital de sa filiale Onepm, en rachetant pour 58 millions d'euros la part des actionnaires minoritaires, et a dégagé un écart d'acquisition de 12 millions d'euros.

Valeo

Au 31 décembre, après cession de 900 000 actions Valeo par CGIP à Figemu, entraînant une moins-value de 25 millions d'euros neutralisée dans les comptes consolidés, la participation du groupe CGIP dans le capital de Valeo s'élève à 20,13 %, répartie à concurrence de 14,85 % chez Figemu et 5,28 % chez Trief Corporation.

CGIP

Au cours du premier semestre, CGIP a acquis en Bourse 806 660 de ses propres actions pour 39,5 millions d'euros et détient, en conséquence, au 31 décembre, compte tenu de sa position existant à la clôture de l'exercice précédent, 831 960 de ses actions pour 40,6 millions d'euros dont, conformément à la réglementation comptable, un montant de 40,4 millions d'euros correspondant à 826 960 de ces actions autodétenues a été imputé sur les capitaux propres et le solde a été maintenu dans les titres de participations.

1999

Crown Cork and Seal

Au mois de février, CGIP a procédé au dénouement du contrat d'échange d'actions Crown Cork and Seal, conclu en juillet 1998. De ce fait, la participation résiduelle dans le capital de Crown Cork and Seal, classée dans les valeurs mobilières de placement depuis le 31 décembre 1998, a été cédée pour 276 millions d'euros dégageant une plus-value avant impôts de 110 millions d'euros.

Cap Gemini Ernst & Young

Le 30 juin, CGIP a lancé une Offre publique d'échange simplifiée sous la forme d'un échange de 5 actions CGIP contre 2 actions Cap Gemini Ernst & Young en vue de racheter 8,5 % de son

Évolution du périmètre de consolidation

capital. Pour CGIP, cette opération s'est traduite, d'une part, par une cession de 3,27 % de sa participation dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young qui a entraîné l'enregistrement d'une plus-value brute de 165 millions d'euros et, d'autre part, par une acquisition simultanée d'actions CGIP qui ont été annulées le 1^{er} décembre.

Le 31 août, Cap Gemini Ernst & Young a clôturé une Offre Publique d'Échange sur les actions détenues par les minoritaires de sa filiale néerlandaise Cap Gemini NV, a ainsi porté sa participation dans le capital de sa filiale de 56,4 % à 93,9 % et a créé pour cette opération 7 304 001 actions nouvelles représentant une augmentation de capital de 998 millions d'euros. Au plan comptable, Cap Gemini Ernst & Young a imputé conformément aux principes comptables admis en France, la totalité de l'écart d'acquisition qui résulte de l'augmentation de sa participation dans le capital de Cap Gemini NV sur la prime d'émission de l'augmentation de capital pour 855 millions d'euros. Dans les comptes de CGIP, cette opération a été traitée selon la même analyse que celle présentée en 1998 lors de l'acquisition de la branche automobile d'ITT Industries par Valeo qui conduit à constater en 1999 :

- une charge exceptionnelle de 174,6 millions d'euros correspondant à la quote-part du Groupe CGIP dans l'imputation sur les capitaux propres réalisée par Cap Gemini Ernst & Young,
- un profit de dilution de 139,1 millions d'euros qui résulte de la diminution de 2,14 % de sa participation dans le capital de sa filiale Cap Gemini Ernst & Young.

L'amortissement sur 40 ans de l'écart d'acquisition imputé par Cap Gemini Ernst & Young sur ses capitaux propres constituerait une charge de 2,2 millions d'euros pour CGIP au titre de l'exercice 1999.

Valeo

La cession de sa participation de 50 % dans la société allemande Luk s'est traduite par l'enregistrement dans les comptes de Valeo d'une plus-value nette de 649 millions d'euros. Puis l'acquisition pour 150 millions d'euros de l'activité démarreurs et alternateurs de la société coréenne Mando Machinery a dégagé un écart d'acquisition de 90 millions d'euros.

Orange-Nassau

Suite à l'acquisition de 10,6 % du capital d'Onepm pour environ 13 millions d'euros, Orange-Nassau a porté sa participation dans le capital de sa filiale de 49,4 % à 60 %. En conséquence, les comptes de cette filiale sont consolidés par intégration globale à partir du 1^{er} janvier 1999, alors qu'ils étaient consolidés par mise en équivalence l'exercice précédent.

Enfin le changement de méthode de consolidation de cette filiale conduit à intégrer, dans le bilan du 31 décembre, 72,3 millions d'euros d'immobilisations corporelles, 101 millions d'euros de disponibilités, 43,7 millions d'intérêts minoritaires et 43,7 millions d'euros de provisions pour risques et charges.

Trader.com

Au 31 décembre, la participation du groupe CGIP dans le capital de Trader.com s'élève à 29,02 % répartie à concurrence de 19,58 % chez Figema, 4,96 % chez Trief Corporation et 4,48 % chez Orange-Nassau.

Notes sur le bilan

Note 3

Écarts d'acquisition

Milliers d'euros	31.12.2001			31.12.2000	31.12.1999
	Montant brut	Amortissements cumulés	Montant net	Montant net	Montant net
Cap Gemini Ernst & Young	–	–	–	99 066	168 993
Valeo	76 549	76 549	–	62 062	65 979
Bureau Veritas	39 859	10 422	29 437	31 837	34 182
Wheelabrator Allevard	3 012	2 077	935	1 058	1 192
Onepm (filiale d'Orange-Nassau)	21 119	6 000	15 119	17 230	7 804
bioMérieux Pierre Fabre	44 533	2 783	41 750	–	–
Filiales de Wheelabrator Allevard	59 389	16 682	42 707	36 849	38 803
	244 461	114 513	129 948	248 102	316 953
Analyse de la variation des écarts d'acquisition					
Montant net en début d'exercice			248 102	316 953	368 838
Acquisitions			54 000	13 278	15 653
Cessions			– 5 187	– 65 845	– 50 624
Déconsolidation Cap Gemini Ernst & Young			– 90 801	–	–
Autres variations			–	–	– 875
Amortissements de l'exercice			– 76 166	– 16 284	– 16 039
Montant net en fin d'exercice			129 948	248 102	316 953

En 2001, outre l'incidence de la déconsolidation de Cap Gemini Ernst & Young, les principales variations sont :

- l'enregistrement d'un écart d'acquisition (44 millions d'euros) dégagé lors de l'acquisition de notre quote-part dans les actifs de bioMérieux Pierre Fabre, lequel est amorti sur une durée de 20 ans ;
- l'enregistrement par Wheelabrator Allevard d'un écart d'acquisition de 9 millions d'euros dégagé lors de l'acquisition de 100 % de National Metal Abrasive. Cet écart sera amorti sur une durée de 20 ans ;
- les impacts des cessions de titres et dilutions (– 5 millions d'euros) Cap Gemini Ernst & Young (notre participation étant passée de 12,26 % à 11,65 % au cours de l'exercice 2001) ;
- l'amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition Valeo à hauteur de 58 millions d'euros.

En 2000, la diminution totale de 7,94 % de la participation du Groupe dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young a entraîné une diminution de 65 459.

En 1999, la diminution de 5,88 % de la participation du Groupe dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young a entraîné une réduction de 50 031.

Notes sur le bilan

Note 4

Immobilisations corporelles

Milliers d'euros	31.12.2001			31.12.2000	31.12.1999
	Montant brut	Amortissements cumulés	Montant net	Montant net	Montant net
Terrains	11 060	438	10 622	9 445	9 133
Constructions	176 558	28 472	148 086	144 052	137 489
Installations techniques, matériel et outillage	852 035	585 221	266 814	266 555	147 199
Autres immobilisations corporelles	15 510	10 785	4 725	4 685	5 471
Immobilisations en cours	5 114		5 114	6 953	5 268
	1 060 277	624 916	435 361	431 690	304 560
Analyse de la variation des immobilisations corporelles					
Montant net en début d'exercice			431 690	304 560	225 677
Acquisitions			49 035	193 565	46 119
Cessions			- 3 057	- 8 052	- 12 076
Amortissements de l'exercice			- 58 120	- 64 890	- 54 414
Conséquences au 1 ^{er} janvier des variations de la liste des sociétés consolidées et des variations de change			15 813	6 507	99 254
Montant net en fin d'exercice			435 361	431 690	304 560

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles comprend les actifs pétroliers d'Orange-Nassau pour un montant net de 218 millions d'euros au 31 décembre 2001 contre 219 millions d'euros au 31 décembre 2000 et 99 millions d'euros au 31 décembre 1999.

Notes sur le bilan

Note 5

Immobilisations financières

Milliers d'euros	31.12.2001			31.12.2000	31.12.1999
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net	Montant net
Titres de participation de sociétés non consolidées					
Cap Gemini Ernst & Young ⁽¹⁾	1 366 920	280 011	1 086 909	–	–
Wendel participations	11 108	–	11 108	11 108	11 108
Titres immobilisés du portefeuille d'Orange-Nassau	36 619	3 213	33 406	37 290	33 965
Autres titres	1 160	219	941	1 041	1 494
Prêts et créances					
à Trader.com ⁽²⁾	–	–	–	–	174 512
aux autres sociétés	50 175	271	49 904	38 678	43 118
Autres immobilisations financières	2 225	402	1 823	1 918	2 068
	1 468 207	284 116	1 184 091	90 035	266 265

(1) La participation du Groupe dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young qui était consolidée par mise en équivalence a été déconsolidée le 31 décembre 2001. Le prix de revient consolidé des titres Cap Gemini Ernst & Young a ensuite été déprécié, le ramenant à une valeur de marché.

(2) Les prêts consentis à Trader.com en 1999 ont été convertis en capital en mars 2000, lors de l'introduction en Bourse de cette société.

Prix de revient consolidé des titres de participation

	Nombre d'actions détenues au 31.12.2001	Prix de revient consolidé total (en millions d'euros)	Prix de revient consolidé par action (euros)
Valeo	16 688 977	693,5	41,56
Cap Gemini Ernst & Young (déconsolidé le 31 décembre 2001)	14 589 452	1 086,9	74,50
Orange-Nassau	1 943 117	181,6	93,48
Trader.com	27 336 065	176,8	6,47
bioMérieux Pierre Fabre	7 060 936	178,0	25,21
BMA	59 929	24,5	409,50
Wheelabrator Allevard	1 718 822	144,6	84,15
Bureau Veritas	4 540 090	109,3	24,08

Notes sur le bilan

Note 6

Titres mis en équivalence

(quote-part des capitaux propres des sociétés concernées majorée des écarts d'évaluation constatés sur ces sociétés)

Milliers d'euros	31.12.2001				31.12.2000	31.12.1999 pro forma
	Écarts d'évaluation nets sur les sociétés ci-dessous	Écarts d'acquisition dans les sociétés ci-dessous	Capitaux propres hors écarts d'acquisition	Total	Total	Total
Cap Gemini Ernst & Young	–	–	–	–	1 569 837	527 521
Valeo	239 000	320 692	133 823	693 515	917 367	867 027
Trader.com	–	187 394	– 10 575	176 819	202 687	42 413
BioMérieux Pierre Fabre	–	27 453	108 810	136 263	148 532	143 881
BMA	–	14 136	10 405	24 541	21 322	–
Bureau Veritas	–	54 186	25 708	79 894	64 291	50 522
Participations Wheelabrator Allevar	–	–	435	435	1 367	790
	239 000	603 861	268 606	1 111 467	2 925 403	1 632 154

Analyse de la variation des titres mis en équivalence

• Montant en début d'exercice	2 925 403	1 632 154	1 572 765
• Dividendes de l'exercice	– 50 387	– 50 148	– 37 643
• Augmentations de capital			
– BMA Silliker	3 990		
– Trader.com		181 073	11 860
– Cap Gemini Ernst & Young (liées en 2000 à l'apport des activités consulting d'Ernst & Young et à l'entrée de Cisco dans le capital)		1 224 147	212 229
– Valeo	1 006	1 006	2 620
– Bureau Veritas	945	258	1 261
• Cessions ou dilutions			
– Valeo	– 717		
– Bureau Veritas	– 1 006		
– bioMérieux Pierre Fabre	– 18 637		
– Cap Gemini Ernst & Young	– 73 729	– 212 771	– 65 887
• Déconsolidation le 31.12.2001 de Cap Gemini Ernst & Young	– 1 276 126		
• Consolidation d'Onepm par intégration globale			– 52 265
• Dépréciation d'actifs incorporels Valeo	– 96 388		
• Autre variation sur Cap Gemini Ernst & Young ⁽¹⁾			– 174 650
• Autres variations	2 277		– 5 845
• Conséquences des variations des taux de participation et des taux de change	20 860	39 219	– 1 705
• Part du résultat de l'exercice (voir note 21)	– 95 298	127 127	169 414
• Amortissement de l'écart d'acquisition dans Cap Gemini Ernst & Young ⁽²⁾	– 230 726	– 16 662	
Montant en fin d'exercice	1 111 467	2 925 403	1 632 154

(1) Voir chapitre sur Cap Gemini Ernst & Young dans "Évolution du périmètre de consolidation 1999"

(2) Correspond à l'amortissement de l'écart d'acquisition, retraité par CGIP (voir note 22)

Notes sur le bilan

Note 7

Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Milliers d'euros	31.12.2001		31.12.2000		31.12.1999 pro forma	
	Valeur comptable	Valeur de marché*	Valeur comptable	Valeur de marché*	Valeur comptable	Valeur de marché *
Sicav, Fonds Communs de Placement et autres OPCVM	127 965	129 504	139 324	145 826	251 863	257 782
Actions	40 929	62 888	34 237	83 424	37 153	86 748
Obligations	2 350	2 367	3 754	6 516	4 139	5 037
Disponibilités	98 028	98 028	192 269	192 269	162 035	162 035
	269 273	292 787	369 584	428 035	455 190	511 602
Actions CGIP ⁽¹⁾	7 258	7 844	—	—	—	—
	276 531	300 631	369 584	428 035	455 190	511 602

* Pour les actions et les obligations cotées, estimation sur la base du dernier cours de Bourse.

(1) Actions affectées à l'exercice des options d'achat d'actions consenties dans le cadre des programmes de stock-options.

Note 8

Intérêts minoritaires

Milliers d'euros	31.12.2001			31.12.2000		31.12.1999 pro forma	
	Avant résultats	Résultats	Total	Total	Dont résultats	Total	Dont résultats
Onepm	—	—	—	—	—	47 789	4 061
Filiales de Wheelabrator Allevard	2 846	316	3 162	3 101	392	3 123	189
	2 846	316	3 162	3 101	392	50 912	4 250

Onepm était consolidée par mise en équivalence en 1998, puis par intégration globale en 1999 et 2000, mais avec dégagement de la participation de 40 % des minoritaires en 1999. Cette filiale était intégralement contrôlée au 1^{er} janvier 2000.

Notes sur le bilan

Note 9

Provisions

Milliers d'euros	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999 pro forma
• Pour retraite	19 374	19 975	17 245
• Autres provisions pour risques et charges chez :			
– CGIP	2 367	461	1 502
– Wheelabrator Allevard	2 517	2 936	4 394
– Orange-Nassau	64 572	60 005	46 221
– Autres sociétés*	11 219	12 137	12 690
	100 049	95 514	82 052

* Par arrêté préfectoral de Seine-Maritime, la responsabilité de Sofiservice a été mise en cause à la suite d'un constat de pollution effectué en 1998 sur un terrain situé près de Rouen et dont l'origine proviendrait de déchets déposés par une ancienne aciérie du Groupe, les Hauts Fourneaux de Rouen, société qui avait maintenu son activité sur ce site jusqu'en 1967. Afin de contester cet arrêté, un recours envers le Tribunal administratif a été déposé. La procédure étant toujours en cours, le coût de dépollution du site estimé à fin 1998, à 7 622, demeure intégralement provisionné à fin 2001.

Analyse de la variation des provisions

Situation au 31.12.2000	95 514
Dotations de l'exercice	12 117
Reprises de provisions (utilisées)	– 6 168
Reprises de provisions (non utilisées)	– 1 494
Incidence des variations de change et de périmètre	80
Situation au 31.12.2001	100 049

Note 10

Dettes financières

Milliers d'euros	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999 pro forma
Elles se répartissent comme suit :	647 799	699 304	635 921
• par société			
CGIP	307 081	307 172	307 223
Orange-Nassau	181 777	179 389	111 886
Wheelabrator Allevard	104 498	111 035	117 086
Trief Corporation	53 980	101 708	99 726
Sofu	463	–	–
• par nature			
Obligations émises par CGIP	306 707	306 707	306 707
Obligations échangeables contre des actions			
Cap Gemini Ernst & Young émises par Trief Corporation	53 980	–	–
Emprunts organismes de crédit	284 001	389 373	326 347
Autres dettes financières	3 111	3 224	2 867
• par échéance			
Partie à plus de 5 ans	11 642	1 664	1 711
Partie à plus d'un an et moins de 5 ans	246 927	624 684	560 146
Partie à moins d'un an et intérêts courus	389 230	72 956	74 064
• par devise			
Euro et autres devises de l'Union européenne	550 034	649 090	588 106
Autres devises	97 765	50 214	47 815

Les emprunts à taux fixe représentent environ 73 % du total des dettes financières au 31 décembre 2001 contre 55 % au 31 décembre 2000 et 56 % au 31 décembre 1999 et les emprunts à taux variable, respectivement 27 % contre 45 % et 44 % pour les mêmes périodes. Ces derniers sont principalement indexés sur les marchés monétaires européens.

Notes sur le bilan

Note 11

Autres créditeurs

	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999 pro forma
Milliers d'euros	Passif Autres dettes	Passif Autres dettes	Passif Autres dettes
Dettes fiscales et sociales	50 876	46 773	112 777
Impôts différés ⁽¹⁾	120 570	240 382	38 726
Acompte sur dividende CGIP	66 235	—	—
Bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young ⁽²⁾	86 755	—	—
Autres dettes (voir note 12)	47 525	40 209	18 304
	371 961	327 364	169 807

(1) Comprend notamment :

– au 31 décembre 2001 un montant de 61 313 correspondant à l'impôt provisionné sur la différence entre le prix de revient social des titres Cap Gemini Ernst & Young et leur valeur dans le bilan consolidé.

– au 31 décembre 2000, pour 199 515 l'impôt différé long terme constaté sur le profit de dilution dégagé sur Cap Gemini Ernst & Young. Cet impôt différé qui figurait dans le bilan consolidé a été repris en 2001 du fait de la déconsolidation de la participation dans Cap Gemini Ernst & Young.

(2) Le 29 mai 2001, CGIP a procédé à une attribution de bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young. Ces bons donnent droit, en cas d'exercice, à l'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young détenues par CGIP au prix de 143 euros, 10 bons permettant l'acquisition d'une action. Cette attribution a porté sur 67 240 889 bons valorisés à 2,70 euros le bon. Le 28 décembre 2001, CGIP a racheté les 35 104 322 bons détenus par Marine-Wendel et les a annulés. Le solde au 31 décembre 2001 est égal à la valeur d'attribution de 32 131 558 bons.

Ventilation du poste impôts différés

Milliers d'euros	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999
• Amortissements différés et pertes reportables	5 452		– 5 538
• Provision pour retraite	– 5 930	– 4 202	– 4 350
• Résultats sur cessions internes d'actifs immobilisés ⁽¹⁾	– 5 186	197 703	– 3 336
• Différence d'évaluation des actifs immobilisés ⁽¹⁾	126 164	33 192	34 065
• Autres écarts temporaires	70	13 689	17 885
	120 570	240 382	38 726

Les soldes négatifs ou créances se compensent, par société, avec des soldes positifs représentant des dettes, ce qui justifie leur maintien au passif du bilan pour leur montant net.

(1) En 2000, la comptabilisation d'un profit de dilution sur la participation Cap Gemini Ernst & Young avait entraîné l'enregistrement d'un impôt différé long terme de 199 515. Les opérations de 2001 ainsi que la déconsolidation, le 31 décembre 2001, de Cap Gemini Ernst & Young ont conduit à la reprise partielle de cette écriture. À la date de clôture, un impôt différé calculé sur la différence entre le prix de revient fiscal et consolidé a été maintenu au bilan.

Notes sur le bilan

Note 12

Instruments financiers (milliers d'euros)

Au 31 décembre 2001, le poste "Autres créances" comprend un montant de 5 094 correspondant à des primes versées par CGIP sur options sur titres Cap Gemini Ernst & Young et regroupe l'achat de 400 000 puts européens exerçables le 21 mars 2002 au prix de 44,98 euros et l'achat de 1 000 000 calls européens exerçables le 31 mars 2003 au prix de 143 euros. La valeur de marché de ces options à la date de clôture s'établit à 4 028. Une provision d'un montant égal aux moins-values latentes a été constituée à cette même date.

Au 31 décembre 2001, le poste "Autres dettes" comprend un montant de 23 031 correspondant :

- pour 16 148, à la prime reçue le 28 décembre 2001 de Marine-Wendel lors de la vente à celle-ci d'une option d'achat de 3 510 432 actions Cap Gemini Ernst & Young exerçable à tout moment et jusqu'au 31 mars 2003 au prix de 143 euros en échange du rachat des 35 104 322 bons d'acquisition Cap Gemini Ernst & Young ;
- pour 4 526 à la valeur de marché de 616 000 puts européens Valeo vendus (154 000 puts exerçables à 46,40 euros le 19 juin 2002, 154 000 puts exerçables à 48,40 euros le 3 juillet 2002, 154 000 puts exerçables à 50,40 euros le 17 juillet 2002 et 154 000 puts exerçables à 52,40 euros le 31 juillet 2002) ;
- pour 2 357 à la valeur comptable de diverses opérations de vente de puts sur actions Cap Gemini. Ces options sont arrivées à échéance au cours du 1^{er} trimestre 2002 et n'ont pas été exercées.

Notes sur le bilan

Note 13

Engagements hors bilan

Milliers d'euros	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999 pro forma
Engagements reçus :	143 000	—	—
Engagements donnés :	1 099 844	115 459	175 217

La Compagnie s'est engagée à céder 6 723 588 actions Cap Gemini Ernst & Young au prix de 143 euros l'action à tout moment et jusqu'au 31 mars 2003, dont 3 213 156 actions par exercice de 32 131 558 bons d'acquisition Cap Gemini Ernst & Young émis (10 bons permettant l'achat d'une action Cap Gemini Ernst & Young) et 3 510 432 actions par exercice de l'option consentie à Marine-Wendel (voir note 11 et 12).

Outre les engagements pris sur titres Cap Gemini décrits ci-dessus, les engagements au titre des instruments financiers négociés, figurant au bilan au 31 décembre 2001, et encore en cours à la date du Conseil d'administration arrêtant les comptes, sont les suivants :

- le groupe CGIP s'est engagé à céder 616 000 actions Valeo au prix de 30 430 (voir note 12) ;
- le groupe CGIP a reçu l'engagement de pouvoir acquérir, en cas d'exercice d'une option, 1 000 000 d'actions Cap Gemini Ernst & Young au prix de 143 euros (voir note 12).

Au 31 décembre 2001, un emprunt obligataire privé de 53 980 émis par Trief Corporation et remboursable, soit avec l'équivalent de 200 000 actions Cap Gemini Ernst & Young, soit en numéraire (au gré du souscripteur) a donné lieu à un nantissement d'actions Cap Gemini Ernst & Young dont la valeur boursière à la même date, calculée sur la base du cours de Bourse de ces actions, est de 16 220.

Sofu s'est engagée à assurer la liquidité des actions Bureau Veritas émises et (ou) à émettre au titre des options de souscription attribuées à certains salariés de Bureau Veritas. Au 31 décembre 2001 cet engagement porte sur 1 373 460 actions Bureau Veritas. Compte tenu du prix actuel de rachat, cet engagement peut représenter un investissement de 87 256. Dans le cadre de cet engagement, 14 540 actions ont été acquises pour un montant de 924. Le financement de ces acquisitions s'est fait grâce à un découvert bancaire autorisé, qui a donné lieu à une garantie de CGIP en faveur de la Société Générale pour un montant de 1 005.

GIP S.A. s'est engagée à assurer la liquidité des actions Wheelabrator Allevard émises et (ou) à émettre au titre des options de souscription attribuées à certains salariés de Wheelabrator Allevard. Au 31 décembre 2001, cet engagement porte sur 18 066 titres. Compte tenu du prix actuel de rachat, cet engagement peut représenter un investissement de 3 460. Dans le cadre de cet engagement, 5 724 actions Wheelabrator Allevard ont été acquises en 2001 pour un montant de 1 128.

Le Groupe n'utilise pas de façon systématique des instruments financiers pour gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change des devises étrangères et des risques sur les marchés actions (voir note 12).

Notes sur le résultat

Note 14

Produits d'exploitation

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires réalisé par :			
• Wheelabrator Allevard	285 821	283 673	248 887
• Orange-Nassau	155 421	147 326	111 969
	441 242	430 999	360 856
Autres produits	2 296	6 469	7 792
	443 538	437 468	368 648

Note 15

Charges d'exploitation

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Achats consommés et charges externes	226 255	224 872	191 008
Charges de personnel	63 289	59 351	55 044
Autres charges d'exploitation	1 929	2 822	1 618
Impôts et taxes	4 223	4 567	4 374
Dotations aux amortissements	63 610	65 405	55 247
Dotations aux provisions	2 746	2 373	1 966
	362 052	359 390	309 257

L'effectif moyen des sociétés intégrées au cours de l'année 2001 s'est élevé à 1 432 contre 1 385 pour l'année 2000 et 1 308 pour l'année 1999. À la fin de l'année 2001, l'effectif était de 1 434.

Le montant des rémunérations allouées, au titre de l'exercice 2001, aux mandataires sociaux et aux cinq personnes les mieux rémunérées est mentionné page 25.

Note 16

Résultat financier

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Produits des titres de participation de sociétés non consolidées	3 147	5 281	2 923
Intérêts des prêts et produits de placement	41 579	31 994	42 734
Différences de change (net)	3 529	4 779	5 269
Produits financiers	48 255	42 054	50 926
Intérêts des emprunts et commissions bancaires	- 43 209	- 44 519	- 29 482
Dotation nette aux provisions à caractère financier	- 3 341	- 1 951	363
Charges financières	- 46 550	- 46 470	- 29 119
Résultat financier	1 705	- 4 416	21 807

Notes sur le résultat

Note 17

Résultat courant des sociétés intégrées

Milliers d'euros	2001		2000		1999	
	Résultat courant	Après dotation aux amortissements et provisions de	Résultat courant	Après dotation aux amortissements et provision de	Résultat courant	Après dotation aux amortissements et provisions de
Wheelabrator Allevar	29 412	18 423	31 180	17 119	31 104	15 618
Orange-Nassau	64 435	47 138	59 396	50 216	44 695	41 279
CGIP et divers	- 10 656	756	- 16 914	443	5 400	316
	83 191	66 317	73 662	67 778	81 199	57 213

Note 18

Net des plus et moins-values sur cessions d'actifs immobilisés

Milliers d'euros	2001	2000	1999
• Sur cessions d'immobilisations corporelles	4 009	11 386	3 064
• Sur cessions de titres de participation dont :			
Cap Gemini Ernst & Young*	- 28 255	1 045 944	303 983
bioMérieux Pierre Fabre	25 896	-	-
Sebaldis par Orange-Nassau	-	16 874	-
Crown Cork and Seal	-	-	109 777
Diverses participations	4 414	9 228	- 2 904
	6 064	1 083 432	413 920

* Dont en 2000, 1 008 499 de profit comptable de dilution lié à la fusion de Cap Gemini avec l'activité consulting d'Ernst & Young ainsi qu'à l'entrée de Cisco dans son capital et 37 445 suite à la cession de 0,41 % du capital de Cap Gemini Ernst & Young et, en 1999, 164 903 suite à l'OPEs de CGIP et 139 080 suite à l'OPE de Cap Gemini Ernst & Young sur sa filiale néerlandaise.

Note 19

Net des autres produits et charges exceptionnels

Milliers d'euros	2001	2000	1999
- Charges exceptionnelles sur Cap Gemini*	-	-	- 174 650
- Résultat exceptionnel enregistré lors de l'annulation de bons d'acquisition Cap Gemini Ernst & Young achetés à Marine-Wendel	78 634	-	-
- Charges et produits exceptionnels divers	- 483	173	- 8 997
- Dépréciation des actifs incorporels de Valeo	- 96 388	-	-
- Provision pour dépréciation des titres Cap Gemini Ernst & Young	- 280 011	-	-
- Autres provisions	1 713	- 1 708	- 5 468
	- 296 535	- 1 535	- 189 115

* Voir chapitre sur Cap Gemini Ernst & Young dans "Évolution du périmètre de consolidation 1999".

Notes sur le résultat

Note 20

Impôts sur le résultat

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Impôts exigibles	- 56 317	54 709	114 285
Impôts différés	124 143	201 100	895
	67 826	255 809	115 180

En 2001, CGIP et ses filiales Sofiservice, Solfur, Gip, Figema, Figemu et Wheelabrator Allevard, qui figurent dans le périmètre de consolidation font partie du périmètre d'intégration fiscale régi par l'article 223 A du Code Général des Impôts.

Taux effectif d'impôt

L'écart entre le taux d'impôt sur les bénéfices en France et le taux effectif d'impôt du Groupe s'analyse ainsi :

	2001
Taux normal d'impôt en France	36,43 %
Incidence des :	
- opérations non soumises au taux normal d'imposition	0,35 %
- imputations et reports de déficits fiscaux et autres différences	- 2,54 %
- opérations exceptionnelles sur la participation Cap Gemini Ernst & Young	1,62 %
- opérations exceptionnelles sur la participation Valeo	- 3,14 %
Taux effectif d'impôt	32,72 %

Notes sur le résultat

Note 21

Part dans les résultats de sociétés mises en équivalence

Milliers d'euros	2001			2000			1999		
	Avant amortisse- ment des écarts d'acquisition	Amortisse- ment des écarts d'acquisition	Résultat net	Avant amortisse- ment des écarts d'acquisition	Amortisse- ment des écarts d'acquisition	Résultat net	Avant amortisse- ment des écarts d'acquisition	Amortisse- ment des écarts d'acquisition	Résultat net
Cap Gemini Ernst & Young ⁽¹⁾	22 194	3 760	18 434	66 824	3 345	63 479	67 280	5 657	61 623
Valeo ⁽²⁾	- 89 299	24 151	- 113 450	84 336	17 509	66 827	125 876	16 770	109 106
bioMérieux Pierre Fabre	10 379	6 361	4 018	-	-	-	-	-	-
bioMérieux Alliance ^{(3) (5)}	3 229	-	3 229	18 621	549	18 072	4 847	1 012	3 835
bioMérieux ⁽³⁾	575	-	575	2 299	385	1 914	1 153	196	957
Tsgh ⁽³⁾	- 471	-	- 471	- 2 195	-	- 2 195	- 1 514	-	- 1 514
BMA et Silliker	226	849	- 623	174	642	- 468	-	-	-
Bureau Veritas	22 739	2 310	20 429	19 954	2 226	17 728	12 712	339	12 373
Trader.com ⁽⁴⁾	- 4 045	23 368	- 27 413	- 21 524	16 690	- 38 214	- 9 610	7 600	- 17 210
Autres sociétés	- 26	-	- 26	- 16	-	- 16	244	-	244
	- 34 499	60 799	- 95 298	168 473	41 346	127 127	200 988	31 574	169 414

(1) Comprend, en 2001, un montant de 13 403 correspondant à la quote-part du Groupe CGIP dans les coûts de restructuration de Cap Gemini Ernst & Young.

(2) Comprend notamment, en 2001, un montant de 133 421 égal à la quote-part du Groupe CGIP dans les coûts de restructuration de Valeo et, en 1999, une quote-part de plus-value nette de 131 100 dégagée lors de la cession de la participation dans le capital de la société Luk ainsi qu'une quote-part des coûts de restructuration pour un montant de 59 500.

(3) Les montants indiqués en 2001 correspondent à la quote-part du Groupe CGIP dans le résultat du 4^e trimestre 2000, les comptes consolidés de l'exercice précédent n'intégrant pas le résultat de cette période pour ces filiales.

(4) Comprend, en 2001, un montant de 5 752 correspondant à la quote-part de CGIP dans les amortissements exceptionnels comptabilisés par Trader.com.

(5) Comprend, en 2000, une quote-part de plus-value nette de 9 762 réalisée lors de la cession du solde des actions Aventis par bioMérieux Alliance.

Note 22

Amortissement des écarts d'acquisition

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Sur les sociétés mises en équivalence :			
- Cap Gemini Ernst & Young ⁽¹⁾	234 179	21 130	6 589
- Valeo ⁽²⁾	62 060	3 827	3 848
- Bureau Veritas	2 019	2 038	2 098
- Trader.com	-	664	-
- bioMérieux Pierre Fabre	2 783	-	-
Sur les sociétés intégrées globalement :			
- Wheelabrator Allevard	852	672	218
- Onepm	2 112	2 112	958
- Filiales de Wheelabrator Allevard	2 890	2 508	2 328
	306 895	32 951	16 039

(1) Comprend, conformément à la position retenue par Cap Gemini Ernst & Young dans ses comptes individuels, un amortissement exceptionnel de 204 191 de l'écart d'acquisition sur les activités Ernst & Young reconstitué par CGIP (cet écart d'acquisition avait été imputé par Cap Gemini Ernst & Young sur ses capitaux propres).

(2) Comprend en 2001 un amortissement exceptionnel de 58 233 représentant le solde du poste.

Notes sur le résultat

Note 23

Résultat net

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Des sociétés intégrées :			
– Wheelabrator Allevard	16 106	16 436	17 500
– Orange-Nassau	37 547	41 047	22 106
– CGIP et sociétés de placement	– 500 002	809 316	135 179
	– 446 349	866 799	174 785
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence (voir note 21)	– 95 298	127 127	169 414
	– 541 647	993 926	344 199
Part des minoritaires dans le résultat (voir note 8)	316	392	4 250
Résultat net total, part CGIP	– 541 963	993 534	339 949

Note 24

Événements postérieurs à la clôture

Financement

Le 21 décembre 2001, CGIP a conclu un contrat de financement d'un montant de 900 millions d'euros auprès de BNP Paribas prévoyant la mise en place immédiate d'une première tranche de 600 millions d'euros.

Celle-ci a été effectivement réalisée le 7 janvier 2002. Les échéances de ce financement, adossé pour deux tiers à des actions Cap Gemini Ernst & Young et pour un tiers à des actions Valeo, sont réparties par tiers à 4 ans, 4 ans et demi et 5 ans. Les intérêts pourront être soit payés pendant la période de financement, soit capitalisés et payés aux différentes échéances de remboursement. Ils sont calculés pour la première période de 12 mois au taux de 3,7 % correspondant à l'Euribor 12 mois constaté à la date de mise en place majoré de 0,345 %. CGIP conserve l'intégralité des dividendes attachés aux actions utilisées dans le cadre de cette opération.

Cette opération, qui transfère la propriété d'actions Cap Gemini Ernst & Young et Valeo à BNP Paribas, laisse à CGIP l'intégralité des plus ou moins-values liées à ces titres. CGIP pourra, à sa convenance, réaliser la valeur de tout ou partie de ces titres, soit aux dates d'échéance, soit par anticipation à tout moment de son choix, sans pénalité.

OPRA et OPAS

Le 7 janvier 2002, l'Assemblée générale extraordinaire de CGIP a approuvé le lancement d'une offre publique de rachat portant sur 6 000 000 actions CGIP. La réussite de cette offre, faite au prix de 44 euros par action, a conduit CGIP à racheter 6 000 000 actions sur les 19 008 331 actions apportées.

Parallèlement, CGIP, utilisant l'autorisation donnée par la 8^e résolution de l'Assemblée générale du 29 mai 2001, a lancé une Offre publique d'achat simplifiée portant sur 5 477 500 actions, le prix offert étant identique à celui de l'Offre publique de rachat d'actions. Cette offre a conduit CGIP à racheter 5 477 500 actions sur les 23 855 093 actions apportées.

Modification du capital social

Le Conseil d'administration du 1^{er} mars 2002, a réduit le capital social de 16 000 000 euros (8 000 000 actions), par annulation de 1 037 234 actions détenues par CGIP au 31.12.2001 et acquises dans le cadre des autorisations données par les Assemblées générales des 30 mai 2000 et 29 mai 2001, par annulation de 6 000 000 actions rachetées lors de l'Offre Publique de Rachat d'Actions et par annulation de 962 766 actions rachetées lors de l'Offre Publique d'Achat Simplifiée.

Notes sur les variations de trésorerie

Restructuration du Groupe

La réussite des offres de rachat d'actions de CGIP et Marine-Wendel a permis aux conseils d'administration des deux sociétés réunis le 27 mars 2002 d'engager la dernière phase de la simplification des structures et de déterminer la parité de fusion fondée sur l'analyse multicritère : 1 action Marine-Wendel pour 1,9 action CGIP et de convoquer les Assemblées générales extraordinaires le 13 juin 2002 pour statuer sur la fusion absorption de CGIP par Marine-Wendel.

Dans un but de simplification des opérations d'échange des actions CGIP contre des actions Marine-Wendel, il sera proposé à l'Assemblée générale de la CGIP, l'attribution de 1 action gratuite CGIP pour 19 actions CGIP et, à celle de Marine-Wendel, la division de chaque action Marine-Wendel de nominal 8 euros en 2 actions de nominal 4 euros. Au terme de ces deux opérations, il sera procédé à l'échange de 1 action CGIP pour 1 action Marine-Wendel.

Note 25

Acquisitions et souscriptions de titres de participation

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Acquisitions de titres			
– Trader.com	–	23 402	11 051
– Onepm	–	57 900	12 562
– Filiales de Wheelabrator Allevard	14 617	1 516	14 265
– Shotttdorf en 2001, et Navpart et Hyva en 1999 par Orange-Nassau	2 165	–	25 979
– Autres titres	1 916	1 338	1 462
Souscription à des augmentations de capital			
– BMA par Orange-Nassau	4 444	–	–
– BLR bv par Orange-Nassau	695	–	–
	23 837	84 156	65 319

Note 26

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Réalisées par :			
– Orange-Nassau	39 728	175 435	32 823
– Wheelabrator Allevard	12 653	16 519	16 506
– Autres sociétés	386	2 059	242
	52 767	194 013	49 571

Note 27

Prêts consentis

Milliers d'euros	2001	2000	1999
À Trader.com par Orange-Nassau et Trief Corporation	–	–	47 071
Autres prêts par Orange-Nassau	11 853	–	19 172
Autres prêts par Wheelabrator Allevard	534	710	1 480
Autres	–	–	17
	12 387	710	67 740

Notes sur les variations de trésorerie

Note 28

Cessions de titres de participation (au prix de vente)

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Sociétés consolidées			
– Cap Gemini Ernst & Young	49 432	99 942	230 945
– Autres	–	–	2 700
Sociétés non consolidées	49 432	99 942	233 645
– Crown Cork and Seal	–	–	73 878
– Sebaldu par Orange-Nassau	–	18 648	–
– Divers par Orange-Nassau	10 049	6 407	817
– Divers	–	–	1 827
	10 049	25 055	76 522
	59 481	124 997	310 167

Note 29

Dividendes versés aux actionnaires

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Dividende ordinaire	67 079	60 701	53 686
Distribution de bons d'acquisition Cap Gemini Ernst & Young	181 131	–	–
Acompte sur dividende à payer	66 235	–	–
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	305	–	–
	314 750	60 701	53 686

Note 30

Variation nette des emprunts et autres dettes financières

Milliers d'euros	2001	2000	1999
CGIP	– 91	10 372	– 45 625
Wheelabrator Allevar	– 9 008	– 5 822	14 078
Orange-Nassau	– 1 441	59 027	– 2 418
Trief Corporation	– 47 726	–	65 261
Sofu	463	–	–
	– 57 803	63 577	31 296

Liste des principales sociétés consolidées

au 31 décembre 2001

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
E	11,65	Cap Gemini Ernst & Young (déconsolidée le 31.12.2001)	France	Services Informatiques
E	20,09	Valeo	France	Équipement Automobile
E	29,96	Trader.com	Pays-Bas	Annonces classées
IG	100,00	Wheelabrator Allevard	France	Abrasifs
IG	100,00	Abrasiv Muta	Slovénie	"
IG	100,00	Abrasivi metallici industriale SPA	Italie	"
E	100,00	All Abrasives	Afrique du Sud	"
IG	100,00	Geo Technical System	Italie	"
IG	100,00	A.M.P. Grenailles	Luxembourg	"
E	20,00	Celik Granul	Turquie	"
IG	100,00	Deutsche Wheelabrator	Allemagne	"
IG	100,00	Diasint Iberica	Espagne	"
IG	100,00	Diasint Italy	Italie	"
IG	90,00	Eder Strahlmittelwerk	Autriche	"
IG	90,00	Eder Strahltechnik	Autriche	"
E	65,00	Gojump Enterprise Co. Ltd.	Taiwan	"
IG	100,00	IKK do Brasil	Brésil	"
IG	80,00	IKK Shot Co. Ltd.	Japon	"
IG	100,00	Kovobrasiv Mnisek Spol	République tchèque	"
IG	100,00	Metabrasive Ltd.	Grande-Bretagne	"
IG	100,00	MT Trasformatzione Mettalli	Italie	"
E	99,99	Murga Argentina	Argentine	"
IG	100,00	National Metal Abrasiv	États-Unis	"
IG	100,00	Panabrasive Inc.	Canada	"
IG	60,00	Peraita	Espagne	"
IG	99,97	P.G.M.	France	"
IG	60,00	Recupac	France	"
E	51,00	Reecon Steel Co. Ltd.	Taiwan	"
IG	100,00	Samedia	France	"
IG	80,00	Séoul Shot Industry Co. Ltd.	Corée	"
IG	96,11	Shanghai Murga Steel Abrasives	Chine	"
IG	80,30	Siam IKK	Thaïlande	"
IG	100,00	Talleres Fabio Murga	Espagne	"
IG	100,00	Thomas Abrasives Ltd.	Afrique du Sud	"
IG	100,00	Wheelabrator Abrasives Inc.	États-Unis	"
IG	100,00	Wheelabrator Allevard Espagnola	Espagne	"
IG	70,00	Wheelabrator Allevard Italia	Italie	"
IG	100,00	Orange-Nassau Groep B.V.	Pays-Bas	
IG	100,00	Onroerend Goed Orange-Nassau N.V.	Pays-Bas	Immobilier
IG	100,00	Orange-Nassau Énergie B.V.	Pays-Bas	Énergie
IG	100,00	Onepm	Pays-Bas	"
IG	100,00	Orange-Nassau Participaties B.V.	Pays-Bas	Participations
E	16,74	bioMérieux Pierre Fabre	France	Pharmacie/Diagnostic
E	34,00	BMA	France	Contrôle agroalimentaire
E	78,29	Silliber bioMérieux Inc.	États-Unis	"
E	32,68	Bureau Veritas	France	Contrôle technique
IG	100,00	Figema	France	Placement
IG	100,00	Figemu	France	"
IG	100,00	Gip S.A.	France	"
IG	100,00	Sofisamc	Suisse	"
IG	100,00	Sofiservice	France	"
IP	50,00	Sofu	France	"
IG	100,00	Solfur	France	"
IG	100,00	Fimup	France	"
IG	100,00	Trief Corporation	Luxembourg	"

IG : Intégration Globale

E : Mise en Équivalence

IP : Intégration Proportionnelle

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2001)

Mesdames, Messieurs, les Actionnaires
de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participation (CGIP),

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations – "CGIP" établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2001, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté

des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense,
le 9 mai 2002

Les Commissaires aux comptes

BARBIER FRINAULT & ASSOCIÉS
Michel Léger

BEFEC-PRICE WATERHOUSE
Membre de PricewaterhouseCoopers
Daniel Chauveau

Comptes individuels

Sommaire

Bilan	66
Compte de résultat	68
Évolution des capitaux propres	69
Tableau des flux de trésorerie	71
Notes sur le bilan	72
Notes sur le résultat	76
Événements postérieurs à la clôture	79
Inventaire du portefeuille	80
Résultats des cinq derniers exercices	81
Filiales et participations	82
Rapports des Commissaires aux comptes :	
■ Rapport général	84
■ Rapport spécial sur les conventions réglementées	85

Bilan

Actif

Milliers d'euros	Notes	31.12.2001			31.12.2000	31.12.1999
		Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets	Montants nets	Montants nets
Actif immobilisé						
Immobilisations corporelles		10 047	6 729	3 318	2 742	2 006
Immobilisations financières ⁽¹⁾						
Titres de participations	1	1 999 116	136 267	1 862 849	1 874 334	1 900 854
Autres titres immobilisés	2	36 174	–	36 174	40 908	1 416
Prêts et autres immobilisations financières		139	–	139	164	178
		2 035 429	136 267	1 899 162	1 915 406	1 902 448
Total		2 045 476	142 996	1 902 480	1 918 148	1 904 454
Actif circulant						
Clients et comptes rattachés ⁽²⁾		761	–	761	611	523
Autres créances ⁽²⁾		25 141	–	25 141	10 738	939
Valeurs mobilières de placement	3	123 927	14	123 913	133 396	250 250
Disponibilités		824	–	824	54	463
Charges constatées d'avance		170	–	170	115	100
Total		150 823	14	150 809	144 914	252 275
Total de l'actif		2 196 299	143 010	2 053 289	2 063 062	2 156 729
(1) Dont à moins d'un an				26	16	22
(2) Dont à plus d'un an				–	–	–
Engagements reçus	8			143 000	–	–

Passif

Milliers d'euros	Notes	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999
Capitaux propres				
Capital		134 545	135 822	135 725
Primes d'émission, de fusion et d'apports		341 526	340 830	340 107
Réserve légale		13 448	13 573	13 441
Réserves réglementées		784 028	1 054 070	802 772
Autres réserves		19 275	19 275	19 275
Report à nouveau		81 562	99 470	78 512
Acompte sur dividende réparti, en instance d'affectation		- 67 272	-	-
Résultat de l'exercice		84 726	27 500	333 090
Total		1 391 838	1 690 540	1 722 922
Provision pour risques et charges	4	41 725	13 111	14 587
Dettes financières	5	412 634	344 386	334 015
Autres dettes	6	207 092	15 025	85 205
Total ⁽¹⁾		619 726	359 411	419 220
Total du passif		2 053 289	2 063 062	2 156 729
(1) Dont à moins d'un an		516 823	54 513	114 322
Dont à plus d'un an		102 903	304 898	304 898
Engagements donnés	8	962 478	11 407	5 142

Compte de résultat

Milliers d'euros	Note	Exercice 2001	Exercice 2000	Exercice 1999
Produits des titres de participation	9	85 272	67 448	61 296
Autres produits et charges financiers	10			
Produits				
• Produits des valeurs mobilières de placement		1 169	914	1 809
• Produits des créances de l'actif immobilisé		2	3	5 900
• Produits des placements de trésorerie		25 055	6 160	6 047
• Reprises de provision		232	0	379
Charges				
• Intérêts et charges assimilées		24 400	26 562	19 023
• Dotations aux amortissements et aux provisions		1 891	245	0
Résultat financier		85 439	47 718	56 408
Produits d'exploitation				
Autres produits	11	2 227	2 251	1 903
Reprises de provisions		23	39	17
Charges d'exploitation				
Achats et charges externes		10 416	4 441	4 385
Impôts, taxes et versements assimilés		698	598	596
Salaires et traitements	12	3 362	2 740	2 959
Charges sociales		1 332	1 196	1 433
Dotations aux amortissements		445	329	291
Dotations aux provisions		23	64	0
Autres charges		202	202	138
Résultat d'exploitation		- 14 228	- 7 280	- 7 882
Résultat courant	13	71 211	40 438	48 526
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		78 639	134	1 897
Sur opérations en capital		124 070	26	367 594
Reprises de provisions		3 553	7 177	1 370
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		1 204	286	5 638
Sur opérations en capital		373	25 065	18
Dotations aux provisions		165 729	60	6 250
Résultat exceptionnel	14	38 956	- 18 074	358 955
Impôt sur les bénéfices	15	- 25 441	5 136	- 74 391
Bénéfice		84 726	27 500	333 090

Évolution des capitaux propres

Milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves et report à nouveau	Résultat net de l'exercice	Total des capitaux propres
Soldes au 31.12.1998 avant affectation	67 204 020	102 452	331 458	10 226	823 560	120 583	324 740	1 713 019
Dividende et affectation du résultat 1998				3 215	– 20 788	288 627 ⁽¹⁾	– 324 740	– 53 686
Prime de fusion Figeme et annulation du dividende versé pendant la période intercalaire			517		4 260			4 777
Augmentation de capital :								
• par levées d'options de souscription	627 950	1 256	7 968					9 224
• par exercice du plan d'épargne entreprise	4 700	9	164					173
• liée à la conversion du capital en euros		31 956				– 31 956		
Annulation d'actions par le Conseil du 1 ^{er} décembre 1999 sur autorisation de l'Assemblée générale du 2 juin 1999	– 6 109 718	– 12 219				– 271 456		– 283 675
Attribution gratuite d'actions (1 pour 10)	6 135 793	12 271				– 12 271		–
Résultat 1999							333 090	333 090
Soldes au 31.12.1999 avant affectation	67 862 745	135 725	340 107	13 441	802 772	97 787	333 090	1 722 922
Affectation du résultat 1999				132	251 298	81 660 ⁽²⁾	– 333 090	–
Dividende ordinaire						– 60 702		– 60 702
Augmentation de capital :								
• par levées d'options de souscription	43 000	86	526					612
• par exercice du plan d'épargne entreprise	5 200	11	197					208
Résultat 2000							27 500	27 500

(1) Le report à nouveau approuvé lors de l'Assemblée générale du 2 juin 1999 a été augmenté de 5 395 du fait de l'imputation d'avoirs fiscaux et crédits d'impôts sur le précompte mobilier afférent au dividende décidé par l'Assemblée.

(2) Le report à nouveau approuvé lors de l'Assemblée générale du 30 mai 2000 a été augmenté de 375 du fait du non-paiement du dividende aux 416 960 actions CGIP détenues par la compagnie à la date de mise en paiement de ce dividende, et de 9 591 du fait de l'imputation d'avoirs fiscaux et crédits d'impôts sur le précompte mobilier afférent au dividende décidé par l'Assemblée.

Évolution des capitaux propres

Milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves et report à nouveau	Résultat net de l'exercice	Total des capitaux propres
Soldes au 31.12.2000 avant affectation	67 910 945	135 822	340 830	13 573	1 054 070	118 745	27 500	1 690 540
Affectation du résultat 2000					- 270 042	297 542 ⁽³⁾	- 27 500	-
Dividende ordinaire						- 67 079		- 67 079
Acompte sur dividende (mis en paiement le 4 janvier 2002)						- 67 272		- 67 272
Distribution de bons d'acquisition d'actions CGEY						- 181 536		- 181 536
Précompte mobilier						- 35 404		- 35 404
Augmentation de capital :								
• par levées d'options de souscription	22 921	46	249					295
• par plan épargne entreprise (1 ^{re} tranche)	5 300	11	193					204
• par plan épargne entreprise (2 ^e tranche)	9 701	19	254					273
Annulation d'actions par le Conseil du 27 mars 2001 sur autorisation de l'Assemblée générale du 30 mai 2000	- 676 556	- 1 353		- 125		- 31 431		- 32 909
Résultat 2001							84 726	84 726
Soldes au 31.12.2001 avant affectation	67 272 311	134 545	341 526	13 448	784 028	33 565	84 726	1 391 838

(3) Le report à nouveau approuvé lors de l'Assemblée générale du 29 mai 2001 a été augmenté de 169 du fait du non-paiement des distributions attachées aux actions CGIP détenues par la compagnie à la date de mise en paiement, et de 14 424 du fait de l'imputation d'avoirs fiscaux et crédits d'impôts sur le précompte mobilier afférent aux distributions décidées par l'Assemblée.

Tableau des flux de trésorerie

Milliers d'euros	1999	2000	2001	Notes sur les éléments 2001
Flux d'exploitation				
Résultat net	333 090	27 500	84 726	
Élimination des résultats sur cession d'actifs immobilisés	- 284 153	25 039	- 124 059	
Élimination des amortissements et provisions	5 211	- 6 302	164 513	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'exploitation	9 963	- 2 179	151 697	
Flux net de trésorerie d'exploitation	64 111	44 058	276 877	
Flux d'investissement				
Décaissements sur :				
• acquisitions et souscriptions de participations	- 73 112	- 39 900	- 419 833	dont Trader.com - 96 077
• acquisitions d'immobilisations corporelles	- 193	- 1 067	- 221	Valeo - 227 645
• prêts consentis	- 5 914	- 22	- 4	Orange-Nassau - 96 077
Encaissements (en prix de vente) sur :				
• cessions de titres de participation	397 556	46 935	419 105	dont Trader.com 96 077
• cessions d'immobilisations corporelles	118	63	18	Cap Gemini 322 982
• cessions de prêts	56 856	-	-	
• prêts consentis	-	37	28	
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux investissements	82 763	- 78 365	25 763	
Flux net de trésorerie sur investissements	458 074	- 72 319	24 856	
Flux sur opérations financières				
Liés au capital :				
• augmentation de capital	9 399	820	773	
• rachat d'actions	- 283 676	- 39 492	- 35 433	Achat 1 091 000 actions CGIP
Dividendes versés aux actionnaires	- 53 685	- 60 701	- 67 079	
Acompte sur dividende 2001	-	-	- 67 272	
Distribution de bons d'acquisition d'actions CGEY	-	-	- 181 537	
Précompte mobilier versé	-	-	- 35 403	
Variation nette des emprunts et autres dettes financières	- 52 411	10 371	68 247	
Flux net de trésorerie sur opérations financières	- 380 373	- 89 002	- 317 704	
Variation de la trésorerie nette	141 812	- 117 263	- 15 971	
Trésorerie nette de début de période	108 901	250 713	133 450	
Trésorerie nette de fin de période	250 713	133 450	117 479	

Notes sur le bilan

Les comptes sont établis conformément au plan comptable général en privilégiant cependant le résultat financier comme agrégat principal de l'activité sociale dans la présentation du compte de résultat.

Les règles d'évaluation et méthodes de présentation utilisées sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Note 1

Titres de participation

Milliers d'euros	% Participation 31.12.2000	% Participation 31.12.2001	Montants nets 31.12.2000	Acquisitions	Cessions	Variation des provisions	Montants nets 31.12.2001
Filiales françaises							
Figemu	85,01	85,01	544 902	1		– 136 267	408 636
Gip S.A.	99,99	99,99	177 755				177 755
Sofiservice	99,99	99,99	135 088				135 088
Figema	99,99	99,99	33 901				33 901
Solfur	99,99	99,99	14 982				14 982
Filiales étrangères							
Orange-Nassau	100,00	100,00	142 243	96 077			238 320
Trief Corporation	63,83	63,83	72 931				72 931
Participations							
Cap Gemini Ernst & Young	12,22	8,93	728 600	34	198 969		529 665
Bureau Veritas	10,08	9,94	23 720				23 720
Valeo	–	6,77	–	227 645			227 645
Trader.com	–	–	–	96 077	96 077		–
Divers			212		6		206
			1 874 334	419 834	295 052	– 136 267	1 862 849

La valeur brute des titres de participations est évaluée au coût historique d'acquisition. Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat exceptionnel.

Chaque participation fait l'objet, en fin d'année, d'un examen comparatif de sa valeur nette comptable et de la quote-part qu'elle représente dans les capitaux propres, les résultats, les distributions et, s'il y a lieu, dans la capitalisation boursière moyenne de décembre, de la société concernée.

Sur la base de cet examen, la participation dans la société Figemu (dont l'actif est composé principalement d'actions Valeo) a été dépréciée.

Note 2

Autres titres immobilisés

En 2001, la Compagnie a acquis 1 091 000 actions CGIP conformément aux autorisations données par les Assemblées générales des 30 mai 2000 et 29 mai 2001. Compte tenu du nombre d'actions détenues au 01.01.2001 (831 960 actions), de l'annulation de 676 556 actions par décision du Conseil d'administration du 27.03.2001, de l'affectation de 209 170 actions au poste valeurs mobilières de placement (actions destinées à servir l'exercice d'options d'achat consenties), la Compagnie détient 1 037 234 actions pour un montant de 35 869 (prix unitaire moyen 34,58 euros) au 31 décembre 2001.

Notes sur le bilan

Note 3

Valeurs mobilières de placement

Milliers d'euros	31.12.2001		31.12.2000		31.12.1999	
	Valeur comptable nette	Valeur boursière	Valeur comptable nette	Valeur boursière	Valeur comptable nette	Valeur boursière
• 545 348 actions Société Générale	—	—	14 893	34 466	14 893	31 494
• Autres valeurs mobilières de placement	116 655	116 655	118 503	118 533	235 357	235 513
	116 655	116 655	133 396	152 999	250 250	267 007
• 209 170 actions CGIP ⁽¹⁾	7 258	7 844	—	—	—	—
	123 913	124 499	133 396	152 999	250 250	267 007

(1) Actions affectées à l'exercice des options d'achat d'actions consenties dans le cadre des programmes de stock-options.

Note 4

Provisions pour risques et charges

Milliers d'euros	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999
Provision pour pensions et obligations similaires	8 608	8 608	8 583
Impôts différés du fait du régime de l'intégration fiscale (voir note 14)	30 750	4 043	4 503
Risques et charges divers	2 367	460	1 501
	41 725	13 111	14 587

Analyse de la variation des provisions

Milliers d'euros	31.12.2000	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		31.12.2001
			utilisées	non utilisées	
Provision pour pensions et obligations similaires	8 608	23	23	—	8 608
Impôts différés (intégration fiscale)	4 043	29 433	1 858	868	30 750
Risques et charges divers	460	1 920	13		2 367
	13 111	31 376	1 894	868	41 725
Résultat d'exploitation		23	23		
Résultat financier		1 891			
Résultat exceptionnel		29 462	1 871	868	
		31 376	1 894	868	

Notes sur le bilan

Note 5

Dettes financières

Milliers d'euros	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999
Emprunt obligataire 5,70 % 1997-2002	306 707	306 707	306 707
Emprunt auprès des établissements de crédit	–	–	–
Dettes rattachées à des participations			
Sofiservice	19 831	21 393	11 432
Solfur	5 534	5 152	5 532
Gip S.A.	8 387	9 123	9 827
Figema	39 276	–	–
Figemu	31 939	1 546	–
Fimup	586	–	–
Autres	310	287	288
	105 863	37 501	27 079
Autres dettes financières	64	178	229
	412 634	344 386	334 015
Dont : à moins d'un an	410 825		
de 1 à 5 ans	–		
charges à payer	1 809		

Note 6

Autres dettes

Milliers d'euros	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999
Fournisseurs	803	1 821	1 107
Dettes fiscales et sociales	28 426	1 664	82 403
Acompte sur dividende CGIP	67 272	–	–
Bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young ⁽¹⁾	86 755	–	–
Autres	23 836	11 540	1 695
	207 092	15 025	85 205

(1) Le 29 mai 2001, CGIP a procédé à une attribution de bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young. Ces bons donnent droit, en cas d'exercice, à l'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young détenues par CGIP au prix de 143 euros, 10 bons permettant l'acquisition d'une action. Cette attribution a porté sur 67 240 889 bons (sous déduction de 5 009 bons correspondant aux 5 009 actions CGIP alors autodétenues à la date de détachement) valorisés à 2,70 euros le bon. Le 28 décembre 2001, CGIP a racheté 35 104 322 bons détenus par Marine-Wendel et les a annulés. Le solde au 31 décembre 2001 est égal à la valeur d'attribution de 32 131 558 bons.

Notes sur le bilan

Note 7

Instruments financiers (milliers d'euros)

Au 31 décembre 2001, le poste "Autres créances" comprend un montant de 5 094 correspondant aux primes versées sur options sur titres Cap Gemini Ernst & Young négociées par CGIP et regroupe l'achat de 400 000 puts européens exerçables le 21 mars 2002 au prix de 44,98 euros et l'achat de 1 000 000 calls européens exerçables le 31 mars 2003 au prix de 143 euros. La valeur de marché de ces options à la date de clôture s'établit à 4 028. Une provision d'un montant égal aux moins-values latentes a été constituée en fin d'exercice.

Au 31 décembre 2001, le poste "Autres dettes" comprend un montant de 18 505 correspondant :

- pour 16 148, à la prime reçue le 28 décembre 2001 de Marine-Wendel lors de la vente à celle-ci d'une option d'achat de 3 510 432 actions Cap Gemini Ernst & Young exerçable à tout moment et jusqu'au 31 mars 2003 au prix de 143 euros (voir notes 6 et 8) ;
- pour 2 357 à la valeur comptable de diverses opérations de vente de puts sur actions Cap Gemini. Ces options sont arrivées à échéance au cours du 1^{er} trimestre 2002 et n'ont pas été exercées.

Note 8

Engagements hors bilan

Milliers d'euros	31.12.2001	31.12.2000	31.12.1999
Engagements reçus	143 000	–	–
Engagements donnés	962 478	11 407	5 142

La Compagnie s'est engagée à céder 6 723 588 actions Cap Gemini Ernst & Young au prix de 143 euros l'action à tout moment et jusqu'au 31 mars 2003, dont 3 213 156 actions par exercice de 32 131 558 bons d'acquisition Cap Gemini Ernst & Young émis (10 bons permettant l'achat d'une action Cap Gemini Ernst & Young) et 3 510 432 actions par exercice de l'option consentie à Marine-Wendel.

Outre les engagements pris sur titres Cap Gemini Ernst & Young décrits ci-dessus, les engagements hors bilan au 31 décembre 2001 au titre des instruments financiers négociés encore en cours à la date du Conseil d'administration arrêtant les comptes, correspondent à l'achat de 1 000 000 d'actions Cap Gemini Ernst & Young pour un montant de 143 000.

Au 31 décembre 2001, la Compagnie a nanti certaines de ses valeurs mobilières de placement pour un montant de 1 005 au profit de la Société Générale, en garantie d'une autorisation de découvert accordée par cette banque à la société Sofu.

Notes sur le résultat

Note 9

Produits des titres de participation

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Dividendes reçus de :			
Orange-Nassau	24 000	17 000	15 429
Cap Gemini	17 897	15 189	14 652
Valeo	–	1 350	–
Bureau Veritas	1 742	1 277	1 414
Gip SA	7 576	7 576	3 109
Trief Corporation	4 787	3 830	1 899
Figemu	1 309	14 076	19 139
Sofiservice	4 873	5 133	5 156
Solfur	2 500	2 000	476
Figema	20 570	–	–
Divers	18	17	22
	85 272	67 448	61 296
<i>Dont acompte sur dividende :</i>			
Figemu	–	14 076	9 657
Sofiservice	–	2 599	1 689
Figema	20 570	–	–

Note 10

Autres produits et charges financières

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Produits			
Produits des valeurs mobilières de placement	1 169	914	1 809
Produits des créances de l'actif immobilisé	2	3	5 900
Produits des placements de trésorerie	25 055	6 160	6 047
Reprise de provisions	232	–	379
	26 458	7 077	14 135
<i>dont entreprises liées</i>	155	5	5 941
Charges			
Intérêts des obligations	17 379	17 379	17 379
Autres intérêts et charges assimilées	7 021	9 183	1 643
Dotation aux provisions	1 891	245	–
	26 291	26 807	19 022
<i>Dont entreprises liées</i>	1 811	1 359	923

Notes sur le résultat

Note 11

Produits d'exploitation

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Locations immobilières	417	406	396
Prestations facturées aux filiales	1 724	1 753	1 413
Autres produits	86	92	94
	2 227	2 251	1 903

Note 12

Rémunération et effectif

Le montant des rémunérations allouées par la Compagnie, au titre de l'exercice 2001, aux mandataires sociaux s'élève à 813 milliers d'euros.

Les jetons de présence versés aux administrateurs s'élèvent à 202 milliers d'euros en 2001 (contre 202 et 138 milliers d'euros respectivement en 2000 et 1999).

Effectif moyen

	2001	2000	1999
Cadres	16	14	14
Employés	19	20	20
	35	34	34

Note 13

Résultat courant après impôt

Milliers d'euros	2001	2000	1999
Résultat courant de l'exercice	71 211	40 438	48 526
Impôt théorique			
• taux	36,4 %	37,8 %	40,0 %
• montant	4 205	8 202	4 072
	75 416	48 640	52 598

L'économie d'impôt constatée sur le résultat courant résulte de l'imputation du déficit fiscal de CGIP sur les bénéfices imposables des sociétés membres du périmètre d'intégration dont la liste figure à la note 15.

Notes sur le résultat

Note 14

Résultat exceptionnel de l'exercice 2001

Milliers d'euros	Produits exceptionnels			Charges exceptionnelles			Soldes exercice 2001
	Opérations de gestion	Plus-values de cessions	Reprises de provisions	Opérations de gestion	Moins-values de cessions	Dotations aux provisions	
1. Cessions d'actifs							
Immobilisations corporelles							
• Terrains		10	813		4		819
• Autres immobilisations corporelles		5			6		- 1
Immobilisations financières							
• Actions Cap Gemini Ernst & Young		124 013					124 013
• Actions Figemu						136 267	- 136 267
• Actions CGIP					362		- 362
• Parts SCI les Sources du Val		42					42
• Autres immobilisations financières					1		- 1
2. Divers							
• Liés à l'intégration fiscale			2 726			29 433	- 26 707
• Sur annulation bons CGEY	78 634						78 634
• Autres	5		14	1 204		29	- 1 214
	78 639	124 070	3 553	1 204	373	165 729	38 956

Note 15

Impôt de l'exercice 2001

L'impôt s'analyse ainsi :

L'impôt s'analyse ainsi :			
Bases imposables aux taux de	33,33 %	19,00 %	
Au titre du résultat courant 2001	– 12 146	4 411	
Au titre du résultat exceptionnel 2001	77 067	– 12 213	
	64 921	– 7 802	
Impôt correspondant	21 638	–	21 638
+ contributions 6 % et 3,3 %			1 987
+ contributions 6 % et 3,3 % (sur précompte)			4 634
– déduction au titre des avoirs fiscaux			– 115
– incidence de l'intégration fiscale			– 2 703
Impôt comptabilisé au compte de résultat			25 441

La Compagnie a opté pour le régime fiscal des groupes de sociétés prévu aux articles 223 A à U du Code Général des Impôts. Les conventions d'intégration fiscale conclues entre la Compagnie et ses filiales prévoient que chaque société contribue à l'impôt du Groupe à raison de son résultat dans les mêmes conditions que celles qui auraient été applicables en l'absence d'intégration fiscale. Il en résulte pour CGIP une différence entre l'impôt exigible et celui qui serait dû en l'absence d'intégration fiscale. Cette réduction temporaire d'impôt exigible s'élève à 30 750 et a été portée en provision pour risques et charges (voir note 4).

Le périmètre d'intégration fiscale 2001 regroupe, outre la Compagnie qui en est la société mère, les sociétés : Sofi-service, Solfur, Gip S.A., Coba, Lormétal, Figema, Figemu, Fimep, FimaF, Wheelabrator Allevar, Samedia, Poudres et Grenailles Métalliques.

La comptabilisation de l'incidence fiscale des écarts existant dans le bilan de CGIP entre la valeur comptable de certains éléments et leur valeur fiscale entraînerait, si elle était effectuée, aux taux d'imposition en vigueur au 31 décembre 2001, la constatation d'une charge fiscale de 1 399.

Événements postérieurs à la clôture

Financement

Le 21 décembre 2001, CGIP a conclu un contrat de financement d'un montant de 900 millions d'euros auprès de BNP Paribas.

Une première tranche de 600 millions d'euros a été mise en place le 7 janvier 2002 pour le financement des opérations de restructuration. Les échéances de ce financement, adossé pour deux tiers à des actions Cap Gemini Ernst & Young et pour un tiers à des actions Valeo, sont réparties par tiers à 4 ans, 4 ans et demi et 5 ans. Les intérêts seront payés aux échéances et sont calculés pour la première période de 12 mois au taux de 3,7 % correspondant à l'Euribor 12 mois constaté à la date de mise en place du financement majoré de 0,345 %. CGIP conserve l'intégralité des dividendes attachés aux actions utilisées dans le cadre de cette opération.

Cette opération, qui transfère la propriété d'actions Cap Gemini Ernst & Young et Valeo à BNP Paribas, laisse à CGIP l'intégralité des plus ou moins-values liées à ces titres. CGIP pourra, à sa convenance, réaliser la valeur de tout ou partie de ces titres, soit aux dates d'échéance, soit par anticipation à tout moment de son choix, sans pénalité.

OPRA et OPAS

Le 7 janvier 2002, l'Assemblée générale extraordinaire de CGIP a approuvé le lancement d'une offre publique de rachat portant sur 6 000 000 d'actions CGIP. La réussite de cette offre, faite au prix de 44 euros par action, a conduit CGIP à racheter 6 000 000 actions sur les 19 008 331 actions apportées. Parallèlement, CGIP, utilisant l'autorisation donnée par la 8^e résolution de l'Assemblée générale du 29 mai 2001, a lancé une Offre Publique d'Achat Simplifiée portant sur 5 477 500 actions, le prix offert étant identique à celui de l'Offre Publique de Rachat d'Actions. Cette offre a conduit CGIP à racheter 5 477 500 actions parmi les 23 855 093 actions apportées.

Modification du capital social

Le Conseil d'administration du 1^{er} mars 2002, a réduit le capital social de 16 000 000 d'euros (8 000 000 actions), par annulation de 1 037 234 actions détenues par CGIP au 31.12.2001 et acquises dans le cadre des autorisations données par les Assemblées générales des 30 mai 2000 et 29 mai 2001, par annulation de 962 766 actions rachetées lors de l'Offre Publique d'Achat Simplifiée, et par annulation de 6 000 000 d'actions rachetées lors de l'Offre Publique de Rachat d'Actions.

Restructuration du Groupe

La réussite des offres de rachat d'actions de CGIP et de Marine-Wendel a permis aux conseils d'administration des deux sociétés réunis le 27 mars 2002 d'engager la dernière phase de la simplification des structures et de déterminer la parité de fusion fondée sur l'analyse multicritère : 1 action Marine-Wendel pour 1,9 action CGIP et de convoquer les Assemblées générales extraordinaires le 13 juin 2002 pour statuer sur la fusion absorption de CGIP par Marine-Wendel.

Dans un but de simplification des opérations d'échange des actions CGIP contre des actions Marine-Wendel, il sera proposé à l'Assemblée générale de la CGIP, l'attribution de 1 action gratuite CGIP pour 19 actions CGIP et, à celle de Marine-Wendel, la division de chaque action Marine-Wendel de nominal 8 euros en 2 actions de nominal 4 euros. Au terme de ces deux opérations, il sera procédé à l'échange de 1 action CGIP pour 1 action Marine-Wendel.

Inventaire du portefeuille

	Nombre de titres détenus par la Compagnie	Participation en %	Valeur d'inventaire (milliers d'euros)
Titres de participation			
Filiales (capital détenu à plus de 50 %)			
a) Françaises			
Figemu	17 655 249	85,01 %	544 903
Gip S.A.	5 827 493	99,99 %	177 755
Sofiservice	3 248 493	99,99 %	135 088
Figema	1 111 894	99,99 %	33 901
Solfur	124 994	99,99 %	14 982
b) Étrangères			
Orange-Nassau Groep	1 943 117	100,00 %	238 319
Trief Corporation	1 532	63,83 %	72 931
Participations (capital détenu à plus de 5 %)			
Cap Gemini Ernst & Young	11 184 452	8,93 %	529 665
Valeo	5 620 867	6,77 %	227 645
Bureau Veritas	1 384 800	9,94 %	23 720
Autres filiales et participations (dont la valeur d'inventaire est inférieure à 100 000 euros)			
Actions françaises			207
			1 999 116
Autres titres immobilisés			
CGIP	1 037 234	1,54 %	35 869
Safet Embamet	1 972	5,62 %	271
Autres actions françaises			34
			36 174

Résultat des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice 1997	Exercice 1998	Exercice 1999	Exercice 2000	Exercice 2001
1. Capital en fin d'exercice					
Capital social ⁽¹⁾	105 613	102 452	135 725	135 822	134 545
Nombre d'actions ordinaires existantes	76 205 184	73 924 422	67 862 745	67 910 945	67 272 311
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
– par conversion d'obligations	–	–	–	–	–
– par levée d'options	929 500	934 010	579 400	714 475	812 955
2. Opérations et résultat de l'exercice ⁽¹⁾					
Chiffre d'affaires hors taxes	3 517	2 219	1 903	2 251	2 227
Revenus des titres de participation	50 280	55 852	61 296	67 448	85 272
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	245 860	317 566	412 256	15 846	274 447
Impôts sur les bénéfices	48 670	6 661	74 392	– 5 136	25 441
Résultat net	249 911	324 740	333 090	27 500	84 726
Résultat distribué	44 357	53 685	61 076	67 911	126 544
dont acompte sur dividende	–	–	–	–	67 272 ⁽²⁾
3. Résultat par action (en euros)					
Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	2,59	4,21	4,98	0,31	3,70
Résultat net	3,28	4,39	4,91	0,41	1,26
Dividende net	0,58	0,73	0,90	1,00	2,00
dont acompte sur dividende	–	–	–	–	1,00
4. Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	35	33	34	34	35
Montant de la masse salariale de l'exercice ⁽¹⁾	2 698	2 786	2 959	2 740	3 362
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) ⁽¹⁾	1 567	1 313	1 433	1 196	1 332

(1) En milliers d'euros.

(2) Y compris l'auto-détention.

Filiales et participations

au 31 décembre 2001

Milliers d'euros	Capital	Autres capitaux propres (résultat inclus)	% du capital détenu	Valeurs brutes comptables des titres détenus
Renseignements détaillés				
(sur les filiales et participations dont la valeur nette comptable est supérieure à 1 % du capital social de CGIP)				
Filiales				
(50 % au moins du capital détenu)				
Françaises				
Figemu	332 280	148 412	85,01 %	544 903
Gip S.A.	93 240	126 074	99,99 %	177 755
Sofiservice	51 976	91 532	99,99 %	135 088
Figema	17 790	16 083	99,99 %	33 901
Solfur	2 000	15 649	99,99 %	14 982
Étrangères				
Orange-Nassau Groep	8 817	265 366	100,00 %	238 319
Trief Corporation	60 000	240 154	63,83 %	72 931
Participations				
(5 % à 50 % du capital détenu)				
Cap Gemini Ernst & Young	1 002 000	3 301 000	8,93 %	529 665
Valeo	249 000	2 013 000	6,77 %	227 645
Bureau Veritas	16 721	228 479	9,94 %	23 720
Renseignements globaux				
Filiales françaises				207
Filiales étrangères				—
Participations françaises				—
Participations étrangères				—

Valeurs nettes comptables des titres détenus	Cautions données et prêts consentis par CGIP	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés par CGIP au cours de l'exercice
408 636	–	–	– 160 784	1 309
177 755	–	875	6 296	7 576
135 088	–	–	– 18 905	4 873
33 901	–	–	20 696	20 570
14 982	–	–	2 934	2 500
238 319	–	155 421	51 428	24 000
72 931	–	–	172 101	4 787
529 665	–	8 416 000	152 101	17 897
227 645	–	10 234 000	– 591 000	–
23 720	–	1 011 600	61 900	1 742

Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2001)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires
de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (CGIP),

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2001, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la CGIP, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense,
le 28 mars 2002

Les Commissaires aux comptes

BARBIER FRINAULT & ASSOCIÉS
Michel Léger

BEFEC-PRICE WATERHOUSE
Membre de PricewaterhouseCoopers
Daniel Chauveau

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Mesdames, Messieurs les Actionnaires
de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (CGIP),

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Avec la société Marine-Wendel

– Préalablement à la fusion Marine-Wendel – CGIP, votre société a initié deux offres publiques visant à racheter ses propres titres. Le financement de ces opérations supposait que votre société ait la libre disposition du plus grand nombre d'actions Cap Gemini. Or 6 724 088 actions Cap Gemini étaient séquestrées auprès de Lazard Frères Banque. Votre société a donc sollicité de Marine-Wendel qu'elle renonce définitivement à l'exercice des bons qu'elle détenait (35 104 322) de sorte que Lazard Frères Banque puisse libérer

entre les mains de votre société les actions Cap Gemini sous-jacentes aux bons dont le droit d'exercice aura été abandonné. Cet abandon a été matérialisé par la cession de bons à votre société pour un montant de 0,46 euros par bon correspondant au cours coté du bon le 28 décembre 2001.

- En contrepartie, votre société a consenti à Marine-Wendel une promesse de vente de 3 510 432 actions Cap Gemini, au prix de 143 euros par action, moyennant le paiement par Marine-Wendel d'un montant égal au prix de cession des bons. Cette promesse peut être exercée sur tout ou partie des actions, en une seule fois, à tout moment à compter du 31 décembre 2001 et jusqu'au 31 mars 2003 inclus.

Ces deux conventions (cession des bons et conclusion d'une promesse de vente) ont été approuvées par le Conseil d'administration de votre société le 27 novembre 2001.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que la convention suivante, approuvée au cours d'un exercice antérieur, a été résiliée au cours du dernier exercice.

Avec la société Marine-Wendel

Votre société avait conclu un contrat avec la société Marine-Wendel le 15 mars 1989, par lequel cette dernière assurait à votre société une assistance pour la gestion de son patrimoine immobilier parisien. Cette convention a été résiliée avec effet au 1^{er} janvier 2001, résiliation approuvée par le Conseil d'administration de votre société du 25 janvier 2001.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense,
le 28 mars 2002

Les Commissaires aux comptes

BARBIER FRINAULT & ASSOCIÉS
Michel Léger

BEFEC-PRICE WATERHOUSE
Daniel Chauveau

Résolutions

A - Résolutions à caractère ordinaire

Première résolution

(Approbation des comptes de l'exercice 2001)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,

– connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration,

– après avoir entendu la lecture du rapport général des Commissaires aux comptes,

approuve les comptes annuels de l'exercice 2001 de la CGIP, tels qu'ils lui ont été présentés par le Conseil d'administration, qui se soldent par un bénéfice de 84 725 531,37 euros.

Deuxième résolution

(Affectation du bénéfice – Dividende)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,

– sur la proposition du Conseil d'administration :

1. décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2001 qui s'élève à 84 725 531,37 euros et le report à nouveau de 81 562 002,74 euros qui forment un bénéfice distribuable de 166 287 534,11 euros

de la manière suivante :

- à la réserve spéciale des plus-values à long terme, un montant de 16 205 747,41 euros
 - au report à nouveau, un montant de 24 783 568,70 euros
 - aux actionnaires, un montant de 125 298 218,00 euros
- afin de servir un dividende net de 2 euros par action existant le 31 décembre 2001 et non annulée depuis cette date, sous déduction de l'acompte de 1 euro mis en paiement le 4 janvier 2002 ;

2. décide que le dividende sera mis en paiement le 14 juin 2002, date du détachement ;

3. considérant que :

- les 4 723 904 actions CGIP autodétenues ne peuvent pas ouvrir droit à ce dividende,
 - les 31 904 322 actions CGIP détenues par Marine-Wendel n'étant pas échangées dans le cadre de la fusion-renonciation, le dividende attaché à ces actions, sous réserve de l'approbation de la fusion, ne sera pas mis en paiement,
- décide que les montants correspondants non mis en paiement seront affectés au report à nouveau ;

4. donne acte au Conseil d'administration du rappel des distributions qui ont été effectuées au titre des trois derniers exercices clos, lesquelles forment, avec le dividende qui vient d'être décidé au titre de l'exercice 2001, l'ensemble résumé dans le tableau ci-dessous :

Exercice social	Nombre d'actions à la fin de l'exercice social	Dividende net par action		Avoir fiscal par action (b)		Revenu global par action	
		FRF	€ ^(c)	FRF	€ ^(c)	FRF	€ ^(c)
1998	67 204 020 ^(a)	5,24	0,8	2,62	0,4	7,86	1,2
1999	67 862 745	–	0,9	–	0,45	–	1,35
2000	67 234 389 ^(d)	–	1	–	0,5	–	1,5
2001	59 272 311 ^(e)	–	2	–	1	–	3

(a) Après la division par dix du nominal des actions, qui est intervenue avec effet du 12 octobre 1998.

(b) Le taux de l'avoir fiscal est de 50 % du dividende net (toutefois, dans le cas où le bénéficiaire est une personne morale ne bénéficiant pas du régime fiscal dit des "sociétés-mères", le taux de l'avoir fiscal est de 15 %).

(c) Les montants en euros sont donnés pour information, après arrondi, pour 1998 : le dividende au titre de cet exercice ayant été voté en francs.

(d) Après l'annulation de 676 556 actions le 27 mars 2001.

(e) Après l'annulation de 8 000 000 actions le 1^{er} mars 2002.

Troisième résolution

(Conventions réglementées)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve les conventions et opérations intervenues en 2001, qui sont mentionnées dans ce rapport.

Quatrième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2001)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,

- connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe, intégré dans le rapport de gestion,
- après avoir entendu la lecture du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la CGIP pour l'exercice 2001, tels qu'ils lui ont été présentés.

Cinquième résolution

(Pouvoirs pour les formalités légales)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal qui constatera le vote de ces résolutions, pour procéder à toutes formalités prévues par la loi ou les règlements afin d'assurer l'exécution des résolutions précitées.

Complément d'information

Sommaire

Renseignements de caractère général concernant CGIP

88

Renseignements concernant le capital

90

Intérêt des dirigeants dans le capital

97

Organes d'administration et de direction

102

Responsable du document de référence et
responsable du contrôle des comptes

105

Table de correspondance

107

Renseignements de caractère général concernant CGIP

Renseignements de caractère général

Dénomination sociale :

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INDUSTRIE ET DE PARTICIPATIONS ou, par abréviation, "CGIP"

Siège social :

89, rue Taitbout - 75009 Paris

Forme juridique :

Société anonyme régie par le Code de commerce

Législation :

Française

Constitution - durée :

La société a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés le 1^{er} mars 1974. Sauf prorogation ou dissolution, elle prendra fin le 1^{er} mars 2073.

Objet social : (article 3 des statuts)

La société a pour objet, en tous pays, directement ou indirectement :

Toutes participations dans les affaires industrielles, commerciales et financières de toute nature et ce, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, fusions, alliances, associations ou autrement ; toutes opérations d'aliénation, d'échange ou autres, concernant lesdits titres, droits sociaux et participations ;

L'achat, la location et l'exploitation de tous matériels ;

L'obtention, l'acquisition, la vente, l'exploitation de tous procédés, brevets ou licences de brevets ;

L'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'échange de tous immeubles ou droits immobiliers ;

Et, généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou à toutes autres activités similaires ou connexes.

Registre du Commerce et des Sociétés :

308 389 519 RCS PARIS

Lieu où peuvent être consultés les documents relatifs à la Société :

Les documents, sur lesquels s'exerce le droit de communication des actionnaires, dans les conditions prévues par la loi, de la Société, et en particulier les statuts, procès-verbaux des Assemblées générales et les rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social.

Exercice social :

L'exercice social, d'une durée d'un an, commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Répartition des bénéfices : (article 23 des statuts)

Sur le bénéfice de l'exercice diminué le cas échéant du report déficitaire antérieur, il est prélevé cinq pour cent au moins pour être affectés à la réserve légale pour autant que celle-ci n'atteigne pas le dixième du capital social, ainsi que, le cas échéant, tout montant à porter en réserve en application de la loi.

L'excédent disponible, augmenté s'il y en a du report bénéficiaire antérieur, constitue le bénéfice distribuable. Sur ce bénéfice, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, a le droit de prélever toutes sommes qu'elle juge convenable de fixer pour être affectées à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, au report à nouveau, ou à l'amortissement du capital.

Le solde est réparti entre les actionnaires, sous la forme de dividendes.

Sous réserve que l'intégralité du bénéfice distribuable ait été répartie sous la forme de dividendes, l'Assemblée générale ordinaire peut, sur la proposition du Conseil d'administration, décider la répartition de toutes sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. Elle peut aussi décider la répartition de toutes sommes prélevées sur les primes d'émissions, d'apport ou de fusion.

Renseignements de caractère général concernant CGIP

La mise en paiement des dividendes a lieu à la date fixée par l'Assemblée générale, ou, à défaut, par le Conseil d'administration. L'Assemblée générale, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution - ou des acomptes sur dividende - une option entre le paiement du dividende - ou de l'acompte - en numéraire ou en actions de la Société.

Renseignements relatifs aux Assemblées générales : (article 21 des statuts)

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Tout actionnaire peut participer aux Assemblées générales, personnellement ou par mandataire, ou y exercer le vote par correspondance, à la condition de justifier de son identité et de la propriété de ses actions sous la forme et aux lieux indiqués par l'avis de convocation, au plus tard cinq jours avant la date de la réunion de l'Assemblée générale ; le tout conformément à la loi.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Toutefois, un droit de vote double est conféré par les statuts dans les conditions ci-après indiquées.

Conditions d'acquisition de droit de vote double : (article 21 des statuts, introduit par l'Assemblée générale extraordinaire du 11 juillet 1984)

Le droit de vote double est acquis aux actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves,

bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double bénéficie, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il jouit de ce droit. Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double ; néanmoins, le transfert, par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas les délais ci-dessus visés. Ce même droit de vote double peut, en outre, être supprimé à toute époque par une décision de l'Assemblée générale extraordinaire, sans qu'il y ait lieu à réunion d'une assemblée spéciale des actionnaires qui en seraient investis.

Seuils statutaires devant être déclarés à la Société : (article 11 des statuts, introduit par l'Assemblée générale extraordinaire du 20 juin 1991)

Toute personne, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir un nombre d'actions ou de droits de vote représentant plus de 2 % du capital social ou des droits de vote, selon le cas, est tenue d'en informer la Société dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de ce seuil.

Le non-respect de cette obligation est sanctionné conformément à la loi, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale, d'un ou de plusieurs actionnaires détenant au moins 5 % du capital social. La même obligation d'information existe quand le nombre d'actions ou de droits de vote détenus devient inférieur à ce seuil de 2 %.

Renseignements de caractère général concernant le capital

Montant du capital :

Au 31 mars 2002, le capital social était de 652 422 287 euros, divisé en 59 311 117 actions de 11 euros nominal, dont 38 806 actions qui proviennent de la levée d'options constatée par les Conseils d'administration de mars 2002 et cotées sur une ligne différente jusqu'au paiement du dividende relatif à l'exercice 2001.

Ces actions sont toutes de même catégorie et entièrement libérées. Les actions sont soit nominatives, soit au porteur, au choix de l'actionnaire.

Autorisations financières existantes (en euros) :

À la date d'enregistrement du document de référence, il existe les autorisations financières suivantes :

Autorisations		Nature de l'émission autorisée	Montant autorisé par catégorie	Plafonds généraux
Date de l'AG	Date d'échéance		Ou montant utilisable en euros	En cas de cumul
03.06.1998	03.06.2003	Émissions réservées d'actions Plan d'épargne entreprise	19 286	
29.05.2001	29.07.2003	A. CAPITAL SOCIAL Incorporation de réserves	466 199 947	Capital social 2 000 000 000
29.05.2001	29.07.2003	Émissions de valeurs mobilières • avec droit préférentiel de souscription • sans droit préférentiel de souscription	500 000 000 500 000 000	(montant nominal ne pouvant pas être dépassé ni immédiatement ni à terme)
29.05.2001	29.07.2003	B. VALEURS MOBILIÈRES Donnant accès à terme au capital (valeurs mobilières composées)	Montant d'endettement maximum 1 500 000 000	Valeurs mobilières 2 000 000 000 (montant d'endettement par valeurs mobilières ne pouvant être dépassé à aucun moment, et ce compris l'emprunt obligataire en cours)
29.05.2001	29.07.2003	C. VALEURS MOBILIÈRES Ne donnant pas accès à terme au capital (obligations simples)	Montant d'endettement maximum 1 500 000 000	

Renseignements de caractère général concernant le capital

Autorisations financières utilisées et montants disponibles à la date d'enregistrement :

L'Assemblée générale du 2 juin 1998 avait approuvé le renouvellement du Plan d'épargne entreprise et autorisé le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, jusqu'en juin 2003, à des émissions d'actions réservées aux salariés de Marine-Wendel, de CGIP et de quatre sociétés du Groupe pour un montant maximum de 500 000 francs.

À fin mars 2002, après réalisation en juin et septembre 2001 de deux augmentations de capital d'un total de 30 002 euros, le montant restant disponible au titre de cette autorisation est de 19 286 euros.

L'Assemblée générale du 29 mai 2001 avait délégué au Conseil d'administration les pouvoirs pour augmenter le capital social par incorporation de réserve. Faisant usage de cette autorisation, CGIP a augmenté le capital social de 533 800 053 euros pour le porter à 652 422 287 euros ; cette augmentation de capital résulte du prélèvement de 533 800 053 euros sur la réserve spéciale des plus-values à long terme. À fin mars 2002, le montant disponible au titre de cette autorisation est de 466 199 947 euros.

Programme de rachat d'actions :

L'Assemblée générale du 28 mai 2001 avait autorisé le Conseil d'administration à faire racheter des actions de la Société. La mise en œuvre du précédent programme est présentée dans le chapitre Questions diverses.

Actions détenues par la Société dans le cadre des autorisations précédentes :

Le 31 mars 2002, CGIP détenait 4 723 904 actions de sa société.

Titres donnant accès au capital et titres non représentatifs du capital :

Il n'existe pas de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Compagnie, obligations convertibles, échangeables et/ou remboursables en titres - donnant ou pouvant donner accès au capital.

Il n'existe pas de titres non représentatifs du capital tels que, notamment, des parts de fondateur ou certificats de droits de vote.

Renseignements de caractère général concernant le capital

Tableau de l'évolution du capital depuis cinq ans :

Date de variation du capital	Nature de l'opération	Nombre d'actions émises de nominal 100 F ramené à 10 F puis 2 € puis 11 €	Prix d'émission ou de rachat	Montant du capital social
29/01/1997	Levée d'options	6 100	765	647 697 400
29/01/1997	Conversion d'obligations	268	1 400	647 724 200
25/09/1997	Levée d'options	11 350	765 et 1 245 966 et 1 086	648 859 200
25/09/1997	Conversion d'obligations	66 106	1 400	655 469 800
25/09/1997	Conversion d'obligations	372 036	1 350	692 673 400
25/09/1997	Émission d'actions réservées aux salariés	510	1 377	692 724 400
28/01/1998	Levée d'options	500	765	692 774 400
28/07/1998	Réduction du capital par rachat d'actions	– 219 650	3 100	670 809 400
28/07/1998	Levée d'options	8 600	765 et 966	671 669 400
28/07/1998	Émission d'actions réservées aux salariés	468	2 406	671 716 200
23/09/1998	Division du nominal de l'action par 10 soit (10 F)			
20/01/1999	Levée d'options	32 400	108,60	672 040 200
20/01/1999	Conversion du capital social et du nominal en euros	(divisé en 67 204 020 actions de 2 € nominal)		134 408 040 €
29/09/1999	Levée d'options	250 600	13,95 € et 16,55 €	134 909 240 €
	Émission d'actions réservées aux salariés	4 700	36,90 €	134 918 640 €
	Régularisation d'une conversion d'obligations	30		134 918 700 €
	Levée d'options	8 000	16,55 €	134 934 700 €
01/12/1999	Réduction du capital par annulation d'actions rachetées	– 6 109 718		122 715 264 €
	Émission d'actions gratuites	6 135 763		134 986 790 €
03/02/2000	Levée d'options	369 350	12,68 €, 13,92 € et 15,05 €	135 725 490 €
20/07/2000	Levée d'options	2 700	15,05 €	
	Émission d'actions réservées aux salariés	5 200	39,90 €	135 741 290 €
25/01/2001	Levée d'options	40 300	15,05 €, 13,92 € et 13,39 €	135 821 890 €
27/03/2001	Levée d'options	6 500	12,68 €	135 834 890 €
	Réduction du capital par annulation d'actions rachetées	– 676 556		134 481 778 €
19/07/2001	Émission d'actions réservées aux salariés	5 300	38,40 €	134 492 378 €
25/09/2001	Émission d'actions réservées aux salariés	9 701	28,20 €	134 511 780 €
	Levée d'options	2 500	12,97 €	134 516 780 €
07/01/2002	Levée d'options	13 921	12,97 €	134 544 622 €
01/03/2002	Réduction de capital suite à l'OPRA	– 6 000 000	44,00 €	122 544 622 €
	Réduction de capital par annulation d'actions rachetées	– 2 000 000	41,11 €	118 544 622 €
	Levée d'options	36 998	11,81 € 12,97 €	118 618 618 €
27/03/2002	Levée d'options	1 808	12,97 €	118 622 234 €
27/03/2002	Augmentation de capital par élévation du nominal à 11 €			652 422 287 €

Répartition du capital et des droits de vote

Répartition actuelle du capital et des droits de vote :

Au 31 mars 2002, le capital social était composé de 59 311 117 actions auxquelles étaient attachés 88 175 700 droits de vote.

Nombre d'actionnaires :

Au 31 mars 2002, le nombre d'actionnaires s'élevait à plus de 36 000.

À la connaissance de la Société, les principaux actionnaires à cette date étaient les suivants :

	% du capital	% des droits de vote
Marine-Wendel ⁽¹⁾	53,9	72,5
UBS A.G.	7,6	5,1
Salariés	0,1	0,1
Public	30,4	22,3
CGIP	8,0	—

(1) Y compris la détention de Simfor, filiale à 100 % de Marine-Wendel.

- Aucun autre actionnaire ne détient plus de 5 % du capital ou des droits de vote de la Société.
- À la connaissance de la Société, il n'existe pas de pacte d'actionnaires.
- À la connaissance de la Société, les administrateurs détiennent 277 092 actions de la Société.
- Autocontrôle :

Aucune filiale contrôlée directement ou indirectement à plus de 50 % ne détient d'actions de la Société.

Les salariés du Groupe détiennent directement 56 354 actions (0,10 % du capital) dans le cadre du Plan d'épargne d'entreprise.

Description de l'actionnaire de référence :

La société Marine-Wendel, société anonyme inscrite au Premier Marché de la Bourse de Paris est une société holding dont la participation de 53,9 % dans le capital de CGIP représente environ 90 % des actifs.

Elle a elle-même pour actionnaire la société en nom collectif Wendel-Participations dont la participation dans Marine-Wendel (54,9 % du capital et 75,0 % des droits de vote, pourcentages incluant la détention directe de SLPS et de Sogeval) est le seul actif et dont les deux principaux associés sont la Société de Gérance de Valeurs Mobilières (Sogeval) qui détient 62,4 % des parts et la Société Lorraine de Participations Sidérurgiques qui en détient 24,1 %,

ces deux sociétés ayant pour actionnaires environ 600 personnes physiques (famille Wendel).

Modifications significatives intervenues dans la répartition du capital au cours des trois derniers exercices :

Le 3 février 1999, la société Nomura International a déclaré au CMF et à la Société avoir franchi en hausse le seuil de 5 % du capital de CGIP et détenir 3 386 503 actions et droits de vote de cette dernière, représentant 5,04 % du capital.

Le 18 mai 1999, la société Templeton Global Investors a déclaré à la société détenir 2 810 549 actions et droits de vote de CGIP représentant 4,18 % du capital.

Le 21 mai 1999, la société Nomura International a déclaré au CMF et à la Société avoir franchi à la baisse le seuil de 5 % du capital de CGIP, consécutivement à l'exercice d'options de souscription d'actions constaté par CGIP, et détenir 3 360 205 actions et droits de vote de cette dernière, représentant 4,99 % du capital et 3,32 % des 100 931 438 droits de vote existants.

Le 3 juin 1999, suite à une opération de reclassement interne, les titres précédemment détenus par Warbug Dillon Read ont été cédés à Warburg Dillon Read Securities Ltd. (WDR).

Le 17 août 1999, la société WDR a déclaré au CMF et à la Société que, consécutivement à l'offre

Répartition du capital et des droits de vote

publique d'échange simplifiée réalisée par CGIP sur ses propres actions, elle avait franchi à la baisse le seuil de 10 % du capital et détenait 5 566 327 actions et droits de vote de cette dernière, représentant 8,25 % du capital et 5,85 % des 95 193 646 droits de vote existants.

Le 9 novembre 1999, la société Nomura International a déclaré à la Société avoir franchi à la baisse le seuil de 2 % du capital de la Société et détenir 1 176 286 actions et droits de vote de la Société, représentant 1,74 % du capital de cette dernière.

Le 23 décembre 1999, la société Marine-Wendel a déclaré au CMF et à la Société que, consécutivement à la réduction du capital de CGIP par annulation de 6 109 718 actions (décision du Conseil d'administration du 1^{er} décembre 1999), elle avait franchi en hausse le seuil de 50 % du capital de la Société et détenait 52,10 % du capital et 67,42 % des 104 270 037 droits de vote existants après l'émission par la Société de 6 135 763 actions nouvelles attribuées gratuitement aux actionnaires (à raison d'une action nouvelle pour 10 actions anciennes).

La société Marine-Wendel a, par ailleurs, rappelé que l'accroissement de sa participation dans CGIP, comprise entre le tiers et la moitié, de plus de 2 %, a fait l'objet d'une dérogation à l'obligation de

déposer un projet d'offre publique en date du 8 juillet 1999.

Le 23 août 2000, Templeton Global Investors a déclaré à la Société avoir franchi à la baisse le seuil de 2 % du capital de la Société et détenir 1 291 920 actions.

Le 2 août 2001, UBS A.G. a déclaré à la Société qu'elle détenait à la date du 31 juillet 6 284 401 titres soit 9,35 % du capital et 6,01 % des droits de vote.

Le 26 septembre 2001, UBS A.G. a déclaré à la Société qu'elle détenait à la date du 20 septembre 6 794 129 titres soit 10,10 % du capital et 6,55 % des droits de vote et :

- qu'elle a l'intention de poursuivre ses achats d'actions CGIP en fonction des conditions de marché ;
- qu'elle n'a pas actuellement l'intention d'acquérir le contrôle de CGIP ;
- qu'elle n'a pas actuellement l'intention de demander un poste d'administrateur au Conseil d'administration de CGIP ;
- qu'elle agit seule.

Le 13 février 2002, UBS A.G. a déclaré à la Société qu'elle détenait à la date du 11 février 5 444 037 titres soit 8,09 % du capital et 5,21 % de droits de vote.

Le 6 mars 2002, UBS A.G. a déclaré à la Société qu'elle détenait à la date du 1^{er} mars 4 521 164 titres soit 8,09 % du capital et 5,21 % des droits de vote.

Sur la base des dernières déclarations reçues, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

	31.12.2001		31.12.2000		31.12.1999		31.12.1998	
	Capital %	Droits vote %	Capital %	Droits vote %	Capital %	Droits vote %	Capital %	Droits vote %
Marine-Wendel	52,3	68,2	51,8	67,8	51,8	67,2	47,5	63,4
UBS A.G.	10,1	6,6	9,0	5,9	9,0	5,9	10,1	6,7
Templeton Global Investors	–	–	1,9	1,3	4,6	3,0	2,1	1,4
Nomura International	–	–	–	–	1,9	1,2	2,9	2,0
CGIP	1,9	–	1,2	–	0,0	–	–	–
Salariés	0,1	0,1	0,1	ε	0,1	ε	0,1	ε
Public	35,6	25,1	36,0	25,0	32,6	22,7	37,3	26,5

Marché du titre

Marché de l'action CGIP :

L'action CGIP est cotée à la Bourse de Paris, au Premier Marché.

59 311 117 actions sont admises à la cote.

Les données présentées dans le tableau ci-dessous

sont ajustées sur l'ensemble de la période afin de prendre en compte l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix anciennes intervenue en décembre 1999.

Évolution du cours de l'action CGIP (ajusté et en euros) :

	Nombre de titres traités par jour	Capitaux échangés en moyenne par jour (milliers d'euros)	Cours extrêmes (euros)	
			Plus haut	Plus bas
1999				
Janvier	84 642	4 274,4	54,45	39,18
Février	27 772	1 475,6	53,55	42,73
Mars	37 538	1 746,1	46,32	39,55
Avril	49 186	2 340,0	45,00	41,32
Mai	102 021	4 665,0	44,09	40,45
Juin	56 832	2 637,3	46,18	40,91
Juillet	97 969	5 064,3	50,27	42,91
Août	38 824	1 826,4	44,18	41,00
Septembre	66 352	3 126,4	47,27	39,32
Octobre	49 249	2 161,0	41,72	37,64
Novembre	96 312	4 376,7	45,45	38,05
Décembre	185 379	10 445,5	65,00	43,27
2000				
Janvier	256 405	17 242,4	76,05	52,00
Février	145 976	9 978,1	74,80	58,95
Mars	126 885	8 810,4	80,00	57,30
Avril	182 982	9 255,6	61,00	45,40
Mai	144 597	7 062,7	55,10	42,61
Juin	117 502	5 652,9	52,50	43,81
Juillet	68 372	3 255,0	50,75	44,31
Août	116 995	5 727,0	53,45	45,20
Septembre	86 873	4 551,9	56,90	45,00
Octobre	46 567	2 256,8	52,55	45,20
Novembre	123 782	6 340,5	53,55	46,56
Décembre	58 545	3 092,1	57,00	48,10
2001				
Janvier	67 590	3 749,1	60,00	45,61
Février	140 186	8 495,5	64,70	57,75
Mars	98 115	5 355,9	61,90	46,40
Avril	62 314	2 851,1	49,49	41,00
Mai	71 019	3 343,2	50,25	43,30
Juin	128 269	4 715,4	47,50	31,50
Juillet	125 659	4 288,7	36,09	32,21
Août	49 502	1 787,3	37,59	34,20
Septembre	85 913	2 437,4	34,64	22,70
Octobre	61 592	1 787,4	32,87	25,70
Novembre	139 361	4 852,9	37,32	29,87
Décembre	160 134	5 803,0	38,90	34,32
2002				
Janvier	115 891	4 405,0	40,00	36,12
Février	17 096	643,5	41,00	35,11
Mars	100 876	3 682,4	38,30	34,80

Dividendes

Dividendes (ajustés et en euros)

Exercice	Distribution (M€)	Nombre d'actions	Dividende net	Revenu par action Avoir fiscal	Revenu global
1997	44,4	76 205 184	0,58	0,29	0,87
1998	53,7	73 924 422	0,73	0,36	1,09
1999	61,1	67 862 745	0,90	0,45	1,35
2000	67,2	67 234 389	1,00	0,50	1,50
2001*	66,0	66 025 907	1,00	0,50	1,50
2001*	59,3	59 272 311	1,00	0,50	1,50

* Dividende de 2 euros par action dont 1 euro mis en paiement le 4 janvier 2002 et 1 euro le 14 juin 2002.

Délai de prescription des dividendes

Les dividendes se prescrivent dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement. Passé ce délai, ils sont versés au Trésor.

Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur

Le montant global des rémunérations versées à chaque mandataire social est indiqué dans le chapitre Gouvernement d'entreprise.

Les mandataires sociaux et les cadres de direction détiennent des options de souscription ou d'achat d'actions CGIP ou d'actions Wheelabrator Allevard.

Options de souscription ou d'achat d'actions CGIP

À fin décembre 2001, les mandataires sociaux et cadres de direction disposaient d'options leur permettant d'acheter ou de souscrire 1 022 125 actions CGIP.

Intérêts des dirigeants dans le capital

Les tableaux suivants reprennent :

- les variations intervenues au cours de l'exercice 2001 ;
- plan par plan, le nombre des actions attribuées, souscrites en 2001 et restant à souscrire à fin 2001.

Tableau récapitulatif des variations intervenues au cours de 2001

Options en cours de validité au 1 ^{er} janvier 2001	719 475
Ajustement lié à la distribution des bons CGEY	52 678
Options exercées	– 22 921
Options devenues caduques	– 5 907
Options attribuées par le Comité des Rémunérations	278 800
Options en cours de validité au 31 décembre 2001	1 022 125

Les tableaux suivants reprennent :

Options de souscription ou d'achat portant sur les actions CGIP

	Plan n° 2		Plan n° 3			Plan n° 4		Plan n° 5			Total
Date Assemblée générale	2 juin 1993		4 juin 1996			2 juin 1999		30 mai 2000			
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	551 958		569 615			356 903		675 370			
Date du Conseil d'administration	22/07/1994	25/07/1995	05/12/1996	03/06/1998	02/06/1999	02/06/1999	30/05/2000	20/07/2000	19/07/2001	25/09/2001	
Options attribuées	352 000	199 958	275 189	140 277	154 149	163 596	193 307	5 370	203 800	75 000	1 762 646
Nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées par les membres du Comité exécutif	233 200	144 719	180 519	96 269	94 494	112 210	135 420	–	148 000	75 000	1 219 858
Nombre de membres concernés	6	3	7	7	8	8	9	0	7	1	
Date de départ de l'exercice des options	22/07/1997	25/07/1998	05/12/1999	03/06/2001	02/06/2002	02/06/2002	30/05/2003	20/07/2000	19/07/2002	25/09/2002	
Date d'expiration des options	21/07/2002	24/07/2003	04/12/2004	02/06/2006	01/06/2007	01/06/2009	29/05/2010	19/07/2010	18/07/2011	24/09/2011	
Prix de souscription en euros par action	15,05 €	11,81 €	12,97 €	36,88 €	39,05 €	39,05 €	46,56 €	46,56 €	35,10 €	30,00 €	
Rabais	5 %	20 %	20 %	5 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	
Nombre d'actions souscrites au 31.12.2001	352 000	171 500	217 021	–	–	–	–	–	–	–	740 521
dont Comité exécutif	233 200	132 000	162 800	–	–	–	–	–	–	–	528 000
Nombre d'options restant à souscrire ou acheter au 31.12.2001	0	28 458	58 168	140 277	154 149	163 596	193 307	5 370	203 800	75 000	1 022 125
Informations nominatives concernant les mandataires sociaux											
M. Seillière	–	–	–	59 057	59 057	59 057	82 690	–	90 000	–	
M. Lafonta	–	–	–	–	–	–	–	–	–	75 000	
Autres mandataires											
M. Leclerc de Hauteclouque	–	–	–	5 907	6 497	6 497	8 269	–	9 000	–	
M. de Moustier	–	10 739	11 814	5 907	6 497	6 497	8 269	–	9 000	–	
M. de Wouters	–	17 719	17 719	8 859	8 859	8 859	9 665	–	9 000	–	

Les nombres d'actions déjà souscrites ou pouvant être souscrites ainsi que les prix de souscription ont été ajustés afin de tenir compte de la division du nominal des actions intervenue en octobre 1998, de l'attribution gratuite de 1 action nouvelle pour 10 anciennes intervenue en décembre 1999 et de l'attribution des bons d'acquisition d'actions Cap Gemini en juin 2001.

Intérêts des dirigeants dans le capital

Options de souscription ou d'achat d'actions CGIP consenties ou levées en 2001 :

– aux mandataires sociaux

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées par ces derniers	Nombre d'options attribuées, d'actions souscrites ou achetées	Prix	Dates d'échéance	Plan n°
Consenties				
M. Lafonta	75 000	30,00 €	24/09/2011	5
M. Leclerc de Hauteclocque	9 000	35,10 €	18/07/2011	5
M. de Moustier	9 000	35,10 €	18/07/2011	5
M. Seillière	90 000	35,10 €	18/07/2011	5
M. de Wouters	9 000	35,10 €	18/07/2011	5
Levées				
M. de Moustier	6 500	12,68 €	24/07/2003	2

– aux salariés

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux 10 premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers	Nombre total d'options attribuées, d'actions souscrites ou achetées	Prix moyen pondéré	Plan n°
Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux 10 salariés de l'émetteur, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé	68 000	35,10 €	5
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées durant l'exercice, par les 10 salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé	10 931	12,97 €	3

Intérêts des dirigeants dans le capital

Options de souscription portant sur les actions Wheelabrator Allevard *

	PLAN n° 1	
Date Assemblée Générale	24 mai 1995	
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	34 149	
Date du Conseil d'administration	29/06/1995	01/10/1996
Options attribuées	16 618	17 508
Date de départ de l'exercice des options	29/06/1998	01/10/1999
Date d'expiration des options	28/06/2003	30/09/2004
Prix de souscription en euros par action	91,80	110,87
Rabais	0 %	0 %
Nombre d'actions souscrites au 31.12.2001	11 894	2 554
Nombre d'options annulées	945	667
Nombre d'actions restant à souscrire au 31.12.2001	3 779	14 287

Options de souscription d'action consenties ou levées en 2001

– aux mandataires sociaux

M. Seillière	Nombre d'options reçues en 2001	0	0
	attribuées exerçables	2 334	2 334
	levées en 2001	2 334	0
	Prix moyen pondéré	91,80 €	

– aux salariés

	Nombre d'options reçues en 2001	0	
	attribuées exerçables	2 334	
	levées en 2001	2 334	
	Prix moyen pondéré	91,80 €	

*Les éléments indiqués ci-dessus prennent en compte les ajustements réalisés en 2000, conformément aux dispositions de l'article L. 225-181 du Code de commerce (article 208-5 de la loi sur les sociétés commerciales) et consécutivement aux opérations ayant affecté les capitaux propres de Wheelabrator Allevard.

Renseignements concernant l'activité de CGIP

Société à la tête d'un Groupe

CGIP est la société mère d'un groupe dont les activités sont exercées par les filiales et participations. CGIP "actionnaire entrepreneur" intervient activement dans les domaines clés de la vie des entreprises du Groupe : stratégie, investissements, acquisitions, cessions, choix des dirigeants et décisions financières.

Il n'existe pas entre CGIP et ses filiales et participations, d'accords industriels commerciaux ou de gestion. CGIP assure à certaines d'entre elles des prestations de conseil et d'assistance en matières juridique, fiscale, financière et comptable, prestations qu'elle facture à des conditions normales sur la base des coûts réels s'ils sont identifiables ou de forfaits liés au niveau d'activité.

Les données caractéristiques des principales filiales sont données dans le rapport de gestion.

Politique d'investissements

Les faits marquants, depuis la constitution de la CGIP en 1977, sont rappelés en page 31 dans le chapitre Étapes de développements.

Les principaux mouvements depuis 1999 sont rappelés dans les comptes consolidés dans la partie traitant de l'évolution du périmètre de consolidation ; pour les exercices 1994 à 1998, il convient de se reporter aux précédents documents de référence.

Actif net réévalué

L'actif net réévalué est calculé sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2001. La valeur des titres de sociétés cotées est égale à la moyenne des cours de clôture des vingt séances précédant l'évaluation ; celle des titres de sociétés non cotées est obtenue en appliquant aux principaux soldes de gestion les multiples de capitalisation boursière de sociétés comparables au cours de la même période. Les autres actifs circulants et les passifs sont repris à leur valeur nette comptable.

Au 28 février 2002, l'actif réévalué avant impôt est de 2 820 millions d'euros et se décompose ainsi :

	En M€	% de l'ANR
Cap Gemini Ernst & Young	1 120	39,7 %
Valeo	790	28,0 %
Trader.com	180	6,4 %
Participations cotées	2 090	74,1 %
Participations non cotées	1 814	64,3 %
Total actif immobilisé	3 904	138,4 %
Autres actifs/passifs d'exploitation et financiers	(1 084)	- 38,4 %
ANR avant fiscalité	2 820	100,0 %
Nombre d'actions ⁽¹⁾	54 585 405	
En €/action	51,7	

(1) Nombre d'actions au 01/03/2002, hors actions autodétenues (soit 4 723 904 titres)

L'actif net réévalué après fiscalité latente est l'un des critères retenus pour établir la parité de fusion de CGIP et de Marine-Wendel.

Dépendance particulière à l'égard de brevets, licences

Holding sans activité industrielle propre, CGIP ne possède aucune dépendance particulière à l'égard de brevets, licences, contrats d'approvisionnement, industriels, commerciaux ou financiers, ni à l'égard de fournisseurs et/ou de clients.

Effectifs moyens

Effectifs moyens de CGIP		Effectifs moyens du Groupe *	
1998 :	33	1998 :	1 199
1999 :	34	1999 :	1 308
2000 :	34	2000 :	1 385
2001 :	35	2001 :	1 432

* CGIP + filiales consolidées par intégration globale.

Décomposition des effectifs moyens par société pour 2001

	Wheelabrator Allevard	Orange-Nassau	CGIP et autres holdings	Total
2001	1 359	31	42	1 432

Renseignements concernant l'activité de CGIP

Les risques

Risques de marché

Les actifs de CGIP sont des participations dans des sociétés cotées et non cotées. La valeur des actifs cotés et non cotés de CGIP est liée à la tenue des marchés boursiers et se trouve influencée par les taux d'intérêt. Pour les sociétés cotées, l'évolution des taux d'intérêt se traduit par des variations des cours de Bourse et, pour les sociétés non cotées, par une variation de leur valeur. Les méthodes d'évaluation retenues pour évaluer les actifs non cotés font référence à des multiples comparables de valeurs cotées.

En règle générale, CGIP n'initie pas d'achat de couvertures pour se protéger des variations du marché actions. Néanmoins, afin de profiter de fortes variations boursières, la Compagnie peut acheter ou vendre, dans le respect de la réglementation sur le marché boursier, des titres ou des produits optionnels de sociétés dans lesquelles elle détient des participations pour renforcer ou alléger une position.

Des instruments financiers peuvent être utilisés afin de couvrir d'autres risques financiers liés à l'activité du Groupe. Ces opérations sont donc toujours basées sur des actifs et passifs existants.

Les positions de couverture en résultant seraient prises au moyen d'instruments cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré qui présentent des risques minima. Chaque position est régulièrement suivie et sa juste valeur est estimée sur la base des cours de marché ou de valeurs fournies par les banques ou les sociétés de Bourse. Ces contrats de couverture sont passés avec des établissements financiers de premier plan, afin de ne prendre aucun risque de contrepartie.

Risques juridiques

À la connaissance de CGIP, il n'existe à ce jour aucun litige, fait exceptionnel ou arbitrage susceptible d'avoir une incidence sensible sur l'activité, les résultats, la situation financière, les perspectives d'avenir ou le patrimoine de la Société ou du Groupe.

Litiges

En 1998, Sofiservice a été mise en demeure par arrêté préfectoral, de dépolluer un terrain, utilisé par les Hauts Fourneaux de Rouen, lui ayant appartenu jusqu'en 1971. Cette société conteste cette décision devant le Tribunal administratif. Par prudence, une provision de 7,62 millions d'euros a été constituée (cf. note 9 des comptes consolidés). La procédure est toujours en cours et le coût de dépollution demeure intégralement provisionné. Au cours de l'exercice 2001, ce litige n'a pas connu de développement méritant d'être signalé.

Assurances

CGIP et l'ensemble des filiales contrôlées directement ou indirectement à 100 % sont normalement assurées pour les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber en raison de leurs activités. Les polices d'assurance sont revues et ajustées périodiquement pour prendre en compte toute évolution significative.

Organes d'administration et de direction

Membres des organes d'administration et de direction

Conseil d'administration

		Dates de la première nomination et échéance du mandat
Ernest-Antoine Seillière Président du Conseil d'administration de Marine-Wendel Président du Conseil de surveillance de Trader . Com Président du Conseil de surveillance d'Orange-Nassau Vice-Président du Conseil d'administration de Cap Gemini Ernst & Young Vice-Président du Conseil de Surveillance de bioMérieux Pierre Fabre Administrateur de SLPS, Société Générale, Sofisamc Membre du Conseil de Surveillance de Valeo, Hermès International, Peugeot S.A. Représentant permanent de Sofiservice au Conseil de Surveillance de Bureau Veritas Compagnie Financière de la Trinité au Conseil d'administration de Stallergènes	<i>Président</i>	1981/2005
Jean-Bernard Lafonta Membre du Conseil de Surveillance de Valeo, Orange-Nassau	<i>Directeur général</i>	2001/2005
Didier Cherpitel Président de la Foundation of Red Cross Membre de la Commission permanente du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge	<i>Administrateur</i>	1998/2004
Hubert Leclerc de Hauteclocque Président et Directeur général du Conseil d'administration de la Société Lorraine de Participations Sidérurgiques, Novath Investissements Administrateur et Directeur général délégué de Sofiservice Représentant permanent de SLPS au Conseil d'administration de Marine-Wendel et au Conseil de gérance de SNC Wendel-Participations	<i>Administrateur</i>	1983/2007
Alain Mérieux Président du Directoire de bioMérieux Pierre Fabre Président et Directeur général du Conseil d'administration de bioMérieux, Transgene, BMA, BMH, ACCRA, Silliker bioMérieux Inc. Co-Président de Carla Co-Gérant de FM Sarl Administrateur de Compagnie Plastic Omnium, Rue Impériale de Lyon, Eurazeo, Lazard LLC	<i>Administrateur</i>	1992/2004

Organes d'administration et de direction

Conseil d'administration

Dates de la première
nomination et échéance
du mandat

Didier Pineau-Valencienne

Administrateur de
Rhône-Poulenc, AON France, Fleury Michon, AXA Financial Inc.,
Swiss Helvetia Fund

Administrateur

1992/2004

Membre du Conseil de surveillance de Lagardère, Groupe André, Aventis

Membre de l'Advisory Board de Booz Allen & Hamilton

Henri de Mitry

Président et Directeur général du Conseil d'administration
de la Financière Franco-Néerlandaise

Administrateur

2001/2004

Vice-Président du Conseil de surveillance de
Alpha Associés, Alpha Développement Finance

Administrateur de la Société de Gérance de Valeurs Mobilières,
Sofiservice, Eligest, France Europe Patrimoine

Membre du Conseil de Surveillance de Orange-Nassau

Louis-Amédée de Moustier

Représentant permanent de Sogeval au Conseil d'administration de CGIP

Administrateur

1986/2004

Représentant permanent de Sogeval au Conseil de gérance
de SNC Wendel-Participations

Président et Directeur général du Conseil d'administration de
la Société de Gérance de Valeurs Mobilières,
de Haussmann Holdings SA Luxembourg

Administrateur de Marine-Wendel, Solfur, Colombus Management,
Athena Valeurs Gérant de Vicence Conseil

Organes d'administration et de direction

Direction générale du groupe

Comité exécutif

		Date d'entrée au Comité exécutif
Ernest-Antoine Seillière	<i>Président</i>	01/01/95
Jean-Bernard Lafonta	<i>Directeur général</i>	17/09/01
Guy de Wouters	<i>Affaires internationales</i>	01/01/95
Jean-Marc Janodet	<i>Affaires financières</i>	01/01/95
Arnaud Fayet	<i>Secteur industrie et services</i>	15/09/95
Jean-Yves Hémerly	<i>Affaires fiscales</i>	01/11/99
Bernard Renard	<i>Secteur industrie et services</i>	01/01/95
Arnaud Desclèves	<i>Affaires juridiques</i>	02/01/02
Christine Dutreil	<i>Communication et relations extérieures</i>	01/04/96

Direction

		Date d'entrée en fonction
Gérard Lamy	<i>Études et Communication Financière</i>	01/04/99
Pierre Leboutellier	<i>Personnel</i>	01/01/78
Yves Moutran	<i>Projets de Développement</i>	03/07/00
Jean-Michel Ropert	<i>Services Comptables et Financiers</i>	17/04/89

Rémunérations des membres des organes d'administration et de direction

Les rémunérations consenties au Président, au Directeur général ainsi qu'aux cinq personnes les mieux rémunérées sont mentionnées au chapitre relatif au Gouvernement d'entreprise dans la partie intitulée Rémunération des Dirigeants.

Les options de souscription ou d'achat d'actions que détient le Président et celles attribuées aux Mandataires sociaux pendant l'exercice 2001 sont mentionnées dans la partie du chapitre Gouvernement d'entreprise qui traite des Rémunérations à la page 25 et dans le complément d'information à la page 97.

Responsable du document de référence et responsable du contrôle des comptes

Responsable du document de référence

Ernest-Antoine SEILLIERE, Président du Conseil d'administration.

Attestation du Président du Conseil d'administration

"À ma connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée".

Paris, le 3 mai 2002

Ernest-Antoine Seillière

Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires :

– Barbier Frinault et Associés

membre de Andersen représenté par Michel Léger – 41, rue Ybry – 92576 Neuilly-sur-Seine

- date du premier mandat : acte constitutif de la Société du 18 janvier 1974
- date du dernier renouvellement de mandat : Assemblée générale mixte du 3 juin 1998
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2003

– Befec-Price Waterhouse

membre de PricewaterhouseCoopers

représenté par Daniel Chauveau – Tour AIG 34, place des Corolles – 92908 Paris-La Défense

- date du premier mandat : Assemblée générale mixte du 18 novembre 1977 (ancienne dénomination : Mulquin - Soccefi et Associés)
- date du dernier renouvellement de mandat : Assemblée générale mixte du 6 juin 1996
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2001.

Commissaires aux comptes suppléants

– Philippe Peuch-Lestrade

49, rue de La Tour – 75116 Paris

- date du premier mandat : Assemblée générale mixte du 11 juin 1986
- date du dernier renouvellement de mandat : Assemblée générale mixte du 3 juin 1998
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2003

– Gérard Hautefeuille

11, rue Marguerite – 75017 Paris

- date du premier mandat : Assemblée générale mixte du 8 juin 1995
- date du dernier renouvellement de mandat : Assemblée générale mixte du 6 juin 1996
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2001

Rapport des Commissaires aux comptes

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations "CGIP" et en application du règlement COB n° 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité du Président du Conseil d'administration. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. S'agissant de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré, cette lecture a pris en compte

les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2001, 2000 et 1999 arrêtés par le Conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve et en appelant de notre part l'observation suivante pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 1999 : sans remettre en cause notre opinion, nous attirons votre attention sur la note 1.2 de l'annexe détaillant le traitement comptable relatif à la quote-part du groupe CGIP dans l'imputation sur les capitaux propres réalisée par la société Cap Gemini, se traduisant par une charge exceptionnelle de 174,6 millions d'euros.

Sur la base de ces diligences, et compte tenu de l'observation formulée dans notre rapport sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 1999 telle que rappelée ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 3 mai 2002

Les Commissaires aux comptes

BARBIER FRINAULT & ASSOCIÉS
Michel Léger

BEFEC-PRICE WATERHOUSE
Membre de PricewaterhouseCoopers
Daniel Chauveau

Responsable de l'information
Gérard LAMY, Directeur de la Communication financière
Tél. : 01 42 85 30 00

Table de correspondance

Règlement COB 98.01

		Pages
Responsable du prospectus et Responsables du contrôle des comptes	I	
Responsable du document	1.1	105
Attestation	1.2	105
Responsables du contrôle des comptes	1.3	105
Politique d'information	1.4	27
Renseignements de caractère général concernant CGIP	III	
Renseignements de caractère général	3.1	88
Renseignements de caractère général concernant le capital	3.2	90
Répartition du capital et des droits de vote	3.3	93
Marché de l'action	3.4	95
Dividendes	3.5	96
Renseignements concernant l'activité de CGIP	IV	
Présentation de la Société et du Groupe	4.1	3 à 25
Dépendance de l'émetteur à l'égard des brevets et licences	4.2	100
Effectifs moyens	4.3	100
Politique d'investissement	4.4	100
Données caractéristiques sur l'activité des sociétés filiales	4.5	3 à 30
Risque de l'émetteur	4.7	101
Patrimoine, situation financière, résultats	V	
Comptes de l'émetteur	5.1	33 à 85
Organe d'administration de Direction et de Surveillance	VI	
Composition et fonctionnement des organes d'administration	6.1	24 et 102
Intérêts des dirigeants dans le capital	6.2	97
Schémas d'intéressement du personnel	6.3	26
Évolution récente et perspectives d'avenir	VII	
Évolution récente	7.1	Tout au long
Perspectives d'avenir	7.2	du document



"Le présent document de référence a été déposé auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 3 mai 2002, conformément au règlement n° 98-01. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse."

